

P8971B

511

8 NOV. 1972



CLIO

CAHIERS - NUMERO 30



Nathan
Paris

Labor
Bruxelles

**SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT**

CAHIERS DE CLIO

1 9 7 2 — Numéro 30.

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER - Marinette BRUWIER - Gilbert DELANDS-
HEERE - Louis FRANÇOIS - Pierre GOUBERT - Paul HAR-
SIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André
JORIS - Jacques LE GOFF - Claire PREAUX - Albert SO-
BOUL - Jacques STIENNON - Fernand VERCAUTEREN.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJENBERG-KARNY - Henri BAIVERLIN - Pervenche
BRIEGLEB - Alfred BRUNEEL - Josette DEBACKER -
Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX - Armand DEROI-
SY - Jean DUGNOILLE - Arlette GODFROID-LAURENT -
Nicole JOZIC-HIERNAUX - Jean LECLERCQ-PAULISSEN
Philippe MOUREAUX - Michel REVELARD - René ROB-
BRECHT - Jenny VAN ROELEN - René VAN SANTBER-
GEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT ANNUEL (4 numéros) :

300 fr. b.

PRIX DU NUMERO :

85 fr. b.

Païement au C.C.P. 2086.80 des Editions Labor, rue Royale,
342 — 1030 Bruxelles.

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques.

SECRETARIAT DES CAHIERS DE CLIO :

Liliane DE KEYSER
Avenue Télémaque, 51 — 1190 Bruxelles.

Publié avec l'aide financière du Ministère
de l'Education Nationale et de la Culture française.

CAHIERS DE CLIO

DIALOGUE AVEC...



... LES SOCIOLOGUES.

RECHERCHES SOCIOLOGIQUES ET HISTOIRE (').

Mon intention n'est pas de parler de la sociologie et de l'histoire, ni de faire un état de la question. Il me semble beaucoup plus utile ici d'aborder le problème par le « petit bout », de poser un certain nombre de questions pour les discuter ensuite. Le plus simple sera de présenter quelques têtes de chapitre, d'une manière un peu rhapsodique peut-être.

Examiner ce problème par le petit bout, c'est-à-dire renoncer à étudier les problèmes épistémologiques des rapports entre l'histoire et la sociologie, mais voir uniquement ce que peut apporter la sociologie au travail de l'historien ; c'est-à-dire que j'essaie d'examiner la problématique par un côté seulement ; l'autre serait évidemment tout aussi intéressant. J'aimerais prendre mon point de départ dans un livre récent, celui de Paul Veyne, professeur à Aix-Marseille : *Comment on écrit l'histoire* (2). Ce livre a remis au goût du jour l'ancienne querelle des rapports entre l'histoire et la sociologie, cette querelle qu'on retrouve depuis Seignobos et Simiand jusqu'à Fernand Braudel et Claude Lévi-Strauss : il suffit de lire le numéro mai-août des « Annales » (3) entièrement consacré à ce type de polémique, ou plus précisément à la polémique « structure-histoire », polémique qui a pollué le champ intellectuel avec des faux problèmes, des arguments fallacieux et des raisonnements captieux. C'est un fait que depuis bien des années, les sociologues jettent un regard compatissant sur l'activité des historiens, tandis que du côté des historiens on continue à se moquer des abstractions et des généralisations sociologiques, cette « science des man-nequins » — c'est un élève de Benedetto Croce qui a lancé cette belle formule, Carlo Antoni — ou à crier par-dessus les toits, comme Paul Veyne, que la sociologie est une histoire qui s'ignore et qui, méthodologiquement parlant, en est encore à un stade pré-thucydidéen : « une paraphrase — parfois très heureuse — du vécu ». Dans tous les cas, même lorsque c'est à Fernand Braudel à plaider, l'histoire complète rejette, pour ne pas dire vomit, la sociologie. Pendant que se poursuivent les âpres discussions sur la nature, l'objet, les limites et les relations

(1) Conférence du mercredi 23 juin 1971 au Séminaire de troisième cycle des Facultés des lettres des universités suisses romandes.

(2) *Essai d'épistémologie*, Paris, Seuil, 1971.

(3) *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 26, no 3, Paris, A. Collin, 1971.

entre les deux disciplines, pour l'amusement exclusif de ceux qui ont peu pratiqué la recherche en histoire et en sociologie, les praticiens ont appris à se connaître, si bien que les deux disciplines, même dans les pays francophones, commencent à se rapprocher dans certains domaines, en histoire intellectuelle, en histoire politique, en histoire économique, en histoire de l'art, et dans certains secteurs tout au moins, les préoccupations des uns et des autres sont devenues presque convergentes. Faut-il vous citer des noms et des titres ? Eh bien ! pensez du côté des historiens aux travaux sur la bourgeoisie parisienne d'Adeline Daumard, aux recherches pétillantes d'ethno-sociologie historique sur le communisme français d'Annie Kriegel, ou encore aux études novatrices et hardies d'Emmanuel Leroy-Ladurie ; et du côté des sociologues, il suffit de jeter un regard aux livres de Viviane Isambert-Jamati sur le système d'enseignement secondaire français depuis 100 ans, ou bien aux recherches passionnantes de Pierre Bourdieu et ses élèves sur l'école et le champ intellectuel en France entre 1830 et 1914, recherches qui visent à expliquer et à élucider la forme particulière de relations qui s'établit objectivement entre la fraction des intellectuels et des artistes dans son ensemble, et les différentes fractions des classes dominantes françaises. Voilà donc une manière concrète d'étudier la culture française pendant environ un siècle, et de vérifier, sans indulgence, l'analyse que Jean-Paul Sartre a consacrée à Gustave Flaubert, bref de découvrir et d'établir comment, de manière effective et réelle, ont opéré les médiations à travers lesquelles les déterminismes sociaux façonnent l'individualité singulière d'un artiste.

Sans vouloir ajouter un nouveau chapitre à l'histoire de la querelle sur les relations entre la sociologie et l'histoire, j'aimerais toutefois relever encore à ce propos que les deux disciplines, l'histoire et la sociologie, ne diffèrent guère par leur but ; elles se distinguent plutôt par le choix de perspectives complémentaires. En fait, l'historien reconstruit, dit-on, le cours des phénomènes, dans le temps, organisant ses données par rapport aux expressions manifestes et conscientes, pendant que le sociologue organise ses données essentiellement par rapport aux expressions inconscientes, nous aimons dire latentes de la vie sociale, car nous attachons beaucoup d'importance aux processus d'interaction, c'est-à-dire à l'influence mutuelle et réciproque entre partenaires sociaux, aux communications sociales informelles et implicites, aux systèmes sociaux, et aux structures. En d'autres termes, à des objets construits qui n'ont pas d'existence réelle, des objets complexes composés d'éléments dont les comportements ne sont compréhensibles que par rapport au tout dans lequel ils sont insérés : c'est ce que nous appelons un système social. Nous accordons également beaucoup d'importance à cette classe de théorie, dénommée structure, la structure, classe de théorie permettant d'analyser ou d'expliquer l'interdépendance des éléments d'un objet conçu en tant que système : « La structure est d'abord un système de transformations comportant ses lois en tant que système, celles-ci étant donc distinctes des propriétés des éléments.

En second lieu ces transformations comportent un autoréglage en ce sens qu'aucun élément nouveau engendré par leur exercice ne sort des frontières du système... et que les transformations du système ne font pas appel à des éléments extérieurs à lui. En troisième lieu, le système peut comporter des sous-systèmes par différenciation du système total... et il est possible de passer par certaines transformations d'un sous-système à un autre.» Contrairement à l'histoire telle qu'on la pratique, ou plutôt telle qu'on l'a pratiquée jusqu'ici, la sociologie privilégie les règles, les signes et les valeurs, c'est-à-dire, elle s'occupe des normes intellectuelles des sujets ou des groupes sociaux, des significations, voire des rapports du signifiant au signifié ou du signifié au signifiant, et d'une manière égale des valeurs. Piaget a dit : « La valeur est le produit d'un sentiment, c'est le sentiment projeté dans l'objet, attribué à l'objet », donc, la valeur est « une dimension générale de l'affectivité, et non... un sentiment particulier privilégié » ; la sociologie privilégie les normes et les règles implicites, latentes, moyens sociaux pour stimuler, orienter, contrôler, et standardiser les actions, les pensées, les sentiments, les aspirations des individus, des groupes et des classes (moyens sociaux qu'on ne retrouve que rarement dans les actions, les événements et les conjonctures étudiées par l'historien, bref, dans les événements de la vie sociale au cours du temps décrit dans les livres d'histoire) et réserve beaucoup d'attention à ce grand « système de notions intéressant l'expérience vécue par les individus en leur vie mentale ou en leurs relations collectives » dénommé « le système des 'valeurs' ou prise de conscience des utilités fonctionnelles », pour le dire encore en langage piagétien.

La complémentarité de nos revues respectives fait que les historiens pourraient donner beaucoup au sociologue et nous autres vous offrir, entre autres, quelques théories, quelques techniques, quelques contributions empiriques pour l'histoire à écrire. Puisqu'il s'agit uniquement d'examiner quelques apports de la sociologie à la recherche historique, je ne dirai rien de tout ce que nous devons aux historiens. En schématisant beaucoup — mais je suis un sociologue — les apports les plus évidents de la sociologie à l'histoire me semblent se trouver dans le domaine de la théorie, des techniques et des sources pour l'histoire de demain.

LE DOMAINE DE LA THEORIE.

Dès que l'historien entend parler de théories, c'est-à-dire de concepts abstraits plus ou moins organisés, appliqués à un domaine particulier de la connaissance, il entre en transe. Un historien à théories n'est-il pas un historien sans bon sens, sans réalisme, à la limite un historien au parti pris ? Car, n'est-ce pas, pour le dire avec Simone de Beauvoir : « si une théorie me convainquait... elle changeait mon rapport au monde, elle colorait mon expérience ». Et lorsqu'on arrive à colorer l'expérience, il est notoire que l'objectivité s'en va.

Or la répulsion insurmontable, le dégoût irrésistible affichés par les historiens à l'endroit de la théorie sont à mon sens tout à fait injustifiés. Par ailleurs, à la base de tout véritable travail historique — faut-il citer le grand Jacob Burckardt ou l'étincelant Herbert Lüthy — il y a une théorie, une construction méthodique et organisée de caractère hypothétique, assez souvent implicite mais de caractère hypothético-déductif. Je vais plus loin : tout travail des historiens est guidé par une théorie, cette théorie est implicite, mais elle existe. Pourquoi ? Karl Popper, dans son livre *Logik der Forschung* répond : « parce qu'une théorie est un filet que nous tendons pour capturer le monde, pour le rationaliser, pour l'interpréter, pour le dominer ». Lorsque l'historien étudie le mariage à Genève au XVII^e siècle, ou la distribution de la propriété foncière dans le Jura au XVIII^e siècle, il utilise, sans le savoir peut-être, un système théorique sur la famille et sur le mariage, sur la propriété, qui lui permet de récolter ces données, de les emboîter les unes dans les autres, ensuite de les comprendre et dans certains cas (pas toujours) de les expliquer. Il est donc bon d'être à même de savoir manier sciemment les théories, et le cas échéant il n'est pas sans intérêt de savoir les construire. Ce n'est pas un jeu intellectuel en effet que de savoir qu'une théorie est un ensemble de propositions liées les unes aux autres de manière systématique et nous permettant une série de généralisations — la famille, le mariage, la classe sociale, etc. — c'est-à-dire des généralisations susceptibles d'être vérifiées empiriquement.

Prenez à titre d'exemple un livre d'histoire sur la révolution française, un autre sur la révolution russe et un autre encore sur les événements de mai 1968. Tous ces livres examinent un ensemble d'événements ayant lieu dans certaines sociétés et caractérisés par des changements importants, par des ruptures profondes. Tous ces livres se fondent sur une théorie, appelons-la provisoirement la notion de révolution, laquelle permet de récolter les faits, de les classer, de les connecter, de les interpréter, de leur donner une signification ou des significations, celle de Jean Jaurès, par exemple, ou de Georges Lefèbvre, d'Isaac Deutscher ou d'Adrien Dansette, pour ne parler que des livres que nous tous avons lus. Il s'agit là d'une théorie ou plutôt de théorie implicite dont la grossièreté est évidente, sauf chez Deutscher qui probablement est un des rarissimes historiens contemporains à avoir une conscience théorique extrêmement poussée. *Les origines de la France contemporaine* d'Hippolyte Taine, par exemple, ont peu de chose à faire avec celui de Jean Jaurès et ainsi de suite, tandis qu'un bon usage de la théorie permet de faire des analyses plus détaillées, d'évaluer critique-ment des expressions, de permettre des comparaisons, de départager dans un événement le fondamental du contingent, bref de généraliser. Il est clair que l'assassinat de César est un acte unique, et que les historiens ont tout à fait raison de l'étudier en tant qu'acte unique, absolument irrépérable. Mais il est tout aussi clair que des assassinats politiques, il y en a toujours eu dans l'histoire, depuis les Assyro-Babyloniens

jusqu'à nos jours, jusqu'à Hitler ou Mussolini, et que tout de même, ces assassinats politiques, à côté d'éléments contingents, présentent des structures fondamentales qu'il serait intéressant de comparer, d'étudier, les unes par rapport aux autres. Si bien qu'à la limite, contrairement à ce que Croce a affirmé, l'assassinat politique de César n'est qu'un élément d'une classe plus générale, les assassinats politiques, et rien n'empêche donc l'historien, au-delà de l'explicite, du contingent, de ce que vous appelez l'historique, d'étudier en même temps et effectivement le fondamental, ce que nous aimons appeler l'invariant. Si bien, je crois, qu'il y a là un véritable domaine pour constituer l'histoire en tant que discipline vraiment rigoureuse, en tant que discipline effectivement scientifique au même titre que toutes les autres disciplines psychosociologiques, au même titre que l'économétrie ou la linguistique, par exemple.

En d'autres termes, le bon usage de la théorie présuppose la connaissance de toutes les règles régissant les arrangements, les permutations et les combinaisons de tous les éléments qui ont donné lieu à cette notion extrêmement utile et que vous maniez avec des avantages évidents, cette notion utile qu'on appelle révolution.

Si on avait utilisé une théorie comme celle que Jean Bachelard, dans *Les phénomènes révolutionnaires*, a présentée il y a quelque temps, je crois qu'on aurait pu établir des comparaisons extrêmement valables et voir, dans les recherches sur la Révolution française, ce qu'il y avait de contingent et de fondamental et permettre, non pas de dégager des lois — car en sciences sociales il n'y a pas de lois mais des uniformités, des uniformités qui sont constantes, que l'on peut traiter effectivement. Il est évident que nous ne pouvons pas prévoir l'arrivée d'un événement, politique, culturel, etc. (certains disent que cela est littéralement impossible et par conséquent toutes les activités des sciences sociales ne sont pas totalement mathématisables). Mais nous pouvons prévoir, calculer les réactions qu'on peut avoir devant un événement aléatoire. Or rien n'empêche que d'ici quelques années, nous puissions introduire par exemple des modèles — non pas déterministes, ceux des sciences naturelles — en histoire ou en sociologie, ces modèles-là ne servent strictement à rien ; mais stochastiques, c'est-à-dire des modèles qui, tout en laissant la place normale au côté aléatoire d'un événement — même à son côté unique et atypique bien entendu — se fondent sur la réaction de l'individu ou des hommes vis-à-vis de l'événement : cette réaction pouvant être mathématisable, dans le sens qu'il est aisé de la prévoir, de la spécifier, de l'identifier, et donc de la calculer.

Par ailleurs, vous utilisez couramment des notions comme protestantisme, capitalisme, libéralisme, socialisme, économie urbaine, que sais-je, réalisme, néo-réalisme... Mais ce qui frappe, dans les travaux historiques, c'est que presque toutes ces notions, protestantisme, capitalisme, libéralisme, socialisme, sont implicites. L'historien utilise cou-

ramment une classe particulière de théories, les typologies, les ayant en quelque sorte produites implicitement, voire sans les avoir construites selon les règles de la logique ou de la logistique dans certains cas. D'autre part, l'utilisation faite des typologies est tout aussi variable en histoire que chatoyante. Pour certains historiens, par exemple, le type *capitalisme* est un instrument permettant des comparaisons précises entre des époques économiques différentes et complexes. D'autres le considèrent comme un ciment permettant de coller entre elles des données empiriques peu structurées. On pourrait même écrire un livre sur les utilisations changeantes de la notion de *capitalisme* en histoire. Je pourrais ajouter le concept de classe, le type de classe, mais ici les choses vont un peu mieux depuis que Roland Mousnier a essayé d'y mettre un peu d'ordre avec son livre sur *Les hiérarchies sociales*. En un mot, il n'y a pas de recherche scientifique sans une théorie, mais il est dangereux d'utiliser une théorie si on ne sait pas dégager les caractéristiques (pour en rester au capitalisme) du type construit, si on ne sait pas en analyser la structure logique, si on n'est pas au clair du genre de relations entre ces éléments composants. Un exemple nous aidera à comprendre : supposons que nous voulions étudier le socialisme suisse du XIX^e siècle. La première chose que nous constatons, c'est qu'il existe sur ce sujet une masse énorme de documents, de données plus ou moins sûres, plus ou moins significatives, d'origine très différente, rapports de police, journaux, livres, tracts, affiches, documentaires cinématographiques, enregistrements phoniques, etc. Pour nous sortir d'affaire, nous devons fixer les caractéristiques du socialisme suisse au XIX^e siècle, pour pouvoir dire très grossièrement : cela est du socialisme, et cela ne l'est pas. Que fait-on pour fixer les caractéristiques et les contours de ce phénomène dit socialisme ? On combinera une série d'articles de foi, de normes, de coutumes, de préceptes, de conduites, de notions, de règles, de significations pour les fondre ensuite en une idée ; cette idée, c'est le protestantisme, le capitalisme, et pour en revenir à notre exemple : le socialisme. Les types, dans le cas de l'exemple du socialisme, du parti et de l'organisation de classe, constituent deux arrangements idéalisés, deux types construits nous permettant de faire l'histoire d'une manifestation politico-culturelle, ou comme Croce aurait aimé le dire : éthico-politique d'un secteur, d'un courant politique suisse. Max Weber a écrit à ce propos : « Un type idéal est formé à partir de l'*accentuation* d'un ou plusieurs points de vue, et par la synthèse d'un grand nombre de phénomènes individuels concrets, diffus, discrets, plus ou moins présents, qui sont organisés en accord avec ses points de vue mis en relief pour former une construction analytique unifiée. Dans sa pureté conceptuelle, cette construction mentale en effet ne se retrouve nulle part dans la réalité. » C'est pour cela effectivement que Karl Marx, qui était, qui est et non par hasard un des plus grands historiens et aussi un des plus grands sociologues de ces deux derniers siècles, n'a jamais parlé de capitalisme, mais de capital. J'ajoute : contrairement à Marx, les his-

toriens ont parlé de socialisme, sans savoir bien manier ce type, ils ont plaqué le capitalisme à des réalités qui n'existent pas, ou le socialisme à des situations contrastantes. En effet on a été obligé de parler du socialisme, que sais-je, de Thomas Campanella à cause de sa *Cité du soleil*, de capitalisme mérovingien par exemple, de pré-capitalisme, et toutes ces choses que vous connaissez mieux que moi et sur lesquelles je peux donc survoler.

L'utilisation correcte des instruments théoriques, dans le cas des typologies, améliore notablement notre approche, et nous sert de garde-fou contre les distorsions inhérentes à toute conceptualisation. Savoir manier une théorie, c'est aussi assurer la bonne formulation des hypothèses, d'hypothèses riches, susceptibles d'épouser davantage le réel dans ses contradictions.

L'historien pourrait emprunter aisément au sociologue d'autres classes importantes de théories. Parmi celles-ci, je cite pour mémoire la notion de modèle et la notion de structure.

Le modèle est une théorie particulière, c'est une théorie hypothético-déductive. Il faut remarquer que dans les livres d'histoire économique, on utilise en général le mot modèle dans le sens de module ou de schéma. Lorsque je vous disais que le modèle est une théorie hypothético-déductive, jusqu'ici utilisé surtout en histoire économique, je pense entre autres au modèle des cycles économiques du grand historien américain Simon Kuznets, ou celui plus complexe des mouvements de longue durée de Kondratieff utilisés par certains historiens français. L'historien économiste utilisant les modèles des cycles, pour expliquer les oscillations entre la phase ascendante du phénomène, qui vous le savez est beaucoup plus longue, et la phase descendante qui est extrêmement courte, pour expliquer cet étrange phénomène, l'historien économiste doit recourir à une hypothèse, car au départ il ne peut vérifier, contrôler, savoir pour quelle raison les choses se passent ainsi. Une hypothèse donc, en vertu de laquelle les investissements, l'épargne, la consommation, bref les quantités économiques globales sont liées de façon instantanée ou différée. Puisque les données empiriques vérifient ce type de modèle en éclaircissant les cycles, il est naturellement avantageux de formuler des hypothèses, et de voir ensuite si elles sont vraies ou fausses. Le modèle par rapport à la théorie, ou disons à la théorie proprement dite et telle que je l'avais formulée tout à l'heure, le modèle par rapport à la « grande » théorie (n'oubliez pas que le modèle est aussi une classe particulière de théorie) a ceci de particulier : tandis que la théorie doit uniquement servir à éclairer la nature d'un phénomène, le modèle doit être en principe toujours vérifiable, ne pas pouvoir être démontré faux, car vous le savez, une proposition scientifique peut être démontrée fautive, mais ne peut jamais être démontrée vraie.

Un exemple de modèle très célèbre est celui de Pareto appliqué dans des domaines fort différents, par exemple, dans l'étude de la dis-

tribution des mots dans le roman *Ulysse*, de James Joyce, au jeu de billes, etc. Pareto l'a appliqué lui-même pour étudier la distribution de la richesse dans les villes italiennes du Moyen Age, en Prusse et à Bâle, etc. Je cite la moins connue de ces études, celle sur la distribution de la richesse d'après le rôle de la taille, à Paris, en 1292 et à la fin du siècle passé. Pareto montre que la « distribution de la richesse n'a pas beaucoup changé, à Paris, de 1292 à nos jours. L'exposant α , notamment, avait, en 1292, la valeur de 1,37, il a maintenant la valeur de 1,42. Si l'on réfléchit aux immenses changements sociaux et économiques qui séparent Paris de notre époque du Paris de 1292, ce résultat paraîtra très remarquable ». Sans entrer dans les détails, on peut dire que le modèle de Pareto met en lumière qu'à toutes les époques la répartition du revenu affecte la forme d'une toupie dont la pointe est tournée vers le haut, et cela dans des pays de conditions économiques et sociales fort différentes. Pareto dit que cette forme ne dépend pas du hasard ; si tel était le cas, elle devrait être semblable à la courbe des probabilités. Or la courbe de la répartition diffère totalement de celle des probabilités, bien connue des statisticiens sous le nom de « courbe des erreurs ». Pareto conclut donc que la forme de la toupie est engendrée par des forces fondamentales indépendantes, répondant en somme à une loi universelle. Les pauvres constituent la partie inférieure, arrondie, de la toupie (renversée), et les riches le sommet, en pointe. On constate encore qu'une augmentation des revenus minima et une diminution de l'inégalité ne peuvent se produire, soit isolément, soit d'une manière cumulative, que si le total des revenus croît plus vite que la population ; l'accroissement du nombre des grandes fortunes n'implique pas un accroissement général de la richesse, pas plus que l'accroissement du nombre des pauvres n'implique un appauvrissement général du pays. En d'autres termes, l'inégalité des fortunes et la diminution du paupérisme sont deux choses fort différentes.

Pareto par ce modèle explique aussi le fait qu'une distribution différente de la richesse n'arrive qu'à élargir la base de la toupie, mais pas à amenuiser sensiblement le sommet. En termes un peu plus compliqués, le modèle postule que la courbe de la distribution du revenu est représentée par une droite dont l'équation est $\log N = \log A - \alpha \log x$, où x est la dimension du revenu égal et supérieur à x , A et α étant des constantes à déterminer d'après les données empiriques. L'inclinaison sur l'axe des x de la ligne des logarithmes est donnée évidemment par α . Tout cela peut se « voir » grâce à un graphique à double échelle logarithmique où sont représentés les revenus supérieurs à la moyenne : la diminution de l'inclinaison α indique une moindre inégalité des revenus.

Le modèle explique ainsi la forme de la richesse dans toutes les sociétés, à toutes les époques. On peut faire de nouvelles distributions de richesses : dans le Bas-Empire par exemple, on a pris des terres et on les a données aux soldats ; on peut établir l'impôt progressif ou généraliser la sécurité sociale, ce qui est une manière comme une autre

de procéder à une nouvelle distribution de la richesse, instaurer les caisses de pension, les caisses de maladie, etc. Toutes ces distributions nouvelles de richesses ont un effet, dit Pareto, c'est d'élargir la base, de rendre plus mince le sommet, mais en réalité les proportions entre les différentes couches de la société ne changent jamais : les gens qui sont tout à fait au fond ont un tout petit peu plus par rapport à ceux qui étaient le plus haut, mais en réalité les proportions sont toujours les mêmes. Si bien qu'un homme riche, même dans un pays comme la Suède où il y a un impôt progressif assez lourd (il s'agit donc d'un cas réel et précis), un homme riche paie toujours proportionnellement des impôts beaucoup moins élevés que ceux d'un homme moins riche. Le résultat montre qu'il y a un équilibre à l'intérieur de la société qui s'établit inévitablement et qui reste toujours le même, d'une époque à l'autre. Dans le *Cours d'économie politique*, § 1012, nous lisons : « L'inégalité de la répartition paraît donc dépendre beaucoup plus de la nature même des hommes que de l'organisation économique de la société. De profondes modifications de cette organisation pourraient n'avoir que peu d'influence pour modifier la loi de la répartition du revenu. » Je ne discute pas ici cette conclusion ; il me semble certain que rien ne nous prouve les fondements économiques de la constance de l'ordre social. Si je la cite, c'est pour souligner qu'il ne faut pas aller plus loin que le modèle le conseille. Et Pareto est allé trop loin. Il n'en reste pas moins que le modèle nous aide beaucoup dans les sciences sociales : on commence par poser une hypothèse de départ ; il s'agit évidemment d'une fonction analytique et, cette fonction étant admise et ayant établi des règles de définition qui sont aussi en même temps des règles de transformation, on emboîte, on fait une mécanique, on bricole un modèle, et si les résultats du modèle finissent par coller avec la réalité, c'est-à-dire avec les données empiriques, les statistiques fiscales, etc., effectivement vous aurez affaire à un modèle où tout a été validé, avec un modèle qui peut avoir une certaine utilité.

Une fois encore, permettez-moi d'y insister, les théories n'existent nulle part dans la réalité. Ce sont des filets que nous utilisons pour mieux saisir la complexité du réel. Si nous n'avions pas ces théories, nous serions complètement perdus, parce que la quantité de données à notre disposition est telle que nous ne pourrions même pas commencer une recherche. Alors il faut avoir une idée au départ, plus ou moins structurée — parfois, chez certains historiens ce sont des images, chez d'autres ce sont des notions, chez d'autres encore des théories implicites — mais à partir de cela, effectivement, on peut aller fouiller les archives, commencer à récolter les matériaux et aller de l'avant.

Je cite pour finir une autre classe de théorie, la notion de structure. Je le fais très vaguement car il faut jeter un coup d'œil au numéro mai-août 1971 des « Annales » où les excellentes contributions de Lévi-Strauss, de Jacques Le Goff, ou d'Emmanuel Leroy-Ladurie sur ce problème, pourront vous en dire mieux et davantage que moi.

Je cite donc pour finir la notion de structure en laissant de côté, son cortège de notions de fonctions et de significations. Parce que nous irions extrêmement loin, je m'arrête donc et très simplement à la notion de structure. Cette théorie, la notion de structure, est d'une très grande validité heuristique. En effet, elle aide à expliquer les dynamismes sous-jacents des phénomènes. Mieux, si vous voulez, les processus d'élaboration et de développement des événements, en ce qu'ils ont d'invariant et d'intemporel. Pensez par exemple au problème de la langue : vous pouvez chambarder totalement une société, faire ce qui a été fait pendant la grande révolution russe ; on constate que la langue russe a très peu changé par rapport à l'époque de Dostoïevsky, de Gogol, et la différence entre la langue de Dostoïevsky et celle de Pasternak par exemple, ou bien de l'auteur du *Don Paisible*, est assez mince. Pourquoi ? parce qu'il y a une partie fondamentale dans les phénomènes humains qui ne change que très lentement, qui reste toujours cachée, qui ne vient jamais à la surface ; en fait, c'est pour cela en général que les réformistes en politique échouent systématiquement, car ils croient qu'en faisant des réformes, par exemple dans l'enseignement secondaire, on assure la démocratisation des études, et que les révolutionnaires échouent tout aussi systématiquement, et continuent à échouer, car ils imaginent qu'ils peuvent changer rapidement ce que Claude Lévi-Strauss appellerait cette « culture », cet élément irréductible qui peut changer et qui change extrêmement lentement, mais dont le changement n'est pas perceptible au cours de quelques générations. Et pourquoi ? C'est qu'il y a en nous ce que nous appelons la culture, c'est-à-dire des comportements, des attitudes, en d'autres termes la capacité de pouvoir profiter d'expériences sociales sans payer toutes les fois le prix de l'élaboration de cette expérience. L'homme peut alors résoudre des problèmes qu'il n'avait jusqu'alors jamais affrontés et il peut les résoudre avec une relative aisance et une certaine économie de moyens. Puisqu'il n'y a pratiquement pas d'instincts chez l'homme, la « culture », l'expérience sociale lui fournissent les moyens de faire face à tous ces problèmes. L'ensemble des comportements hérités, reçus, perçus, transmis, c'est la culture. La culture est donc un ensemble d'éléments qui nous permet de résoudre les problèmes de l'existence. Ces éléments sont organiquement liés entre eux, ce qui donne une composition de structure. Et le concept de structure, précisément, permet d'aller au-delà de la partie contingente des comportements, de cette partie qui change, qui peut muter, nous permet d'aller au tréfonds des événements, ce tréfonds dans lequel nous pouvons intervenir par des processus d'interaction ; mais nous pouvons y intervenir tellement lentement que quelques décades ne suffisent pas à faire apparaître les mutations. Je crois que le concept de structure permet effectivement de saisir ce noyau fondamental et, dans la mesure du possible, sinon de le porter à la surface, du moins d'apprendre au chercheur qu'on ne peut pas se borner aux apparences, et que les apparences ne sont rien d'autre que la partie émergée de l'iceberg et qu'il faut aller plus loin pour comprendre tout le reste.

Cette notion de structure, je n'irai pas jusqu'à dire qu'elle est inconnue des historiens, dont certains l'ont même plus ou moins bien maniée. Pierre Vilar, professeur d'histoire économique à la Sorbonne, a écrit à ce sujet de très belles pages dans *Sens et usage du terme structure*.

La structure c'est quoi ? pour mémoire, c'est l'élément pour ainsi dire permanent d'un système, un système d'un objet construit. Elle n'est pas immédiatement observable. Wittgenstein a écrit que « dans l'état des choses, les objets se comportent les uns par rapport aux autres d'une manière déterminée. La manière dont les objets s'enchaînent dans l'état des choses constitue la structure de l'état des choses. La forme est la possibilité de la structure. La structure du fait consiste dans la structure des états de choses ».

On oppose à structure la notion de conjoncture. Si la structure est l'élément permanent, la conjoncture par contre est l'ensemble des variations à court terme d'un certain nombre de variables caractéristiques. En d'autres termes, les structures sont des constantes, et des éléments d'évolution, mais d'une évolution lente, je dirais même « lentissime ». C'est bien le sens qu'un historien comme Pierre Goubert, l'auteur de *Louis XIV et 20 millions de Français*, et de *Beauvais et le Beauvaisis*, attribue à ce terme. En fait Goubert étudie les structures démographiques, économiques et sociales du XVII^e siècle, avant de traiter des variables, autrement dit des fluctuations brèves. Or Goubert, grâce à la notion de structure, arrive à nous montrer certaines des interdépendances des modes de production, des hiérarchies sociales, des institutions et des croyances ; toutefois, du moment qu'il utilise de manière un peu trop mécanique, scolastique cette notion de structure, il est obligé au fond de juxtaposer des notions tout à fait différentes, d'en faire voir des interdépendances tout apparentes, mais au fond il n'arrive pas à rendre compte du pourquoi des décalages, des inadaptations, ni à expliquer pourquoi par exemple des croissances démographiques ne se traduisent pas, comme cela devrait normalement être le cas, par une augmentation du produit, par exemple, de la production agricole. Autre exemple : la Renaissance italienne, où la croissance économique ne colle pas avec la Renaissance intellectuelle, si bien qu'il a fallu parler de différentes renaissances ; ou, comme certains historiens économistes, imaginer qu'il y avait eu un take-off qui avait eu lieu bien avant ; ou encore, imaginer une périodisation entièrement différente pour pouvoir faire entrer dans la même période l'économie et le culturel, et dans une telle périodisation on arrive évidemment à la conclusion que la Renaissance commence en 1300 et finit en 1700. Pourquoi tout cela, alors que le concept de structure, bien manié, peut effectivement rendre compte de ces décalages, de ces interdépendances qui n'apparaissent pas, et peut aussi rendre compte des productions de structures nouvelles, des inadaptations de niveaux, de la production de structures nouvelles et des équilibres dans le sens des régulations et des autorégulations. Mais pour y parvenir, il faut savoir comment

construire cette notion abstraite, cette théorie, autrement dit, dans notre cas, la structure.

Je crois que plus qu'un immense discours, il suffit de vous rappeler ce que Lévi-Strauss a dit au sujet des structures : « Les structures sociales sont des objets indépendants de la conscience qu'en prennent les hommes (dont elles règlent pourtant l'existence) et sont aussi différentes de l'image qu'ils s'en forment que la réalité physique diffère de la représentation sensible que nous en avons ou des hypothèses que nous formulons à ce sujet. » De ce fait, il faut aller au-delà de la pure observation descriptive — cela est évidemment un tout petit peu dur pour un historien — et c'est bien grâce à cette rupture épistémologique que *Les structures élémentaires de la parenté*, le grand livre de Claude Lévi-Strauss, par-delà la compréhension des formes du lien familial, et des échanges matrimoniaux, aide plus que n'importe quel autre livre à comprendre les échanges sociaux, les fonctions sociales et les institutions, et somme toute les rapports et les liens d'association et de subordination entre les hommes. Et à ce titre-là un livre qui pouvait paraître un livre d'anthropologie, c'est un grand livre de sociologie, et à la limite c'est un très grand livre de politique. Car par-delà les structures matrimoniales, il nous a révélé ceci : que là où il y a un système de parenté, il s'établit inévitablement une structure hiérarchique, et là où il y a une structure hiérarchique, il y a toujours un rapport de subordination et de domination. Et dans ce sens-là, je crois que l'idée de sociétés totalement dépourvues de classes, c'est une utopie qui peut nous servir, qui doit être utilisée à certains moments de l'histoire, mais en restant conscients qu'il n'y aura jamais de société où ce rapport sera totalement aboli. On trouvera des sociétés où l'on aura pu mettre en place des mécanismes, simplement qui rendent moins forts les actes des uns, atténuent les difficultés qui existent entre certains groupes, etc. On voit que le livre de Lévi-Strauss a effectivement mis en lumière un élément qu'autrement on n'aurait jamais vu et compris. Actuellement on sait, d'après les quelques enquêtes scientifiques que nous avons, que toutes les tentatives faites au Danemark ou en Norvège de créer des structures familiales élargies, sont en effet inévitablement destinées à faire faillite, car elles ne tiennent pas compte de cette structure, c'est-à-dire de quelque chose qui est construit, mais qui arrive à rendre admirablement bien compte de tout cela. Pour un historien il faudrait encore relever ceci, qu'assez souvent les structures se présentent à nous sous forme symbolique. En général, c'est le symbole qui médiatise les rapports de domination et de subordination. Par exemple, les messages, les signaux, la manière de parler permettent d'assurer pour ainsi dire l'hégémonie. Par exemple l'école, en distribuant des messages symboliques, assure et perpétue l'ordre existant, assure et perpétue ces rapports de subordination-domination qui sont inhérents, inévitablement, à la nature humaine, telle tout au moins que nous l'avons connue jusqu'ici.

TECHNIQUE ET METHODES.

En plus, donc, des apports théoriques, la sociologie peut fournir à l'histoire *une panoplie de techniques et de méthodes*. Elles sont fort nombreuses, je ne saurais vous les énumérer toutes. Il n'est pas sans intérêt pour l'historien de les connaître. Et de savoir les manier, afin de pouvoir analyser de façon encore plus adéquate son objet. Il va de soi que les techniques sociologiques ne fournissent jamais à l'histoire des solutions toutes faites. Toutefois elles peuvent aider à poser de manière nouvelle des problèmes anciens ou plus simplement à indiquer de nouvelles voies d'approche.

Prenons deux exemples : l'analyse des contingences, et les sondages par *panels*. L'analyse des contingences est une technique permettant d'établir des structures de relations entre les éléments d'un message. Grâce à cette technique, nous arrivons à préciser les symboles-clés d'une campagne électorale, par exemple comme la campagne de Schwarzenbach, et ensuite à calculer la fréquence à laquelle chaque symbole-clé apparaît avec d'autres symboles-clés. Il faut tout d'abord regrouper les symboles réputés importants en catégorie et ensuite aller de l'avant grâce au calcul matriciel. Je n'entre pas dans les détails techniques — que d'ailleurs ici nous pouvons même ignorer. Ce qu'il faut dire, c'est que c'est bien cette analyse des contingences qui a permis de disséquer le journal de Goebbels, en utilisant 21 catégories. On arrive à construire une matrice pouvant rendre compte de la présence/absence des catégories dans tous les passages du journal. On s'aperçoit alors qu'il y a des catégories corrélées très strictement du point de vue statistique — et dans ce cas, chose un peu étrange qu'on a eu de la peine par la suite à expliquer, elles s'étaient toujours associées psychologiquement dans la pensée de Goebbels. Par exemple, l'analyse montra que les Juifs, les Italiens et les Français étaient pour Goebbels des peuples d'esclaves. Pourtant, cette idée s'associe à celle d'assurer des réserves alimentaires à un seul de ces pays, la France. Et cette idée à son tour s'accompagne toujours de celle de la supériorité allemande en toutes circonstances et en particulier vis-à-vis des Français. Nous pourrions présenter la structure du journal graphiquement de cette manière-là.

Une telle technique est très utile lorsqu'on a affaire à une masse considérable de documents, ou lorsqu'il est impossible à un seul chercheur de maîtriser des milliers et des milliers de pages de mémoires ou de correspondance ; une telle méthode pourrait s'appliquer très aisément au volume des *Discours et messages* du général de Gaulle, en tirer l'essentiel et voir autour de quoi pivote la pensée du Général.

L'autre exemple concerne les enquêtes par sondage. Qu'est-ce qu'un sondage ? C'est une enquête menée sur un échantillon construit selon les méthodes scientifiques de la représentativité, du plan d'échantillonnage, etc. En sociologie, le sondage est un moyen très courant pour

recueillir les opinions exprimées par les personnes appartenant à une population finie ou infinie. Il est utilisé pour connaître l'opinion des Genevois sur le Cycle d'orientation par exemple, ou celle des Neuchâtois à propos de la mainmise américaine sur l'industrie horlogère suisse, ou simplement celle des Vaudois vis-à-vis des dernières agitations des étudiants de l'Ecole des SSP. Il va de soi que le sondage donne aussi de bons résultats pour l'analyse des phénomènes plus complexes, par exemple les phénomènes électoraux. Les historiens qui étudient les élections savent l'importance des documents administratifs pour ce genre de recherches. Grâce à ces documents on arrive à connaître la composition socio-professionnelle des villes, et grâce au dépouillement des votes on peut connaître la répartition des votes par quartier, par commune, etc., etc. Ces deux types de renseignements restent, il est vrai, toujours juxtaposés chez les historiens, car les deux sources différentes ne donnent guère d'indications sur la relation entre le vote et la catégorie socio-professionnelle. Il est difficile de dire si les suffrages du parti socialiste proviennent des milieux ouvriers et ceux du parti radical de la petite bourgeoisie, par exemple. Cette difficulté est contournée à l'époque contemporaine par les sondages. Les sondages nous font en effet connaître les votes passés, évidemment à condition que les déclarations fournies à l'enquêteur soient vraies (je n'entre pas dans le détail des méthodes qui permettent de s'assurer qu'une déclaration est vraie ou n'est pas vraie, on dispose en tous cas de méthodes pour l'établir en dehors du sérum de vérité !), l'intérêt de l'électeur pour la politique, les choix politiques faits par l'entourage et bien d'autres choses encore. Nous avons là une quantité de renseignements d'une très grande importance pour l'historien, des renseignements qui ne sont pas du tout juxtaposés, mais qui sont tous corrélés entre eux, et pourtant le désintérêt des historiens et même des spécialistes d'histoire contemporaine pour les sondages est proverbial. Combien d'archives, par exemple, gardent les rapports de sondages ? combien de bibliothèques tiennent des fichiers sur les sondages d'opinion, par exemple en Suisse ? Hélas ! pas beaucoup. Le sondage est l'instrument privilégié pour connaître l'opinion publique, sa constitution, ses tergiversations, ses atermoiements. J'ajoute qu'il peut se révéler d'une aide énorme pour l'historien, je pense en premier lieu à l'étude des processus de formation des décisions électorales. En général, on connaît simplement le résultat du vote, mais on ne sait pas du tout comment on est arrivé à ce résultat, sinon de manière plus ou moins impressionniste. Dans ce domaine, en plus, les sociologues ont mis au point des techniques extrêmement perfectionnées de sondage, qui peuvent être d'une très grande utilité pour les historiens. Je cite simplement une des formes particulières des sondages, l'enquête par *panel*, c'est le mot américain qui est désormais utilisé largement même en Europe.

Il consiste à interroger à plusieurs reprises un échantillon de sujets en éliminant avec des procédés mathématiques les distorsions naissant de la répétition de la même expérience. Imaginons que nous avons 4 va-

gues d'interviews et que toutes les questions posées visent à mettre en évidence 3 caractéristiques, par exemple avoir des informations sur le degré d'intérêt pour la consultation électorale (fort ou faible), sur le degré d'exposition volontaire à la campagne électorale (fort ou faible selon qu'on fréquente des meetings ou qu'on ouvre la télévision pour entendre les discours de M. Vincent ou de M. Reverdin, selon qu'on lit les journaux lorsqu'ils relatent le débat au sujet d'une votation) ; enfin sur les caractéristiques du vote, c'est-à-dire voter ou ne pas voter.

J'ai simplifié au maximum, j'ai choisi uniquement 3 caractéristiques, il est tout à fait évident que l'on peut introduire davantage de caractéristiques. Eh bien ! ces caractéristiques se présentent sous la forme de variables à deux états : fort ou faible, voter ou s'abstenir. Nous avons des facteurs constitutifs dont la composition et les rapports déterminent la situation considérée et qui peuvent prendre diverses valeurs, dites valeurs ordinales (plus grand que / égal / plus petit que). On peut introduire des variables plus complexes, mais alors dans ce cas-là je crois qu'il faut avoir un ordinateur, étant donné que les calculs deviennent extrêmement compliqués. Essayons maintenant de réfléchir un peu à ces problèmes : au moment de la première entrevue observation, les réponses des interviewés peuvent être classées de $2 \times 2 \times 2 = 2^3$, c'est-à-dire qu'elles peuvent nous donner 2^3 caractéristiques différentes, c'est-à-dire 8 réponses différentes à notre question. De même à la seconde, à la troisième et à la quatrième interview. Nous disposons à la fin de 8^4 informations numériques, c'est-à-dire 4.096 informations au sujet de cet échantillon que l'on a interviewé 4 fois. Eh bien ! nous savons que certains sujets peuvent être classés +++ intérêt fort, exposition forte, vote positif à la première observation, ++ à la deuxième, et ainsi de suite pour toutes les combinaisons possibles et imaginables. Or une fois que nous avons ces observations et les exploitons pour construire un tableau, nous allons de la sorte découvrir un processus que nous n'aurions jamais pu saisir autrement. Nous décelons ainsi un processus gouverné par un réseau causal complexe, qu'il était difficile d'entrevoir avant, c'est-à-dire que l'intérêt politique provoque la recherche de l'information et que ces deux facteurs combinés ensemble tendent à éliminer l'attitude d'abstentionnisme. Il est donc prouvé qu'une propagande électorale extrêmement poussée n'arrivera pas à éliminer l'absentionnisme qui dans ce pays est particulièrement important. Ceux qui en Suisse pensent qu'avec un peu de propagande on éliminera l'absentionnisme risquent de s'attaquer à un phénomène superficiel ; la solution de ce problème superficiel ne changera strictement rien à cette réalité-là... à une réalité extrêmement profonde si bien décrite, il y a plus d'un siècle par Tocqueville. Je voudrais maintenant ajouter un autre exemple un peu plus complexe, un peu plus classique aussi, élaboré par un sociologue de l'éducation qui s'appelle James Coleman, reconstruit par le grand sociologue austro-américain Paul F. Lazarsfeld et repris récemment par Raymond Boudon. Je vais essayer tout simplement de vous résumer cet exemple en l'adaptant

pour voir comment au fond ces techniques sont extrêmement intéressantes et comment elles peuvent vous donner une aide précieuse.

Dans une élection, on a observé les résultats suivants :

N									
2	30	20	110						
3	320	150	300	520					
4	220	130	200	260	620				
5	160	70	150	130	200	240			
6	80	80	190	140	170	180	210		
7	40	70	130	140	120	120	130	200	
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1	2	3	4	5	6	7	...	J

Le cas est fictif ; en général on a des tabelles de ce genre-là, peut-être plus longues et complexes. N est l'effectif des bureaux de vote dans le Canton de Vaud. J représente le nombre de personnes ayant voté pour le candidat Bolomey — comment devons-nous lire ce tableau ? Permettez-moi d'ouvrir une parenthèse : en général, dans les livres des historiens on trouve souvent énormément de tableaux. Dès qu'on essaie de lire vraiment ces tableaux, on trébuche sur d'immenses difficultés. Les historiens imaginent qu'on peut entasser des chiffres les uns après les autres tout simplement et que cela représente une certaine réalité. En fait, les tableaux ce sont des objets construits et ces tableaux doivent pouvoir se lire, c'est-à-dire qu'ils doivent fournir un certain nombre de renseignements qu'il est fastidieux et fatigant de traduire dans le langage ordinaire. Par conséquent, il faut les construire d'après certaines règles, et parmi celles-ci celle qui nous aide à représenter trois ou plusieurs dimensions (chaque variable étant une dimension) dans un espace, celui de la table, somme toute bi-dimensionnel. Il est exclu qu'on puisse aligner des chiffres comme Flaubert alignait les huit chaises contre 4 lambris. Toujours dans ce même ordre d'idée, j'ai fait une autre constatation en lisant les livres des historiens. Depuis quelques années, je trouve dans tous les livres d'histoire des pourcentages — % des électeurs, % des variations du prix du blé ; % de la diffusion d'un journal, etc., etc. Or ces pourcentages assez souvent ne représentent rien du tout ; ils sont la chose la plus inutile et la plus inconsistante qu'on puisse imaginer. Le pourcentage est déjà en soi une mesure très grossière, ersatz très approximatif, en sciences sociales, de l'analyse de corrélation multiple. Lorsqu'on l'utilise à tort et à travers, nous risquons de tomber dans le banal. Par ailleurs, ces pourcentages de l'historien sont même inutiles à la compréhension du récit historique. Sauf en certains cas et peut-être exclusivement pour l'époque contemporaine, le mieux serait d'écarter les pourcentages et de n'utiliser que les médianes, voire la valeur centrale d'un groupe de termes, nous permettant aisément d'estimer les variances et les populations. En répartissant les valeurs individuelles

en classes, on commet une petite erreur dans l'estimation de la variance, erreur due au choix aléatoire des classes. L'erreur peut être éliminée, mais à quoi bon pour des événements historiques ? Malheureusement surtout les livres d'histoire économique sont remplis de pourcentages, parfois de courbes absolument extraordinaires pour le XV^e-XVI^e siècle, etc. Je ne sais pas à quoi tout cela sert ; ou plutôt : cela sert à approfondir le fossé qu'il y a entre économistes et sociologues et historiens, les uns méprisant les autres, les autres ne lisant pas du tout les livres écrits en dehors de la corporation.

Revenons maintenant à notre tableau. Il se lit de la manière suivante : parmi les $30 + 20 + 110 = 160$ sections de deux membres, 30 ont voté à l'unanimité pour le candidat Chapuy opposé à Bolomay, 110 ont voté à l'unanimité pour le candidat Bolomey tandis que dans vingt sections, les deux voix se partagent sur chacun des candidats. Dans les sections de trois membres, dans 320 cas, les trois membres votent pour Chapuy, dans 520 cas les trois membres votent pour Bolomey, dans 150 cas, un membre vote pour Bolomey et deux pour Chapuy. Dans 300 cas, un membre vote pour Chapuy et deux pour Bolomey.

On pourrait continuer à l'infini cette lecture, mais cela n'est guère nécessaire. Ce qui est important en lisant ce tableau saute vite aux yeux : qu'il y a unanimité ou quasi-unanimité dans le comportement des bureaux électoraux. Le tableau, en effet, fait paraître l'existence d'un processus souterrain, que Coleman et Lazarsfeld ont bien élucidé, c'est-à-dire que le vote est influencé par la répartition des voix à l'intérieur du bureau de vote. C'est une banalité désormais, depuis qu'on s'occupe de comportement électoral, que d'affirmer cela ; et pourtant il y a 40 ans personne n'y songeait encore.

Prenons maintenant la technique du *panel*. Elle est appliquée couramment à l'histoire, notamment en Amérique. Parmi les tout derniers livres qui ont utilisé la technique du *panel*, il faut citer celui que Martin Seymour Lipset a consacré à l'élection de 1860 aux U.S.A., au référendum sur la sécession des Etats du Sud des Etats-Unis. Les résultats ont littéralement renouvelé cette page extrêmement importante de la vie politique américaine, et même socio-économique, étant donné qu'au cours de cette élection de 1860, il y a eu un brassage entre le parti *whig* et le parti *tory*, brassage qui a pratiquement chambardé toute la carte politique des Etats-Unis, en lui donnant l'empreinte que nous lui voyons aujourd'hui encore. Cette technique pourra renouveler l'histoire politique, pourra donner une dimension totalement nouvelle aux études d'histoire religieuse, ou d'histoire intellectuelle. Pensez aux résultats qu'on pourrait obtenir si on voulait étudier les sermons de tous les pasteurs genevois ou vaudois par exemple au XVII^e siècle, avec la technique des *panels*.

LA SOCIOLOGIE, SOURCE DE L'HISTOIRE A ECRIRE.

Il ne me reste plus qu'à dire quelques mots sur l'importance des recherches sociologiques pour l'historien de demain. Chaque année, la corporation des sociologues publie environ 6.000 études, sans compter les travaux destinés à une circulation très limitée, sous forme de documents ronéotypés et qui dans nos bibliothèques occupent davantage de place que les livres. Dans la bibliothèque d'un sociologue, les deux tiers des travaux de recherche sont des travaux ronéotypés, le restant est composé de livres. C'est pour vous signaler l'existence — et c'est une chose qu'en histoire on ne connaît pas — d'une bibliographie parallèle, à circulation limitée, qui échappe évidemment à tout cataloguement. Par là je soulève évidemment un autre problème : je crois que le moment est venu pour les bibliothèques ou tout au moins pour les instituts d'histoire de commencer à s'intéresser à cette littérature, à la classer et à la mettre à la disposition des chercheurs. Car dans ces rapports de recherches, l'historien de demain trouvera, pour autant qu'il saura les lire, tous les éléments pour comprendre notre société complexe et compliquée ; il y trouvera déjà faite, au moins en partie, l'histoire de ce présent si fascinant. L'historien de demain trouvera dans les recherches des sociologues d'aujourd'hui des données importantes surtout dans deux domaines de recherche : dans les travaux consacrés à l'opinion publique, et dans ceux consacrés à la stratification sociale.

Nous savons l'importance réservée par l'historiographie à l'opinion publique. En réalité, l'étude de l'opinion publique est faite en histoire à partir de quoi ? de matériaux écrits, de lettres, de journaux intimes, de gazettes, etc. Bref, à partir de produits culturels d'un groupe restreint, de ceux qui ont l'habitude d'écrire et qui écrivent. Lorsque l'historien parle d'opinion publique, il se réfère à l'opinion de ceux qui avalent les moyens et les possibilités de s'exprimer ou qui ont su se les procurer. Et il s'y réfère en suivant un chemin particulier. Il part, en effet, du fait accompli et en déduit, tout de suite après, l'opinion l'ayant rendue possible. Par contre, le sociologue essaie, au moyen de l'échantillon, de reproduire en petit la population qu'il a envie d'étudier. L'échantillon, vous le savez, est une petite partie représentative de l'ensemble, de telle sorte que les conclusions tirées de l'analyse de la partie demeurent valables pour le tout. Le sociologue part de l'opinion exprimée et cherche à prévoir les actes qu'elle pourrait provoquer ou engendrer. Vous le voyez : la démarche du sociologue est totalement différente de celle de l'historien. Lorsque cette opinion s'est traduite en une action, les résultats d'un vote par exemple, et que cette action est fonction d'une opinion, nous avons là une preuve qu'il serait difficile de se procurer autrement. Pensez à l'étude de Cottrill sur *l'Invasion des Martiens*. Vous connaissez cette belle émission d'Orson Welles sur l'invasion de l'Amérique par les Martiens, cette émission qui avait pratiquement paralysé la vie politique américaine, parce que les Américains imaginaient que les Martiens étaient enfin arrivés sur notre planète. Le

phénomène avait eu une telle ampleur qu'on a voulu savoir ce qu'il s'était passé, connaître les raisons de ce cas de panique collective. Comment se faisait-il que dans un pays qui avait les meilleurs cerveaux du monde, qui était à l'avant-garde de la technologie, où la laïcisation de la vie était extrêmement poussée, où il y avait un degré de connaissances technologiques parmi les plus approfondies de tous les pays du monde, on ait pu assister à une forme, je ne dis pas d'hystérie collective, même s'il y a eu aussi cela, mais plutôt de panique généralisée. Vous savez qu'il y a eu des historiens qui se sont occupés de ce problème, ils ont essayé de rendre compte de ce phénomène à partir des commentaires que les journalistes, quelques jours après l'émission, ont donnés dans les journaux ou dans les revues pour expliquer ce qui s'était passé. En réalité, ceci faisant, on a établi la chronologie de l'événement et on a tracé l'histoire d'un phénomène tel qu'il a été rationalisé « a posteriori ». On a accepté l'explication, par exemple, d'un tel qui s'était éloigné d'un célèbre laboratoire pour aller chez sa mère attendre avec elle le moment de la fin. Ce savant expliquait qu'il s'agissait d'un phénomène de diffusion sociale et que ce phénomène de diffusion sociale l'avait privé du système de déblocage ou des systèmes de contrôle rationnels, et que par conséquent il avait été victime comme tous les autres Américains de cette émission.

En réalité cette explication n'explique rien. Pareto l'appellerait une « rationalisation a posteriori », ces sortes de rationalisations que chacun de nous donne toutes les fois que nous faisons quelque chose sans y réfléchir ; pour rassurer alors nous-mêmes et notre entourage, nous trouvons l'explication à ce que nous faisons par la suite. Dans le cas de l'invasion des Martiens l'historien, en relatant les opinions exprimées, se fondait sur des types de rationalisation. Primo : cette opinion avait été construite a posteriori ; secundo : elle reflétait bien évidemment les idées d'une couche particulière qu'uniquement par extrapolation on appelle « l'opinion publique américaine ». Tandis que Cottrell a étudié l'invasion des Martiens avec de bonnes techniques sociologiques. Elles peuvent aider assez bien l'historien à comprendre l'impact que l'annonce d'une invasion de la terre par les Martiens avait eu aux Etats-Unis. Cette étude aide également à comprendre les comportements réels de l'opinion publique américaine tout de suite après la deuxième guerre mondiale. A défaut de cette enquête, l'historien de demain aurait dû s'en remettre aux sources conventionnelles pour expliquer la panique de ses concitoyens d'hier à l'annonce de cette invasion.

Une étude très approfondie sur l'utilisation des sondages pour l'histoire de l'opinion publique a été faite par Paul Lazarsfeld, étude intitulée *L'historien et le sondeur des peuples*. Ceux d'entre vous qui s'intéressent à ces problèmes d'opinion publique ou d'histoire de l'opinion publique, ou des rapports entre l'opinion publique et la classe dirigeante peuvent lire cette excellente étude dans le volume publié par Gallimard et intitulé *Philosophie des sciences sociales*, où le mot philosophie est

tout à fait déplacé parce qu'il ne s'agit nullement de philosophie, mais tout simplement de théorie pour construire un langage scientifique, celle que nous appelons épistémologie.

J'ai dit que l'historien de l'avenir ne sera que mieux servi s'il utilise les travaux sociologiques sur la stratification sociale. Un seul exemple : celui de la Suisse. On a dit et répété que la Suisse est une société sans classes. Et cette affirmation, on la retrouve dans tous les livres d'historiens suisses. Cette thèse se fonde sur des indicateurs assez importants tels que les salaires, le statut socio-professionnel, le degré d'intégration (mais un récent sondage fait à l'occasion du 1^{er} mai a montré que les Suisses ne sont pas ce peuple si attaché à la participation tel qu'on l'imaginait), etc. Bref, l'affirmation repose sur un certain nombre d'indicateurs apparemment très sûrs. Ces indicateurs démontreraient, d'après les historiens, que le pays n'a pas de classes sociales. Or, si au lieu de s'en tenir aux apparences exprimées par ces indicateurs sociaux, on examinait les enquêtes sociologiques en la matière, on trouverait de bien curieuses choses. Lorsqu'on a demandé aux Suisses la classe à laquelle ils pensent appartenir, les ouvriers sont deux fois moins nombreux (36 %) à se ranger parmi les travailleurs. Les petits ou les ouvriers, selon les termes utilisés, se déclarent dans la proportion de 61 % membres des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie. Par ailleurs nous savons que parmi les cadres supérieurs de ce pays et les membres des professions libérales, la proportion de ceux qui se disent des classes moyennes et qui refusent de se considérer bourgeois est à peu près aussi forte (80 %) que parmi les employés (85 %) ; n'est-il pas évident que la proclamation de l'appartenance aux classes moyennes n'a pas et ne peut avoir la même signification pour les membres des différentes catégories sociales ? Luc Boltanski, dans son livre qui n'a pas été discuté dans ce pays, qui a été écarté comme un pamphlet inutile, mais qui est un livre très important et qui à mon sens mériterait d'être étudié et d'être discuté le cas échéant, Luc Boltanski, dans *Le Bonheur suisse*, a très pertinemment observé : « Ce qui est parade chez les ouvriers ne peut être que feinte dans les classes supérieures, sacrifice intéressé à la passion égalitaire par laquelle tout à la fois on peut garder ses distances et décourager la revendication en déniait la réalité du privilège ou de l'existence des privilèges. »

Si nous prenons maintenant en considération les travaux de sociologie de l'éducation et les liaisons en fonction d'une étude de mobilité sociale, c'est-à-dire si nous faisons une analyse secondaire de ces travaux, nous découvrons qu'au-delà d'un même idéal, celui d'une société méritocratique, basé sur l'idéologie de l'effort commun, de l'attachement aux valeurs démocratiques et aux vertus d'égalité, par-delà tout ce qui fait de ce pays « un des meilleurs pays qui soit » (la phrase est de Vilfredo Pareto), nous constatons qu'en Suisse il y a des classes, et que ces classes ont des possibilités différentielles d'accès à la richesse, au savoir et aux distractions. Dès lors le sociologue constate

un décalage entre les normes de vie que propose la culture nationale et les comportements imposés aux individus par les conditions objectives dans lesquelles ils se meuvent. Est-ce que ce décalage entre le réel et l'idéal engendre ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le « mal suisse » ou « l'histoire d'un peuple heureux », pour le dire d'une autre manière ? Voici une question à laquelle les historiens pourraient très facilement répondre pour autant qu'ils s'intéressent davantage aux travaux sociologiques qu'aux actes parlementaires, aux registres des décisions du Conseil fédéral, etc.

Je ne sais pas si je suis arrivé à vous faire entrevoir la foisonnante richesse des méthodes sociologiques pour l'histoire. La sociologie ne donne pas de recettes, mais des indications, parfois des indications extrêmement approximatives comme vous avez pu le voir au cours de cet exposé plus ou moins rhapsodique. C'est à vous au fond de montrer la richesse future des prolongements en histoire des méthodes des sciences psychosociologiques. C'est à vous dans quelques années de rapprocher l'histoire de la sociologie, tenues séparées dans nos universités au titre de considérations, il me semble, tout simplement aberrantes.

Permettez-moi de conclure par une citation de mon maître Jean Piaget. Placée à la fin de notre conversation, elle vous dira l'attachement et les espérances des sociologues à l'endroit de l'histoire. Jean Piaget dans ses *Problèmes généraux de la recherche interdisciplinaire* a écrit : « Inutile de multiplier les exemples pour montrer qu'il y a là un domaine de recherche interdisciplinaire d'importance assez générale. Le problème revient en définitive à se demander jusqu'à quel point l'homme contemporain dépend de son histoire. Une réponse superficielle qui pourrait être tirée de ce que l'on vient de voir consisterait à soutenir que les facteurs historiques ont d'autant plus d'importance qu'ils sont intemporels et relèvent, comme les normes rationnelles, d'invariants que l'histoire retrouve mais ne crée ou n'explique pas, tandis que les grands changements historiques qui introduisent des continuités entre certains systèmes de normes et les précédents souligneraient davantage l'importance des rééquilibrations synchroniques que des processus constructeurs continus. En réalité il y a l'histoire des événements, ou des manifestations visibles et en partie contingentes, et il y a l'histoire du dynamisme sous-jacent ou des processus d'élaboration et de développement. Or, on sait de plus en plus qu'un développement organique est bien davantage qu'une histoire d'événements ou qu'une succession de phénomènes ; il est structuration ou organisation progressives, dont les étapes qualitatives sont subordonnées à une intégration croissante. C'est pourquoi l'histoire de la civilisation est de plus en plus une œuvre interdisciplinaire où l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire économique, la sociologie diachronique, etc... doivent analyser concurremment les innombrables faces des mêmes transformations, mais aussi pourquoi l'histoire est explicative même en ce qui apparaît comme des invariants intemporels, car ils ne sont devenus

tels qu'en fonction de processus constructifs et d'équilibration qu'il s'agit de reconstituer et qui, en opérant d'un domaine à l'autre, s'éclairent les uns les autres en leurs oppositions autant qu'en leurs mécanismes communs. »

La citation est longue, mais elle dit mieux que je n'aurais pu le faire l'urgence, la nécessité, l'utilité que les historiens et les sociologues travaillent ensemble.

Giovanni BUSINO.

INFORMATION HISTORIQUE

LES PROBLEMES DE LA NOBLESSE AU XVII^e SIECLE (1)

I. PROBLEMES GENERAUX DE LA NOBLESSE FRANÇAISE.

1. Problèmes de définition.

Il importe peu d'accoler à la noblesse l'étiquette de caste, d'ordre, de classe ou de race. Du plus lointain passé qu'on puisse saisir jusqu'à la Révolution française, et même encore au XX^e siècle, il a toujours existé en France, comme en Europe, des groupes d'hommes appelés nobles (ou l'équivalent en d'autres langues) dont le propre était de se sentir et de s'affirmer différents des autres hommes, et incontestablement supérieurs à eux ; et les autres hommes, les non-nobles, les ignobles, les roturiers acceptaient, plus ou moins de bon gré, d'être à la fois en dehors et au-dessous des nobles, et cela quels que soient les régimes économiques et politiques (excepté la plupart des régimes révolutionnaires, bien que leur caractère anti-nobiliaire puisse être interprété comme la reconnaissance d'une noblesse à détruire). De la Gaule romaine à la V^e République (où l'on voit des personnages riches et puissants singer la noblesse en changeant de nom, en s'affublant de titres de complaisance et en adoptant des modes de vie qu'ils croient nobiliaires), l'existence quasi permanente d'une ou de plusieurs noblesses (dont les caractères ont évidemment changé) est un fait frappant, qui constitue peut-être l'une des manifestations durables de la vanité humaine.

Au XVII^e siècle, les nobles n'ont jamais constitué plus de 2 % du nombre des Français, et probablement moins. Ils ont toujours détenu une part prédominante de la puissance et de la richesse. Dans une économie largement dominée (à plus de 75 %) par l'agriculture, et où plus de la moitié de la production industrielle était rurale, la richesse nobiliaire ne pouvait qu'être essentiellement terrienne. La puissance nobiliaire découlait en partie de cette richesse, ou était soutenue par elle. Cette puissance dérivait longtemps aussi de la possession de moyens militaires importants (chevaux, armements, forteresses), d'un penchant et d'une aptitude à la guerre à la fois innés et cultivés, et du nombre de soldats permanents ou épisodiques, nobles ou roturiers, dont ils disposaient dans leurs familles, leurs vassalités, leurs domes-

1 Cet article, publié avec la courtoise autorisation de son auteur, reproduit le texte d'une communication faite lors du XIII^e Congrès international des sciences historiques, à Moscou, en août 1970. Nos vifs remerciements à tous ceux qui, soucieux de l'information des professeurs du secondaire, nous ont accordé cette liberté. N.D.L.R.

ticités, leurs clientèles et, à degré moindre, leurs dépendances paysannes. Mais ce dernier avantage s'affirma précisément au XVII^e siècle : quelques-unes des différentes formes de « Frondes » en constituèrent la dernière manifestation.

Un certain style de vie, que permettaient leur fortune et les « grâces » monnayées du Roi, caractérisa toujours les nobles, et plus encore au XVII^e siècle quand leur relative indépendance militaire et provinciale disparut. Modes capillaires et vestimentaires, port de l'épée, culte de l'honneur et du point d'honneur, pratique ordonnée de la chasse, de l'équitation, du duel, de la danse, amour du blason et des généalogies (essentiel, et qui fut imité par les roturiers riches, singes de la noblesse), refus habituel de regarder à la dépense, d'économiser revenus et capital, tant l'ostentation et le gaspillage paraissaient inhérents à la qualité nobiliaire. Ce mode de vie, avec les modalités spéciales du XVII^e siècle, constituait généralement le modèle propre à la « bonne société », le modèle à atteindre pour ceux qui n'étaient pas nobles et brûlaient de le devenir. On peut même soutenir que, tant que ce modèle fit l'unanimité des aspirants à la noblesse, c'est-à-dire des roturiers riches, l'existence de la société d'Ancien Régime ne courait aucun danger en France (les révoltes appelées populaires ne l'ayant jamais sérieusement menacée). En forçant quelque peu, on peut soutenir aussi que la société française du XVII^e siècle ne comptait pas en son sein de « vraie » bourgeoisie, c'est-à-dire de grande bourgeoisie (mais quelques petites bourgeoisies) puisque ceux qui auraient pu la constituer n'aspiraient généralement qu'à se fondre dans la noblesse.

Il paraît essentiel de mettre en avant cette idée que la naissance constitua longtemps le cœur même de l'institution nobiliaire. Les nobles étaient « nés » ; les roturiers se contentaient d'exister. Le propre du noble était d'être né noble, et surtout de ne donner naissance qu'à des nobles, même par l'intermédiaire d'une femme roturière, pourvu qu'elle fût légitime. Même l'anobli récent, juridiquement (sinon psychologiquement) parfaitement noble, aura désormais comme caractéristique essentielle de n'engendrer que des nobles. Paul Valéry, qui n'a pas toujours bien compris l'histoire, avait pourtant bien saisi que « noblesse, c'est liqueur séminaire ». La distinction cruciale à l'intérieur de la noblesse, c'est la date à partir de laquelle la « liqueur » a acquis cette vertu singulière. D'où les généalogies souvent fausses qui encombrèrent nos archives, chacun visant à reculer cette date le plus loin possible dans le passé, jusqu'au ridicule. Beaucoup de querelles intestines de la noblesse sont des querelles de datation noble, tant le groupe est persuadé que sa texture interne (préjugés de sang, de race) diffère profondément de celle des autres.

Dès la fin du XVII^e siècle, sous l'impulsion des ventes massives de lettres de noblesse par Louis XIV et des anoblissements de complaisance, les réalités et les sentiments changèrent. Tout homme riche et puissant acquérait désormais la noblesse comme une décoration qui

faisait partie de son train de vie, nous dirions de son *standing*. Ce qui, d'une part, dévalua la qualité nobiliaire, et d'autre part provoqua la fureur (cf. Saint-Simon) et les réactions conservatrices de la plus vieille noblesse, et ce qu'on a appelé la « réaction nobiliaire » — comme la fermeture de certains emplois et de certaines fonctions aux roturiers, voire aux trop frais anoblis. Mais ce sont là des caractéristiques du XVIII^e siècle.

2. Problèmes juridiques.

Après avoir été trop longtemps négligés par les historiens, ils reviennent heureusement au premier plan. Il suffit de lire l'œuvre de François Bluche et la thèse de Jean Meyer (*La noblesse bretonne au XVIII^e siècle*) pour comprendre qu'on ne saurait étudier la noblesse sans connaître les complexités juridiques qui en définissent la nature. En ce domaine, la connaissance des coutumes, jamais abolies avant 1789, est fondamentale. Le droit de la noblesse, en particulier quant au mariage, aux héritages et aux preuves, variait d'une province à l'autre, de même que la condition de la femme noble. La coloration provinciale de la noblesse française est sans doute plus qu'une nuance : à l'Est, elle offre des rigueurs impériales ; à l'Ouest, des sensibilités celtiques ; au Midi, un air d'urbanité et de liberté.

Il est désormais connu que, sauf en Béarn, la condition noble des terres ne se communique plus jamais aux personnes. Spécialement dans le Midi, la noblesse des terres et la noblesse des hommes sont tout à fait indépendantes ; ainsi, la taille réelle du Midi est un impôt qui n'offre aucun caractère « bas » : tous les nobles le paient, au prorata des terres roturières qu'ils possèdent, et ils en possèdent tous beaucoup.

Contrairement à ce que l'on a longtemps cru, les Parlements de France étaient peuplés de nobles, et d'une noblesse souvent ancienne : c'est un des points les plus frappants de la thèse de Jean Meyer, qui ne s'applique pas seulement à la Bretagne. La distinction entre noblesse de robe et noblesse d'épée est en grande partie superficielle et mondaine, plus fausse encore en province qu'à Paris. Quant à la vieille notion de « bourgeoisie parlementaire », il semble qu'elle ne corresponde à aucune réalité. Si une bourgeoisie a vraiment existé au XVII^e siècle, il faut la chercher en dehors des Parlements.

3. Problèmes économiques.

Pris en bloc, les nobles du XVII^e siècle furent, de très loin, le groupe le plus riche de France. Pour saisir correctement cette richesse, il faut penser (comme on le faisait à l'époque) en termes de revenus, non en termes de capital. En tant que propriétaires au sens le plus large du mot, les nobles détenaient bien plus du quart de la terre de France,

peut-être le tiers. Et ils détenaient (en domaines moins vastes que dans le Centre de l'Europe) les portions les plus riches : prés, bois (dont les prix battirent tous les records de hausse), vignes, meilleurs labours. En tant que seigneurs, ils percevaient les multiples formes de la rente seigneuriale (que certains appellent féodale) sur trois quarts peut-être du territoire français. Installés en maîtres dans le clergé catholique, ils percevaient les revenus de presque tous les évêchés de France, de presque toutes les grandes abbayes (mais ils les partageaient avec les moines) et d'une partie des plus riches chapitres ; comme membres de l'Eglise, ils participaient encore aux revenus des seigneuries ecclésiastiques, qui s'ajoutaient aux leurs, et aux revenus de la dîme, dont ils enlevaient toujours la meilleure part, ne laissant que des miettes au bas-clergé roturier. Il est ainsi probable que la noblesse percevait une bonne moitié des revenus de l'Eglise.

La noblesse recevait également une part importante des revenus encaissés par le Roi. Grands officiers de la Couronne, officiers des maisons royales, ministres du roi, secrétaires d'Etat, conseillers d'Etat, maîtres des requêtes, secrétaires du roi, simples courtisans, les nobles recevaient pour ces fonctions, ces offices, et ces sinécures des traitements réguliers, accrus de suppléments et gratifications de toutes sortes, et, en plus, presque toutes les pensions royales.

Rente foncière, rente seigneuriale, rente ecclésiastique et décimale, rente gouvernementale, la noblesse cumulait à tel point que les deux centièmes des Français qui la constituaient pouvaient recevoir entre 20 et 30 centièmes des revenus du pays ; soit, 20 à 30 fois plus que le Français moyen. Encore faudrait-il ajouter les parts souvent considérables prises par les nobles dans l'armement des navires, dans la ferme des grands revenus de l'Etat, et même dans les premières grandes entreprises industrielles à caractère moderne : dès 1660, à la Conférence d'histoire économique de Stockholm, Pierre Léon montrait que les nobles détenaient la majorité des mines de charbon et des forces de production sidérurgiques au début du XVIII^e siècle.

Si nous nous tournons maintenant vers le XVI^e siècle, nous rencontrons cette doctrine couramment affirmée depuis Henri Hauser, à savoir que la « révolution des prix » du XVI^e siècle aurait « ruiné » la noblesse, dont les revenus auraient été fixés en valeur monétaire plusieurs siècles auparavant, alors que la « bourgeoisie » se serait au contraire enrichie. Les historiens de chaque siècle ont toujours cru découvrir que « la noblesse » s'appauvrisait tandis que « la bourgeoisie » s'enrichissait, sans se préoccuper de savoir quels hommes et quels types de revenus recouvraient exactement ces notions sommaires de « nobles » et de « bourgeoisie ». Seule, la partie monétaire fixe des revenus seigneuriaux de la noblesse (des cens, des rentes en argent) s'est dévaluée au XVI^e siècle ; cette partie avait toujours été fort minoritaire, et elle le devint plus encore ; mais tous les autres éléments des revenus nobiliaires (fonciers, seigneuriaux, décimaux, royaux) ont

suivi la hausse des prix, ou l'ont dépassée. Des familles nobles se sont certes appauvries au XVI^e siècle, plus sans doute qu'aux autres siècles ; la hausse des prix ne saurait en constituer qu'une raison accessoire. Les vraies raisons sont les énormes dépenses dues aux guerres religieuses et civiles, les destructions dues aux armées, la perte de la faveur royale, ou cet élément si fréquent chez les nobles qu'est l'excès des dépenses, la mauvaise gestion des patrimoines.

Il faudrait aussi remettre en question la notion littéraire ou sentimentale de la « noblesse pauvre ». La France n'est pas l'Espagne. Sauf cas individuels, il n'y a pas de nobles vraiment pauvres (et guère plus de clercs vraiment pauvres), du moins selon les critères « roturiers » de la pauvreté. Même en Bretagne, Jean Meyer n'a pas trouvé de véritables pauvres, sauf quelques cadets de familles nombreuses, écrasés par une coutume successorale qui avantageait outrageusement les aînés ; encore ces cadets gênés avaient-ils tous des domestiques... La raison en est probablement simple : les rares nobles misérables retombaient dans la roture puisqu'ils étaient incapables de soutenir l'apparence même de la vie noble. On les retrouve alors sur les rôles d'impositions roturières, ou dans les établissements de charité. Si noblesse pauvre il y eut, elle fut constituée de déchets individuels, vite rejetés.

4. Problèmes politiques.

Un fait est bien connu : les grandes et anciennes familles nobles pourvues d'importantes clientèles provinciales et désireuses de jouer un rôle dans le gouvernement ont été successivement matées par Henri IV, puis Richelieu, puis Mazarin. Après la Fronde, leur dernière et maladroite tentative, elles ont accepté que Louis XIV les domestique, en partie parce qu'elles pouvaient enfin admirer un roi magnifique et impérieux, qui d'ailleurs les couvrait d'or et d'honneurs. Une partie des nobles s'est pourtant enfermée dans une opposition respectueuse et boudeuse, qui se manifeste plus clairement à la fin du XVII^e siècle (L. ROTHKRUG, *Opposition to Louis XIV*). que cette opposition fût aristocratique et ait souvent emprunté ses modèles à un passé plus ou moins mythique n'offre rien qui puisse surprendre. Si l'on met à part quelques grands esprits, les modèles intellectuels des penseurs et des réformateurs du XVII^e siècle sont généralement pris dans le passé, dans le passé où est toujours placé « l'âge d'or », le bon régime monarchique qui s'est gâté par d'horribles « nouvetetés ». Le XVIII^e siècle inventera l'idée de progrès, et se tournera décidément vers l'avenir avec des idées neuves ; le XVII^e siècle n'a pas eu le sens de ce que nous appelons lourdement prospective.

Cet effacement politique passager de la vieille noblesse est accompagné d'un phénomène intéressant : la formation d'une nouvelle noblesse, évidemment d'origine bourgeoise plus ou moins lointaine, une sorte de noblesse « politique », dont l'élévation s'est faite par le

Roi et pour le Roi. Petits-fils de marchands et de juges, fils d'officiers de finances et de financiers, enrichis dans la ferme des impôts, les fournitures de guerre et les prêts au roi, ces hommes nouveaux, à peu près tous anoblis dans les dernières décennies du XVI^e siècle, ont su se rallier à Henri IV et entrer dans la clientèle de Sully au moment précis où il n'était pas encore trop tard dans les ultimes années des luttes religieuses et civiles, peu après 1590. Ils ont aidé les trois rois du XVII^e siècle à gouverner, et ont dirigé à peu près tous les grands services gouvernementaux. Les Pomponne, les Brûlart, les Phélypeaux, les Le Febvre, les Lamoignon, les Séguier, les Le Tellier et leurs clients les Colbert, bien d'autres encore, tous évidemment nobles, ont administré la France d'un bout à l'autre du XVII^e siècle. Ces familles mériteraient autre chose que des biographes plus ou moins littéraires, mais des études statistiques systématiques et néanmoins intelligentes.

Après l'avoir brocardée et boudée, la vieille noblesse a généralement accepté cette noblesse politique et royale, a été heureuse et même honorée d'épouser ses filles et ses millions, d'habiter ses châteaux, de fondre leurs lignées respectives, puis de gouverner avec elle pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle.

5. Problèmes culturels.

On ne s'étonnera pas qu'une large portion de la noblesse ait été instruite et même cultivée, l'intelligence n'étant pas réservée à la bourgeoisie ; c'est plutôt l'existence, solidement attestée, d'une noblesse ignare et bornée qui devrait retenir l'attention.

Exista-t-il un type de culture noble, ou plutôt aristocratique, dispensée dans les collèges, spécialement par les jésuites ? Il le semble, bien qu'on ait plus étudié la méthode des maîtres que ses résultats. Mais les fils des plus riches roturiers recevaient la même éducation.

Le jansénisme fut-il plus bourgeois que nobiliaire, comme on a tenté de le soutenir, en croyant d'ailleurs que les parlementaires représentaient la bourgeoisie ? Le baroque fut-il nobiliaire et seigneurial, et le classicisme propre à la bourgeoisie, surtout parisienne ? Les rapporteurs ne peuvent qu'avouer leur scepticisme, de tels phénomènes culturels leur paraissant propres à des groupes humains dont la qualité, nobiliaire ou roturière, ecclésiastique ou laïque, ne leur semble pas constituer le trait fondamental. La signification sociale des phénomènes culturels (qu'il ne faudrait pas restreindre aux manifestations de l'élite), coïncide-t-elle fréquemment avec les notions habituelles, si sommaires et discutables, d'ordre ou de classes ?

Conclusion.

Pour voir clair dans les problèmes évoqués ici, et dans bien d'autres, il faudrait opérer une investigation systématique dans les archives abondantes et dispersées qu'ont laissées en France les familles

nobles du XVII^e siècle, afin de sortir enfin des cas particuliers, des exemples trop bien choisis pour étayer des préjugés durables, des discours trop faciles, des logomachies inconsistantes. Des recensions complètes, une problématique inspirée du livre-modèle de Lawrence Stone sur l'aristocratie anglaise (*The Crisis of the Aristocracy, 1558-1641*), des moyens matériels modernes et pourtant intelligents comme ceux qu'utilisent couramment les universitaires d'Amérique du Nord : telles sont les conditions qui permettraient d'aboutir à une histoire complète et sereine de l'ancienne noblesse française. Il y faudrait de la lecture, de la liberté d'esprit, beaucoup de temps et de modestie, quelques machines, et bien entendu les moyens matériels dont la recherche scientifique française est démunie à un point qu'on ne dira pas.

Pierre GOUBERT.

II. NOBLESSES D'EUROPE CENTRALE AU XVII^e SIECLE (1).

Formes et aspects de la noblesse du Saint-Empire sont à la veille de la guerre de Trente Ans, déterminés par l'évolution profonde amorcée, en Europe centrale, vers les années 1430-1450. Ces dates marquent l'effondrement de « L'Adelskultuur du Hochmittelalter ». La noblesse de la fin du Moyen Age est doublement mise en cause, à la fois par l'alliance de fait entre princes et bourgeoisies urbaines, et l'évolution de l'art de la guerre. C'est la traduction politique et technique de l'extension du capitalisme commercial et financier qui profite du déplacement du grand axe de communication européenne de l'Europe occidentale, ravagée par la guerre de Cent Ans, vers l'Europe centrale. Ainsi une première « réaction nobiliaire » s'amorce. Le tournoi — qui atteint son apogée au XVI^e siècle — le culte de l'honneur — qui, de « l'automne » du Moyen Age à la guerre de Trente Ans (et même au-delà), constitue le soubassement idéologique de la noblesse, l'extension du duel, et, plus encore, les mesures de conservatisme nobiliaire (réservation des chapitres aux nobles, preuves nobiliaires à 8, puis à 16 quartiers), culte de l'héraldique, dont l'art germanique est tout au long du XVI^e siècle pénétré (que l'on songe aux gravures sur bois de Dürer), en sont des éléments majeurs (2).

1 L'étude de la question est singulièrement simplifiée par les colloques sur la noblesse allemande, tenus respectivement en mai 1963 à Büdgingen Hesse — et au printemps 1965. Ils ont donné lieu à deux volumes, publiés par Hellmuth ROSSLER, *Deutscher Adel, 1430-1555*, Büdinger Vorträge, 1963, 1965, Darmstadt, Wissenschaftliche Gesellschaft, tome I ; et *Deutscher Adel, 1555-1740*, Büdinger Vorträge, 1964, Darmstadt, 1965. Les deux volumes appartiennent à la série « *Schriften zur Problematik der deutschen Führungsschichten in der Neuzeit* », publiées par la Ranko-Gesellschaft. On trouvera dans ces volumes toutes les bibliographies de détails nécessaires. Participaient à ces colloques MM. Daul (Würzburg), Domarus (Würzburg), Heinrich (Berlin), Helbig (Berlin), Hofmann (Nürnberg), Kageneck (Fribourg en Brisgau), Kohl (Münster), Körner (Münich), Lahrkamy (Münster), Lenthe (Celle), Nebinger (Neubourg sur le Danube), Preradovich (Graz), Rieber (Ulm), Riedensauer (Vienne), Rössler (Darmstadt), Silitg (Graz), Sutter (Graz) et Wolfell (Fribourg-en-Brisgau). Nous désignerons les références sous la forme suivante : 1 (tome 1), et la page dudit volume. Qu'il me soit permis de remercier au passage nos collègues de la section d'histoire de Mayence, et en particulier M. Weber, d'avoir bien voulu nous faciliter la tâche en nous faisant part de leurs suggestions et de leur documentation.

2 ROSSLER, I, 240-250.

D'où la problématique complexe du XVI^e siècle. Face à l'humanisme, une partie de la noblesse veut dégager une élite culturelle et politique, fréquente les universités, inaugure le « Kavalierstour », hante les cours princiers. Une autre partie — la plus nombreuse — refuse la limitation de la « liberté » du noble qui résulte de cette évolution. Elle se dégrade souvent en noblesse parasite, voire pillarde, ou disparaît soit par extinction pure et simple, soit par retour au peuple. Face à la Réforme, la cohérence de l'ordre est mise à rude épreuve. Face à l'évolution de la technique militaire, l'attitude nobiliaire est réservée et la participation au « Landsknechtstum », en dépit de l'exemple précoce de l'empereur Maximilien, est très limitée (sauf dans l'Allemagne du nord-ouest).

Ces antagonismes se durcissent à la fin du XVI^e siècle, pour atteindre leur paroxysme à la veille de la guerre de Trente Ans. Celle-ci constitue la grande coupure de l'histoire de l'Allemagne « moderne » ⁽³⁾. Pour autant que l'on puisse réduire l'extrême diversité des situations à un schéma d'ensemble, — car ces évolutions sont à la fois chronologiquement décalées, et, par endroits, de tendances opposées — il semble que l'on puisse, à l'heure actuelle, dégager les traits généraux suivants.

Jusque vers 1618, l'influence générale de la noblesse va décroissant. L'évolution économique, régressive en Europe centrale à la fin du XVI^e siècle, met surtout en cause la métallurgie et les industries minières (métallurgie de Styrie ou de l'Oberpfalz ; mines de mercure d'Idrai, etc.). La crise remonte en partie aux grandes banqueroutes espagnoles qui déclenchent une réaction en chaîne parmi les grands prêteurs de l'Allemagne du Sud. D'où l'appel fréquent et croissant aux grandes familles nobles italiennes, même en pays protestant, et la pénétration de la noblesse locale par des immigrés d'origine étrangère. La gestion terrienne, lourde aux masses paysannes, ne semble pas, de son côté, avoir été des meilleures. Font exception quelques flots de prospérité nobiliaire, dont le mieux connu est celui de la Basse-Saxe. La noblesse y mène, jusque vers 1600 une fructueuse politique d'entreprises de mercenariat, dont l'influence militaire ne saurait être, par exemple, sous-estimée dans les guerres de religion en France. L'évolution politique évoquée ci-dessus s'aggrave. Les Etats passés à la Réforme ont besoin de « techniciens » : juristes et théologiens, afin de redéfinir les structures politico-religieuses de l'organisation « administrative ». Ce qui exige une technicité évidente, que la noblesse n'est pas en état de fournir. Il en va, plus ou moins, de même dans les Etats restés catholiques, où, au surplus, le recul de la propriété foncière noble est, peut-être, plus important qu'en pays réformés, où les confiscations des biens d'église — le plus souvent assez limitées, car les princes ont prélevé la plus large part du butin — ont profité presque exclusive-

3 G. LIVERT, *La guerre de Trente Ans, Que sais-je ?*, Paris.

ment à la haute noblesse. Au total, dans tous les domaines, la noblesse s'est laissé acculer dans une attitude de défense de ses positions traditionnelles. Le déclin de son prestige social est si évident que le « patriciat » et les nouvelles catégories dirigeantes (« administration ») ne recherchent plus l'anoblissement en tant que tel, si ce n'est à usage externe, de manière à égaler en prestige apparent leurs homologues du reste de l'Europe (Espagne, Italie, etc.).

L'indescriptible catastrophe de la guerre de Trente Ans coupe net beaucoup d'évolutions historiques en cours. La noblesse subit de profondes modifications. Elle sort de la guerre biologiquement mutilée, la géographie nobiliaire s'est elle-même profondément transformée. Les noblesses autrichienne et tchèque — presque entièrement protestantes à l'orée de la guerre — ont dû se soumettre, ou émigrer. Partout les destructions ont été énormes. Un nouvel ordre des choses s'impose. Or, il est, paradoxalement, très favorable à la noblesse. Dans beaucoup d'Etats, surtout en Allemagne centrale, la question religieuse perd, du moins à l'intérieur de la noblesse, de son acuité, et aboutit fréquemment à des compromis inattendus⁽⁴⁾. Là n'est cependant pas l'essentiel. Les Etats princiers, munis de la « Landeshoheit », atteignent l'apogée de leur puissance interne. Les nécessités vitales de la reconstruction imposent un peu partout une centralisation relative au profit des princes. Or, cette fois, la noblesse monopolise les postes les plus élevés de la hiérarchie gouvernementale et « administrative » (exception faite de la noblesse autrichienne, en partie remplacée par des nobles « étrangers »)⁽⁵⁾. Il en va de même dans les armées. Encore convient-il de ne pas trop unifier les tendances évolutives. La création d'un corps d'officiers nobles, au statut spécial et privilégié, élément majeur de l'Etat « national », est spécifique à la Prusse et ne s'achève qu'au XVIII^e siècle. A l'opposé, l'armée austro-hongroise pourrait, à la limite, être qualifiée « d'européenne »⁽⁶⁾. Quoi qu'il en soit, la noblesse se renouvelle souvent. « Patriciens » (ou ce qu'il en reste), bourgeois et milieux d'affaires cherchent, à nouveau, à s'anoblir. Ainsi se crée parfois une véritable aristocratie nouvelle, de composition très variable suivant les temps et les lieux. Elle manque souvent d'initiative économique et, surtout, « industrielle ». Quoique épargnés par la guerre, les pays alpins autrichiens ne connaissent pas de développement économique comparable à celui de la Suisse. En revanche, la « seigneurie » a, presque partout, servi de cadre primordial à la reconstruction rurale. Ce qui explique en partie, la polarisation d'une partie de la civilisation « baroque » sur des aspects princiers et nobiliaires. Elle est, à certains égards, une autre forme « d'Adelskultur ». Il est certain que la guerre

4 RÖSSLER, II, 112-116.

5 RÖSSLER, II, 344-348.

6 *Ibidem* ; II, 342-344 : voir aussi le récent et remarquable ouvrage de V.L. TAPIE, *Monarchie et peuples du Danube*, Paris, Fayard, collection *Histoire sans frontières*, 1989. Pour la période ultérieure : F. BLUCHE, *Le despotisme éclairé*, Paris, Fayard, collection *Les grandes études historiques* 1968.

de Trente Ans a porté un rude coup à la puissance des villes et de la bourgeoisie. Les nouveaux mécènes sont les princes, surtout les princes ecclésiastiques, et la haute noblesse. La coupure religieuse cristallisée par la paix de Westphalie — qui est, en même temps, et en dépit de la généralisation du « Kavalierstour », une coupure intellectuelle et universitaire, détermine l'opposition de deux « baroques ». Celui de l'Allemagne du Nord est largement influencé, tout comme au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle, par la Hollande. Celui de l'Allemagne du Sud et des pays habsbourgeois est, naturellement, orienté vers l'Italie et la France.

PROBLEMES PENDANTS.

Noblesse et armée. C'est l'un des problèmes les mieux connus. L'histoire quantitative s'est, en partie, imposée dans ce secteur et a modifié les perspectives générales que l'on pouvait en avoir. Le XVI^e siècle avait été celui des grands entrepreneurs militaires (Oberst, capitaines) et du mercenariat (Landsknechtstum), qui éliminent progressivement les dernières survivances « féodales » (ban et arrière-ban). Face à cette évolution, la participation nobiliaire reste, comme on l'a dit ci-dessus, modérée ou faible. Les modes de pensée de la noblesse n'ont pas évolué. Certes la grande réforme militaire oranienne avait esquissé une évolution vers la transformation du chef de mercenaires en officier, et elle avait trouvé des imitateurs. Mais la guerre de Trente Ans anéantit ces ébauches et consacre le triomphe des grandes personnalités des généraux entrepreneurs. Ils sont, rarement, nobles d'origine. Mais la guerre révèle aussi aux princes les dangers inhérents à cette situation (Wallenstein-empereur). D'où une série de tentatives pour éliminer cette évolution dangereuse pour les dynasties. La tendance générale est très claire : il s'agit de transformer le chef d'entreprise militaire en officier sujet de son prince. L'évolution est plus ou moins rapide suivant les moyens dont disposent les chefs d'Etat. On retiendra ici deux exemples, quelque peu antagonistes, ceux de l'Autriche et de la Prusse. Il existe certes quelques ressemblances entre ces deux cas. Alors que les grands chefs de guerre de l'époque 1618-1648 sont issus, souvent, de la bourgeoisie, le recrutement des états-majors s'opère de plus en plus dans la haute noblesse, et même partout où cela est possible, dans les familles proches de la famille dirigeante. Mais au niveau des corps des officiers, les divergences étatiques se multiplient. Etat multinational, engagé un peu partout en Europe, il est normal que l'Etat habsbourgeois se dote d'un corps d'officiers de recrutement à la fois international et socialement assez ouvert. Les nobles n'y forment, semble-t-il, pas la majorité. Ils sont d'ailleurs rarement autrichiens. La noblesse autrichienne, renouvelée après l'émigration des éléments protestants, se tourne plutôt vers la Cour et les emplois « administratifs ». D'où un corps d'officiers capables d'initiatives politiques (frontière militaire face à la Turquie), ouvert aux roturiers jusqu'au grade de capitaine, mais aussi militairement moins efficace que celui de l'armée

prussienne (au moins au XVIII^e siècle). En revanche, l'armée autrichienne est plus accessible aux nouveautés techniques.

En Prusse, les princes ont imposé à la noblesse une conception particulière, destinée à faire une fortune historique singulière. Ils ont réservé la hiérarchie militaire à la noblesse et lui ont forgé un état d'esprit de soumission « absolue » au « Landesherr », dont les officiers sont, à la fois, les représentants particuliers et les serviteurs. En somme, une institution servant à neutraliser les efforts d'autonomie politique d'une noblesse disposant de moyens d'action politiques, mais se trouvant dans une situation économique souvent difficile. L'officier, grâce à l'avancement par ancienneté, se trouve assuré de son avenir (au moins d'une manière relative), sauvegardant ses tendances à l'égalitarisme nobiliaire (pendant longtemps, il n'existe pas dans l'armée prussienne d'insignes extérieurs marquant les grades). On a, dès l'époque, cherché à rattacher ces « idéaux » à ceux de la chevalerie médiévale. En fait, le processus s'est amorcé à partir de la transformation — très mal connue — du statut du chef d'entreprise mercenaire. Il semble que le procédé utilisé, un peu partout, ait été celui de l'uniformisation des « capitulations » et de la transformation en un contrat à long terme (en Autriche, le côté « office » reste plus nettement affirmé).

On peut se poser le problème de savoir si la noblesse s'est bien « ruée », comme on l'a trop souvent répété, vers l'armée. En Allemagne du Sud, la part de la noblesse dans les petites armées princières, en particulier en Bavière et à Mayence, est souvent très faible. Les chiffres avancés pour l'Etat brandebourgeois laissent eux-mêmes rêveurs (7). Si, vers 1800, tous les officiers sont nobles, tous les nobles sont loin d'être officiers. A la fin du XVIII^e siècle, 4 % des nobles « prussiens » avaient fréquenté l'Université, moins de 20 % d'entre eux avaient reçu une formation militaire ou civile. Ainsi 60 % des nobles restaient chez eux ! La situation a dû être, a fortiori, encore moins favorable à la fin du XVII^e siècle.

Assemblées « d'Etat » (8).

La problématique du rôle politique des assemblées dominées par la noblesse a été exposée dans un livre très récent (9). Il ne peut être question ici d'en résumer ou d'en discuter les divers aspects. Mais une

7 ROSSLER, II, 308.

8 Dietrich GERHARD, *Ständische Vertretungen in Europa im 17. und 18. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck Ruprecht, Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte. Etudes présentées à la commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États. Relevons au passage les articles consacrés en dehors de l'Allemagne à la Hongrie (György BONIS, *Die ungarischen Stände in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts*), à la Pologne (Hans ROOS, *Ständewesen und parlamentarische Verfassung in Polen, (1505-1772)*), à la Suède (Sven Ulric PALME, *Vom Absolutismus zum Parlamentarismus in Schweden*) et, enfin, à l'Angleterre (Gerhard A. RITTER, *Das britische Parlament im 18. Jahrhundert*). Comme on le voit, l'essentiel du volume concerne plutôt le XVIII^e siècle, tout en comportant de nombreuses notations sur le XVII^e siècle.

9 Si l'on peut se permettre une observation, il convient de remarquer l'absence, dans ces études, du soubassement économique qui nous semble essentiel.

problématique nobiliaire se doit de poser la question du rapport de ces organismes et de la réalité économique et sociale. Les chiffres évoqués ci-dessus tendent à montrer la complexité des choses. Entre la négation du rôle des assemblées nobiliaires, forcément égoïstes, opposées par nécessité de « classe » et d'« ordre » à l'indispensable évolution de l'Etat moderne « absolutiste » — et la réhabilitation de ces assemblées tentée par quelques historiens allemands, la vérité ne pourra être dégagée que par l'apport d'une histoire « quantitative » systématiquement menée. Le problème essentiel nous semble avoir été celui de l'inclusion de la noblesse dans l'administration des Etats. Il conviendrait de la chiffrer d'abord. Par là on mesurera combien, et dans quelles proportions, la noblesse s'est trouvée écartelée entre deux conceptions opposées de l'Etat : celle de l'Etat princier « nouveau », celle, plus traditionnelle, d'un Etat à encadrement nobiliaire de type « médiéval ».

L'exemple saxon montre bien la portée limitée de la résistance des assemblées nobiliaires. La noblesse enregistre, certes, quelques succès. Elle exerce, tout au long de la deuxième moitié du XVII^e siècle, un contrôle financier assez étroit. Elle en profite d'ailleurs pour sauvegarder et accroître ses propres privilèges fiscaux. Mais dès la guerre de Trente Ans, elle a perdu toute influence sur la politique étrangère. L'affrontement décisif se situe après 1680, au moment où le prince crée une armée régulière. Finalement, la noblesse cède escomptant probablement les avantages matériels que lui offrent ces nouvelles possibilités de « caser » une partie de ses enfants. En 1694, cependant, Jean-Georges IV est en mesure de menacer sa noblesse d'intervention militaire au cas où elle n'approuverait pas ses décisions fiscales. Auguste le Fort (1694-1733) remporte définitivement la victoire sans toutefois arriver à empêcher une limitation sensible de ses possibilités d'intervention. Un équilibre relatif s'établit en 1727 avec la confirmation des statuts traditionnels. Auguste n'avait pas réussi à imposer totalement sa volonté d'indépendance interne. L'éthique de cette noblesse saxonne s'incarne dans le livre : « *Der Christentstaat* » (1685), écrit par von Seckendorff. En dépit de ces résistances, le XVIII^e siècle se caractérise ici comme ailleurs, par l'incorporation accélérée de noblesse dans l'état princier, ce grâce au service de Cour, au service militaire et au service administratif, grâce aussi à l'emploi par le prince d'éléments non saxons. En revanche l'Etat avait, dès les lendemains amers de la guerre de Trente Ans, confirmé les droits seigneuriaux, ce au détriment prolongé du monde paysan.

NOBLESSE ET VIE ECONOMIQUE, RAPPORTS AVEC PROBLEMES RELIGIEUX.

Ici encore, la guerre de Trente Ans est décisive. L'on connaît bien désormais l'in vraisemblable ampleur des « *Wüstungen* », il reste à déterminer les modalités exactes de la reconstruction entreprise sous

l'égide de la noblesse. Quels ont été les rapports nobles-paysans ? Quelle a été l'attitude de la noblesse vis-à-vis des questions économiques ? L'enquête est, en ce domaine, infiniment moins avancée que dans d'autres secteurs de la recherche. Prenons l'exemple, déjà évoqué, des pays autrichiens. Certains historiens de la noblesse ont tendance à rendre la noblesse recatholisée responsable du marasme économique prolongé en certains domaines (métallurgie, mines). Ou, du moins, pensent-ils que le départ des éléments économiquement les plus dynamiques, c'est-à-dire de la noblesse protestante, n'est pas étranger à une certaine indifférence nobiliaire en la matière. On peut faire remarquer qu'en tout état de cause, des reconversions s'imposaient, ne fût-ce que du fait de l'épuisement de certains gisements déjà perceptible avant 1600, ou du fait de la moindre rentabilité de nombre d'exploitations, liée aux changements de conjoncture.

S'attaquer au problème, c'est aussi évoquer la résonance économique de la Réforme et de la Contre-Réforme. Le premier aspect de la question est celui de l'attitude générale de la noblesse face aux problèmes religieux. Il semble que le rôle de la noblesse dans la propagation du protestantisme ait été tellement multiforme qu'il est dangereux d'avancer, à l'heure actuelle, une généralisation qui risquerait d'être parfaitement abusive (¹⁰).

Retenons quelques éléments. Dans une partie de l'Allemagne du Nord, dans l'Allemagne médiane, le sentiment d'une coupure définitive, d'une coupure entre monde protestant et monde catholique a été plus tardif qu'on ne l'a admis et se situerait dans les décennies de 1560 à 1590. La noblesse a fréquemment contribué à maintenir des formes de transition qui pouvaient lui être avantageuses (¹¹). En revanche, une bonne partie de la noblesse des pays habsbourgeois, de la Hongrie à la Bohême, en passant par les pays alpins (à l'exception du Tyrol), se retrouve protestante vers 1600. La menace turque lui garantit pendant un certain temps une réelle « indépendance » (¹²). C'est dans ce phénomène politico-religieux que réside probablement l'une des clefs de la compréhension de la politique habsbourgeoise de Contre-Réforme énergique. Son action a été dans une certaine mesure favorisée par le sentiment de fidélité dynastique et de commun intérêt des Chrétiens contre les Turcs. D'où la facilité relative avec laquelle les Habsbourg ont pu, dans un premier temps, présenter des compromis (dont on ne discutera guère les motivations politiques), puis, dans un deuxième temps, imposer leur volonté face à cette noblesse engluée dans ses sen-

10 Il ne peut être question de donner ici une bibliographie de l'attitude de la noblesse face à la Réforme. Rappelons cependant J. DELUMEAU, *Naissance et affirmation de la Réforme*, Paris, 1965, collection « Nouvelle Clio », no 30, P.U.F., et nouvelle édition. On complètera utilement par ROSSLER, I, 248-250, et surtout, *Ibidem*, II 1-146 (Erwin RIEDENAUER, *Reichsritterschaft und Konfession* ; la table ronde consacrée au thème : Noblesse et religion (Adel und Konfession) ; Max DOMARUS, *Der Reichsadel in den geistlichen Fürstentümern* ; Hellmuth ROSSLER, *Ergebnisse und Ergänzungen der Diskussion*.

11 ROSSLER, II, 136-137, etc.

12 *Ibidem*, II, 200-215.

timents contradictoires. D'où le succès de la Contre-Réforme en Styrie-Carinthie. Mais cet exemple ayant donné à réfléchir, la résistance de la noblesse protestante tchèque, menacée dans ses intérêts matériels, se trouve être l'occasion directe de la guerre de Trente Ans. En fin de compte, tout semble être question de lieux et de temps.

La paix de Westphalie pose d'autres questions à la fois religieuses et économiques. M. V. Tapié a, à juste titre, souligné que la paix de 1648 ne signifiait nullement une défaite majeure des Habsbourg. Ils maintiennent, en effet, intégralement les résultats obtenus à l'intérieur de leurs possessions par la Contre-Réforme. Or ceux-ci appartiennent essentiellement au domaine nobiliaire. Mais quelle a été l'ampleur réelle de l'émigration de la noblesse styrienne et autrichienne ? ⁽¹³⁾. Vers quels pays s'est-elle dirigée ? Quelles en ont été les conséquences matérielles ? Quelle a été la profondeur du remaniement de la noblesse tchèque ? Autant de questions très partiellement résolues. Sans nier l'ampleur de ces phénomènes, la modération du jugement s'impose en des matières où les recensements sont difficiles. Quelle a été, par ailleurs, l'ampleur des pertes subies par la noblesse du fait de la guerre ? Un critère, parmi tant d'autres, nous paraît intéressant : les abandons de châteaux médiévaux directement liés à la guerre ont été très nombreux. Quelle a été, enfin, la durée et la portée de la reconstruction ?

C'est, certainement, l'une des clefs de l'histoire allemande en particulier, de l'Europe centrale en général. La reconstruction semble, en gros, achevée vers 1690-1700. Ce qui explique, de prime abord, la virulence des réactions de l'opinion germanique face à la dévastation du Palatinat. Cela pourrait ne pas être étranger à cette grande vague anti-turque qui déferle après 1683. Les Habsbourg ont abondamment profité du phénomène. Quelle a été la part des noblesses allemandes dans ce qui, à certains égards, est une espèce de croisade avec tous ses avantages matériels ?

CIVILISATION BAROQUE ⁽¹⁴⁾.

« Europe des capitales », « civilisation baroque » liée au monde rural dominé par la noblesse ; églises « triomphalistes », exutoires sentimentaux d'un peuple durement bridé par le poids de l'exploitation nobiliaire et princière — autant d'éléments explicatifs (et combien suggestifs) de la civilisation « baroque ». Essayons, plus humblement, d'attirer l'attention des historiens sur quelques enquêtes à ample problématique. L'exode rural nobiliaire, le genre de vie « double » (résidence hivernale

¹³ *Ibidem*, II, 86-90, etc.

¹⁴ V.L. TAPIÉ, *Baroque et classicisme*, Paris, 1957 et sa traduction anglaise (augmentée). « The age of Grandeur », Londres, 1960 ; ainsi que son article *Baroque* in *Encyclopaedia Universalis*, tome II, p. 1090-1098, Paris, 1969 ; E. HEMPEL, *Baroque Art and Architecture in General Europe*, 1965, etc.

en ville, estivale en campagne) ne font pas de doute. Mais on en mesure mal les modalités. Il semble qu'en certaines régions, tout au moins le XVII^e siècle amorce un net mouvement de départ vers les villes, favorisé sans doute par la sécurité relative offerte par elles durant la grande guerre. Il est très sensible dans l'Etat brandebourgeois, où naturellement, il s'accélère, comme partout, au cours du XVIII^e siècle. Parfois, on croit pouvoir discerner une étape intermédiaire : un premier abandon des châteaux médiévaux, encore décrits dans la « Topographie » de Merian, consécutif aux désastres de la guerre, aboutissant à la construction de résidences de plaine, assez sommaires, en fonction des disponibilités encore restreintes dans les années 1650-1665/70. Suivrait ensuite le véritable exode rural vers la ville, avec, pour les plus favorisés, la construction, parfois simultanée, d'édifices urbains et de « pied-à-terre » ruraux. Il est évident que les résidences princières ont été les principaux pôles d'attraction. A côté de ce mécénat nobiliaire direct, il conviendrait, en outre, de mesurer l'apport fourni par la noblesse à la construction de la civilisation avec celle de l'éducation. Quelle a été la portée sociale, par exemple, des collèges de jésuites dans la Contre-Réforme ? ou, en Allemagne du Nord, celle de la hiérarchie protestante par exemple sur la musique sacrée ?

L'ampleur des problèmes évoqués — et notre liste ne prétend nullement être exhaustive — démontre l'urgence des études régionales, seules susceptibles d'apporter des éléments de réponse. Elles ne manqueront pas d'être souvent divergentes. Au surplus, elles sont souvent assez avancées. L'exemple habsbourgeois est instructif. La bataille de la Montagne Blanche (1619) signifie non seulement la défaite de la noblesse tchèque, mais encore, implicitement, de la noblesse protestante des Alpes. La Styrie a perdu 800 nobles issus de 85 familles, la Carinthie 160 nobles issus de 160 familles⁽¹⁵⁾. Il en résulte, dans tous les domaines de la vie publique, un très fort recul du pourcentage représenté par les plus vieilles familles nobiliaires. D'où l'apport, indispensable, d'une nouvelle noblesse qui n'a aucune peine à s'intégrer dans ce qui restait de l'ancienne aristocratie. La situation change vers 1700, au moment où les nouveaux venus trouvent une société nobiliaire reconstituée. De là, date l'apparition de la « zweite Gesellschaft » typique du XVIII^e et du XIX^e siècle. De son côté la noblesse tchèque se trouve bouleversée par un cataclysme. D'après quelques sondages, il semblerait qu'un cinquième à peine de l'ancienne noblesse « tchèque » protestante ait pu se maintenir en Bohême après 1630-40. En Croatie, les tentatives politiques des années 1670-71 s'écroulent : la noblesse croate, privée de ses chefs, se tourne plutôt vers la Hongrie, comme le prouvent les orientations géographiques de ses mariages. En revanche, la noblesse hongroise, toujours vaincue, mais jamais soumise, réussit,

15 ROSSLER, II, 202-210.

en dépit de tout, à maintenir la majeure partie de ses avantages politiques et sociaux. Elle profite même de la reconquête sur les Turcs. Dans le Tyrol enfin, la noblesse, étant restée catholique, maintient ses prérogatives, et ce jusqu'à nos jours. Ainsi, rien que dans les Etats dépendant de la monarchie des Habsbourg, on peut définir au moins quatre types d'évolution, sensiblement différents les uns des autres, de la noblesse. De ce fait, peut-on encore parler de cohérence de la noblesse « autrichienne » ? ⁽¹⁶⁾.

On retrouve la même variété dans les évolutions économiques. Partout, certes, les cadets posent un problème majeur. La noblesse « autrichienne » (au sens précis du terme) les case, en désespoir de cause, dans l'armée, en « enfants perdus », alors qu'en Prusse le « métier » militaire est d'obligation d'Etat et, probablement nécessité économique. On connaît quelque peu l'endettement de la noblesse prussienne au XVIII^e siècle. Est-elle déjà amorcée dès la seconde moitié du XVII^e siècle ? Quel est son rapport avec le mouvement général des prix en général, et ceux des grains en particulier ? Quelle a été l'importance du mouvement d'expropriation des terres paysannes ? Comment se lie-t-il au mouvement d'exportation des bois et des grains ? Quelle est la part de la noblesse dans ce commerce ? (question identique en Pologne ?). Quelles ont été les relations de la noblesse avec l'industrie minière ? On croit pouvoir discerner deux évolutions contradictoires, et, peut-être, complémentaires. En Prusse, comme en Saxe, on constate, ce dès le XVI^e siècle, et tout au long du XVII^e siècle, un accroissement très sensible surtout dans les pays de l'Est, de la propriété foncière de la noblesse, par incorporation d'une partie des champs paysans. La Saxe avait, dès la fin du XVI^e siècle, réussi à limiter le phénomène en prenant une série de mesures conservatoires (plus ou moins respectées d'ailleurs). Or, en dépit de cet enrichissement, une partie de la noblesse s'endette. Le règne de Frédéric le Grand, qui marque l'apogée provisoire de cet endettement, n'a pas toujours laissé de trop bons souvenirs dans les familles de hobereaux prussiens, comme en témoignent certains romans de Fontane ⁽¹⁷⁾. Mais cet endettement est-il général, ou reste-t-il géographiquement — ou socialement — limité ?

L'énumération des questions pendantes ou à approfondir pourrait se poursuivre bien davantage. Résumons quand même notre impression d'ensemble. La civilisation de l'Europe centrale est, aux lendemains de la guerre de Trente Ans, caractérisée par une extraordinaire reprise d'influence d'une noblesse en partie renouvelée. Le fait mérite d'être noté, d'autant plus que l'influence allemande sur les pays de l'Est européen est, à la fin du XVII^e et surtout au XVIII^e siècle, très pro-

16 *Ibidem*, II, 205-215.

17 *Ibidem*, II, 309-311. G. Heinrich fait allusion au roman de Théodor FONTANE, *Der Stechlin* (1899). L'attitude de Fontane vis-à-vis de la noblesse « prussienne » du XIX^e siècle demanderait d'ailleurs à être soigneusement analysée.

fonde. Les modalités de ce retournement de situation sont très variées, mais, en dépit des traits divergents et parfois contradictoires, quatre éléments primordiaux semblent pouvoir rendre plus ou moins compte du phénomène.

1) La guerre de Trente Ans, en révélant le danger du système militaire en usage, provoque une évolution sensible et relativement rapide de l'organisation militaire. Or la noblesse s'y intègre beaucoup plus que dans les siècles antérieurs.

2) La reconstruction de l'économie implique à la fois une prise en main accrue de la part de l'Etat, c'est-à-dire de l'organisation au service du prince ; et la priorité d'une reconstruction rurale, plus ou moins liée à la prééminence rurale des nobles.

3) Les besoins accrus des « administrations », un certain affaiblissement des bourgeoisies, une évolution aussi (mal connue) de mentalités nobiliaires, l'attraction surtout des Cours et des capitales princières font pénétrer la noblesse dans tous les secteurs politiques des Etats princiers.

4) Enfin les problèmes religieux, s'ils gardent une importance évidente, sont relégués, du moins à l'intérieur des diverses noblesses, et surtout vers la fin du XVII^e siècle, à un rang d'urgence second, nettement moins prioritaire qu'au XVI^e siècle. Ce qui ne doit pas empêcher de se souvenir des conséquences majeures de la Contre-Réforme politique et religieuse (et des réactions qu'elle suscite).

Mais tous ces traits prennent une acuité très variable suivant les lieux. Europe des capitales ? Peut-être ! Europe centrale redevenue nobiliaire, plus nobiliaire en tout cas qu'un siècle plus tôt ? Probablement. Encore faudrait-il, au juste, savoir quelles sont exactement ces noblesses, combien de « vieille » noblesse a survécu à la guerre de Trente Ans, quelle est la proportion des anoblis, quelle politique d'anoblissement a été menée par les divers princes. Europe centrale des princes ? Certainement. En dépit des arguments invoqués, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils sont, du moins après 1648, les meneurs du jeu politique. Restent à déterminer les grands traits de la grande histoire, plus ou moins souterraine, des paysans, de leurs relations avec leurs maîtres, à dresser aussi la liste des contacts de ces nobles avec les civilisations urbaines qui se reconstituent. La vie économique de l'Europe centrale est l'une des clefs essentielles de la compréhension des problèmes nobiliaires.

Jean MEYER.

INFORMATION PEDAGOGIQUE



DANS LE CADRE DE LA RENOVATION DE L'ENSEIGNEMENT : L'EXPERIENCE DE L'ECOLE MOYENNE D'APPLICATION DE L'ETAT A MONS.

Les premiers jalons de l'expérience ont été jetés en août 1969. L'E. M. A. de Mons venait d'être choisie, avec une trentaine d'autres écoles, pour « entreprendre la rénovation ». Professeurs d'histoire et de géographie trouvaient l'occasion propice de réaliser quelques initiatives méthodologiques assez clairement perçues depuis longtemps mais freinées par le cadre trop rigide de l'enseignement traditionnel.

La première fut *l'organisation, dès la semaine de rentrée, d'une excursion conjointe dans Mons*. Globalement les résultats furent positifs : les élèves étrangers à la ville faisaient connaissance de leur nouveau milieu ; tous recevaient une tâche à accomplir dès leur arrivée à l'école et échappaient ainsi à l'atmosphère terne et décevante qui accompagne généralement la mise en train des nouvelles classes.

Dès l'abord, ils étaient mis en présence *d'une réalité complexe dont la perception et la compréhension ne pouvaient être l'apanage d'un seul cours*. Dans l'ensemble, ils mirent beaucoup d'ardeur et de sérieux à répondre au questionnaire beaucoup trop long d'ailleurs. Ce n'était là qu'une « faute de jeunesse ». Elle fut rectifiée l'année suivante.

Le ton était donné. D'autres excursions suivirent. L'une souhaitée plus spécialement par *l'historien*, eut Bavai pour objectif. Au lieu d'être une simple « visite » des ruines romaines, elle fut conçue comme une véritable *excursion* intégrée. Le *géographe* expliquait le paysage traversé. L'itinéraire du retour différait de celui de l'aller. Une autre eut pour cadre Spiennes et la dominante fut, cette fois, la *biologie*.

Les mois d'hiver furent consacrés à l'exploitation, au classement, à la comparaison et à l'explication des phénomènes observés.

Enfin, en avril, une quatrième excursion d'une journée entière menait les élèves de Mons à Chimay. Les données recueillies furent très nombreuses et intéressèrent non seulement les trois disciplines déjà citées mais aussi d'autres branches, avec des « retombées » parfois inattendues.

L'expérience se poursuit en deuxième année du cycle d'observation. La conception est la même, mais l'orientation, en fonction des thèmes retenus est infléchi vers la géographie humaine et économique. Le cadre n'est plus régional mais s'étend à l'Europe et au Monde.

Quels enseignements peut-on tirer de cette expérience ?

Il est évidemment trop tôt pour essayer de conclure. Le premier cycle n'est pas terminé.

Néanmoins, dès à présent, des aspects incontestablement positifs se dégagent : valeur irremplaçable de l'observation directe, développement de la capacité d'analyse, amélioration des facultés de l'imagination reproductrice et créatrice.

En classe, les élèves sont mis en présence de diapositives et de photos en noir et blanc qui reprennent les points observés. Cette technique permet de rappeler éventuellement ou d'approfondir un détail mal perçu sur le terrain. Elle rend les élèves plus aptes à interpréter dans la suite des moyens audio-visuels se rapportant à des territoires éloignés.

La participation de l'élève est grande. Il se sent réellement « concerné ». Le travail par groupes, lors des séances de mise au point, témoigne par son sérieux et son caractère actif du goût des adolescents pour cette forme d'enseignement.

Les difficultés cependant sont réelles et il serait vain de les sous-estimer.

Du côté des professeurs surtout. La préparation des excursions est absorbante et contraignante. L'itinéraire doit être soigneusement établi repéré, élagué,... ce qui nécessite plusieurs reconnaissances préalables. La dernière, la « répétition générale », est l'occasion de prendre les clichés en noir et blanc et les diapositives qui serviront à l'exploitation en classe.

Le travail en groupes exige aussi des « précautions ». La classe, plus animée, plus bruyante parce que spontanée, est aussi plus fatigante.

En outre, en plus de l'adaptation psychologique, le professeur doit accepter une méthode d'acquisition des connaissances par les élèves dans laquelle les enchaînements anciens, admis de tout temps (et que l'on a parfois trop tendance à confondre avec la structure de la discipline) sont quelque peu bouleversés. Il faut reconstruire une synthèse avec des yeux et un esprit neufs.

Au lieu d'imposer une matière, le professeur doit accepter que *l'élève la redécouvre en suivant son cheminement d'adolescent encore libre des conventions qui conditionnent la démarche intellectuelle de l'adulte.*

La nécessité pédagogique prend, dans certains cas, le pas sur l'acquisition immédiate de connaissances scientifiques plus formelles que réellement comprises et assimilées.

Le professeur doit aussi admettre et souhaiter la *multi-disciplinarité*, c'est-à-dire, le travail en équipe.

Bien comprise et bien appliquée, elle est source d'enrichissements réciproques. Elle réalise, enfin, le décloisonnement des branches et assure une coordination si souvent désirée, si rarement obtenue, mais à laquelle l'élève est plus attaché qu'on ne le croît...

*
**

L'expérience de Mons, si elle semble être positive, a bénéficié d'un ensemble de circonstances particulièrement favorables.

Tout d'abord, le soutien constant d'un directeur extrêmement favorable à toute initiative fondée sur le plan pédagogique et scientifique. Il a su créer un cadre horaire adéquat et mettre à la disposition des professeurs les moyens matériels nécessaires.

Ensuite *une équipe de professeurs* dynamiques et dévoués ne reculant pas devant une remise en question des acquis antérieurs, ne ménageant ni son temps, ni ses efforts, ni même ses deniers (frais de voitures et de déplacement pour la préparation des excursions non remboursés par l'Etat).

Enfin, *une atmosphère scolaire propice*. L'expérience du « Groupe IV » fort bien reçue par les élèves a été favorablement accueillie par l'ensemble des collègues. Des collaborations spontanées se sont établies notamment avec le cours de langue maternelle (mise en forme de rapports d'excursion, d'interviews de fermiers, ...), de mathématique (utilisation des données d'une excursion comme matière d'exercices sur les ensembles)...

Evidemment, tout n'est pas parfait. Il convient de se garder d'une vision idyllique de l'expérience, d'une tendance à l'autosatisfaction.

Régulièrement, il faut rectifier des détails, perfectionner tel ou tel point, apporter des modifications voire infléchir la ligne directrice initiale. Les critiques émises par les collègues belges et étrangers qui viennent assister aux leçons ou participer aux excursions sont écoutées et sont souvent génératrices d'améliorations.

*
**

Que devient la géographie dans tout cela ? Y perd-elle ? Y gagne-t-elle ?

Elle y perd peut-être un peu de son aspect formel et, peut-être aussi, un certain volume de matière — assez livresque toutefois — qui apparaissait dans les cinquièmes traditionnelles.

Mais elle y gagne incontestablement. Les matières sont mieux perçues, mieux assimilées, mieux fixées par les élèves. Le départ semble plus lent, mais la base est plus solide et l'entraînement au raisonnement géographique bien plus développé. Cette formation, réelle, devrait rendre plus facile et plus fructueuse le déroulement du cours dans les années suivantes. Il faudra évidemment attendre au moins deux ans avant d'émettre un jugement.

Elle y gagne aussi un contact très étroit et permanent avec la réalité directement observable et préhensible par les élèves, avec l'actualité, avec le perpétuel remodelage du monde qui nous entoure. De nouvelles orientations vers l'étude de l'environnement, l'aménagement du territoire, la géographie appliquée... se dégagent spontanément.

Leur introduction dans notre discipline devra être envisagée. Ce sera peut-être au détriment des chapitres qui figuraient depuis très longtemps dans nos programmes.

Une adaptation, une sélection seront nécessaires. Mais cela est une autre histoire...

L. THIERNESSE.

LE GROUPE IV DANS LE CYCLE D'OBSERVATION DE L'ENSEIGNEMENT RENOVE (').

HISTOIRE - GEOGRAPHIE - BIOLOGIE.

Chap. I : Problèmes et méthode.

Dans le cadre du groupe IV du cycle d'observation de l'enseignement rénové, les professeurs d'histoire, de géographie et de biologie choisissent, en début d'année, les problèmes qui seront étudiés dans une optique interdisciplinaire.

Problèmes retenus

en 1^{re} année

1. La nourriture.
2. L'habitat.
3. La santé.
4. L'environnement naturel et ses altérations.

en 2^e année

1. Fabrication et production de biens.
2. Communications, déplacements, possibilités de contact.
3. Vie envisagée sous l'angle biologique et démographique.
4. Relations avec autrui.

La méthode suivie se base sur l'observation directe du milieu local. L'excursion devient le procédé didactique essentiel.

On procède de la manière suivante :

- En salle puis sur le terrain et en collaboration, les trois professeurs préparent l'itinéraire et les arrêts.
- Ils établissent un questionnaire interdisciplinaire très précis en 1^{re} année, plus large en 2^e.
- Au cours de l'excursion, les élèves observent et répondent au questionnaire.
- En classe, les professeurs contrôlent les réponses.
- Les observations sont rappelées par des diapositives, des photos et des échantillons rapportés par les élèves.
- Les élèves suivent l'itinéraire sur une carte spécialement préparée.

1 Rapport d'activité de l'année 1970-1971 à l'Ecole moyenne d'application de l'Ecole Normale Secondaire de l'Etat à Mons. Elèves de 11-12 à 13-14 ans.

- Le maître assure le passage de la réalité directement observée, à la représentation cartographique par l'intermédiaire de la photo et du plan.
- Il y a ensuite fixation de la connaissance des notions induites.
- Enfin l'association avec des paysages et des faits extérieurs au milieu est élaborée à partir de documents.

Chap. 2 : Part de la géographie dans chacun des problèmes.

1^{re} année.

1° *La nourriture.*

Etude du paysage rural - conditions de sol et de climat - marchés et communications - la ferme, ses produits, ses besoins, son exploitation.

2° *L'habitat.*

Occupation et appropriation du sol - population et ses activités - étude du site + éléments naturels intégrés qui servent de support à l'habitat étudié.

3° *La santé.*

Thème lié à l'étude du climat - Endémie et malnutrition - insuffisance des techniques agraires et des marchés économiques - pollution en milieu industrialisé.

4° *Environnement naturel et ses altérations.*

Ce problème (pollution de l'air et de l'eau) se retrouve dans les trois précédents.

2^e année.

1° *Fabrication et production de biens.*

Les secteurs de base de l'industrie + l'économie agricole. Problèmes régionaux et mondiaux qui se posent à l'industrie et à l'agriculture.

2° *Communications, déplacements, possibilités de contact.*

Les transports, l'infrastructure, la localisation des entreprises, le renouveau industriel.

3° *Vie envisagée sous l'angle biologique et démographique.*

L'habitat en région industrielle et en région rurale.

Les mouvements de population + répartition et évolution de la population en liaison avec les facteurs physiques, économiques et sociologiques.

4° *Relations avec autrui.*

Les échanges au sein de la région, de l'Europe et du monde.

Utilisation géographique des excursions.

1^{re} année : 6 excursions.

1. L'école et ses abords immédiats.
2. Spiennes - Harmignies - Nouvelles.
3. Asquillies - Bavay.
4. Mons 1 : d'Hyon à Mons.
5. Mons 2 : au cœur de la ville.
6. De Mons à la botte du Hainaut.

2^e année : 4 excursions.

1. Le Borinage.
2. Le Centre.
3. La ferme d'élevage et ses prolongements.
4. La ferme de culture et ses prolongements.

1^{re} année.

A. L'école et ses abords immédiats.

a) *sur le terrain*

Le site de l'école.

La situation de l'école.

L'utilisation et la nécessité du plan, de la carte.

b) *Exploitation en classe*

Le plan, la carte, le planisphère.

Les échelles de carte.

L'orientation.

Le site, la situation, les coordonnées géographiques.

La carte E.M.

B. Mons - Spiennes - Harmignies - Nouvelles.

a) *sur le terrain*

Les formes de relief. La plaine de la Trouille.

Les collines de Mons.

Le bas-plateau limoneux du Haut-Pays.

L'altitude et la carte E.M.

Les roches du sol et du sous-sol. Disposition.

Caractéristiques.

Spiennes la cluse

le marais

le site

le pompage

Harmignies la vallée

la falaise

le site

le paysage limoneux

industrie liée au sous-sol.

Nouvelles le site du village

la ferme.

b) Exploitation en classe

Les formes de relief dans le monde.

Les vallées liées aux reliefs
aux roches.

L'eau du sous-sol.

Les roches belges utilisation
localisation
classification et reconnaissance.

Les moyens de représenter le relief.

Le paysage rural.

C. Mons - Baval.

a) sur le terrain

L'orientation sur le terrain.

Rappel des **reliefs** étudiés.

Le paysage limoneux relief
végétation
cultures
mécanisation agricole.

La vallée du By à Asquillies.

La sucrerie de Quévry : **Industrie** liée au sol.

b) Exploitation en classe

La carte E.M. l'orientation

l'évaluation des distances

la reconnaissance des éléments du paysage.

L'homme utilise la vallée

la plaine

le bas-plateaux

le limon.

Les caractères d'une **Industrie moderne.**

D. Mons 1 : en suivant la Trouille d'Hyon à Mons.

a) sur le terrain

La Trouille à Hyon le confluent du By et de la Trouille
un méandre de la Trouille
la plaine alluviale
la vie de la rivière

La nouvelle Trouille croquis de la section
mesure de la vitesse
de la section.

La route en digue et la **plaine marécageuse** du Pisse-Pot.
Les **utilisations** de l'ancien cours de la Trouille.
Le **boulevard** et la machine à eau.

b) Exploitation en classe

la **rivière** vocabulaire géographique : lit - rive - amont - aval -
versant - ligne de partage des eaux - vallée - le méandre
- l'érosion - le recoupement - le débit - le régime.

L'extension de la ville et **l'urbanisation** de l'ancien cours.
Le problème de l'eau.
Début de l'étude urbaine.

E. Mons 2 : au cœur de la ville.

a) sur le terrain

L'ancien tracé de la Trouille en ville
Avenue des Guérites
Marché aux poissons
Croix-Place
Rue de la Grande Triperie
Rue de la Coupe
Marché aux herbes
Grand-Place
Square du Beffroi
Rue de la Chaussée
Foyer Montois (4 versions)

Les bâtiments - Description -
leur destination actuelle - Le tra-
cé des rues - l'altitude (plan) - La
pente.
Croquis d'orientation.

b) Exploitation en classe

La ville le site
le plan
la population
les quartiers
les fonctions
les bâtiments.

La population en Belgique
dans le monde
les densités
l'évolution.

F. De Mons à la Botte du Hainaut.

a) sur le terrain

Mons - Erquelinnes
Erquelinnes - Beaumont
Beaumont - Vergnies
Vergnies - Froidchapelle

Le paysage limoneux du sud de Mons
L'entrée en Haute Belgique.
Les herbages du pays de Beaumont.
La forêt de la Fagne et ses clairières.

Lompret - Chimay - Bailleux La bande découverte des calcaires.
Forges Jean Petit - L'Escaillères - Scourmont - La Thiérache.

b) *Exploitation en classe* pour chacune des 6 régions géographiques traversées :

le relief
les vallées (nombre, forme)
les roches (prélever, analyser, faire le croquis)
les bois, les forêts (nature, densité, localisation)
l'habitat rural (site, fonctions, groupement, matériaux)
urbain
l'activité agricole + interview d'un fermier
les fermes (activités, matériaux, groupement)
les industries + justification
les carrières.

2^e année.

A. Le Borinage.

L'habitat à Mons
Cuesmes
Flénu description, justification et localisation
Hornu des divers types d'habitat (cité, loge-
St-Ghislain ments sociaux, villas...)
Tertre
Ghlin + 1 exemple clair d'urbanisation

Les transports

le rail description, justification et loca-
la route lisation
l'eau + éléments annexes : darse,
les transports invisibles arsenal, ateliers à wagons, gare
de triage, péniche...

Les industries

a) **8 entreprises traditionnelles** vues de l'extérieur et pour
lesquelles on analyse le type
les matières qui entrent et sor-
tent
les transports
l'énergie
la localisation et la justification.

b) **Le nouveau industriel** : zoning de Ghlin-Baudour
7 entreprises envisagées de la
même manière.

- a) Les cimenteries d'Obourg : usines traditionnelles mais modernisées.
- b) Boël : usine sidérurgique complète et en développement + entreprises liées SAFEA, Glaverbel.
- c) Transports écluse et canal 350 T.
Nouvelle écluse et canal 1350 T.
Ascenseur de Houdeng.
Plan incliné de Ronquières.
Nœud autoroutier et autoroute E 10
E 41

Ligne ferroviaire industrielle
Pipe-line alimentant Feluy
- d) Deux usines touchées par la crise économique
Anglo-Germain fermé
Thiriau en voie de reconversion
- e) Nouvelle raffinerie de Feluy en construction.

- a) Population, habitat : formes différentes et organisation
les villes
- b) Le charbon et ses influences.
- c) Les industries regroupées en : industries traditionnelles
renouveau industriel.
- d) Recherche des conditions du renouveau industriel et de la localisation des entreprises.

a) Région de Charleroi	Site moyens de communication
b) Région de Liège	industries traditionnelles renouveau industriel.

- a) L'Allemagne rhénane : produits
schéma : villes, produits
inclure le schéma dans la carte d'Europe
Place de l'Allemagne dans le monde
explications de la prospérité économique.
- b) Le Japon industriel : même manière que pour l'Allemagne + circonstances particulières.

- 60

Le Sud-Est et ses cultures.
Le Far-West et ses modifications actuelles.
Le Nord-Est.

En conclusion : comparaison entre le fermier belge et le fermier américain.

Chap. 3 : Part de la biologie dans chacun des problèmes au 1^{er} cycle rénové.

En 1^{re} rénovée.

1° Nourriture.

- a. étude comparative arbres et arbrisseaux (critères : feuilles, bourgeons, écorce), plantes simples de la strate herbacée (fleurs), fonctions des différents organes.
- b. les appareils de nutrition au départ d'une dissection de mammifère.
- c. la peau et ses productions : étude détaillée dents, dentures, dentitions - étude des dentures en rapport avec le régime alimentaire.
- d. Chaînes de nutrition - équilibre biologique et conditions de vie.

3° Habitat.

étude de différents biotopes : types biologiques, stratification végétale, populations animales.

3° Santé.

les appareils de nutrition et de la relation ;
la pollution de l'eau, de l'air.

4° Environnement naturel et ses altérations.

adaptation des végétaux au climat (microclimats)
la pollution de l'air
la pollution de l'eau
déboisement et érosion
nécessité des espaces verts.

En 2^{re} rénovée.

1° Fabrication et production de biens

Extension de notions abordées au point 4° - 1^{re} rénovée.

2° Communications - Déplacements - Possibilités de contacts.

Les appareils de relation : squelette - muscles - organes des sens - système nerveux.

3° Vie envisagée sous l'angle biologique et démographique.

- a. Multiplications (asexuée et sexuée) des végétaux.
- b. Reproduction des mammifères.

- c. Notions élémentaires d'évolution et de systématique chez les vertébrés.

4° Relations avec autrui.

- a. organes des sens.
- b. sociétés animales : parasitisme - symbiose.

Toutes ces notions sont envisagées au cours du cycle au moment le plus opportun compte tenu de la logique intérieure du cours.

Utilisation biologique des excursions au sein du groupe IV en 1^{re} rénovée.

I. Ecole et ses abords immédiats.

a) Travail sur le terrain.

1° Colonisation botanique.

découverte des types biologiques - dénomination
échantillons : appréciation de leur taille
relations homme - végétation

2° Population animale.

observation « occasionnelle » de la vie animale.

b) Exploitation en classe.

- 1° l'association végétale
- 2° les communautés biologiques
- 3° les formes végétales
- 4° la stratification végétale
- 5° les types de végétation
- 6° les populations animales
- 7° mise en évidence de facteurs physiques exerçant une influence sur la vie des communautés biologiques.

Extension au cours des excursions suivantes.

II. Splennes.

a) Travail sur le terrain

Les rameaux d'orme, de frêne, de lierre, de cotoneaster.

- 1. les feuilles parties
 observation du limbe
 disposition sur le rameau
 mise en évidence et localisation des nervures
- 2. Les bourgeons mise en évidence et localisation

Les conifères (épicéas).

2^e partie de l'excursion (questionnaire complémentaire).

Les rameaux de tilleul et de sorbier.

b) *Exploitation en classe*

1. les parties d'une feuille
2. les genres de feuilles
3. la disposition des feuilles sur le rameau porteur
4. la nervation des feuilles simples
5. la durée des feuilles
6. en synthèse, élaboration d'un tableau dichotomique et détermination des arbres et des arbrisseaux.

III. Baval.

- a) *Utilisation d'un tableau dichotomique de détermination des arbres et des arbrisseaux par les feuilles : hêtre - charme - noisetier - érable.*

Recherche d'une petite « recette » permettant de connaître chaque arbre ou arbrisseau rencontré, du premier coup d'œil.

- b) *Exercices d'observation*
d'expression
de classement
de fixation.

IV. Mons 1 : en suivant la Trouille d'Hyon à Mons.

- | | | | |
|-------|--------------|----------------------------|-------------|
| a) 1. | le lierre | rameau grimpant - feuilles | |
| 2. | le tilleul | habitat | |
| | le platane | rameaux | |
| | le sureau | bourgeons | disposition |
| | | | description |
| | le noisetier | écorce | |
| | l'érable | particularités | |
| | l'aulne | fonction | |

- b) 1. Etablissement de la « carte d'identité » du lierre
2. les bourgeons structure, disposition
3. les cicatrices foliaires
4. les lenticelles
5. utilisation d'un tableau dichotomique de détermination des arbres et des arbrisseaux par les bourgeons et les écorces.
élaboration de « passeports »
6. exercices
7. fonctions des arbres et arbrisseaux
8. Sortes de racines.

V. Mons 2 : au cœur de la ville.

- a) 1. *Le sorbier* habitat
 rameaux
 bourgeons
 écorce
2. *Le thuya* habitat
 feuille
 fonction
3. *Des curiosités biologiques*
- le hêtre et le charme : feuilles
 - le lierre : rameaux, feuilles
- b) 1. Exercice d'observation et de fixation { établissement
2. Fonctions des arbrisseaux (conifères) { du « passeport »
3. Durée des feuilles : feuilles marcescentes { du sorbier.
4. « Carte d'identité » du lierre.

VI. De Mons à la botte du Hainaut.

- a) 1. *Colonisation botanique* dans chaque région naturelle et localisation des cultures, des prairies, des bois en fonction du relief, de l'orientation et de la nature du sol.
2. *Population animale* observation « occasionnelle » de la vie animale.
3. *Manipulation des tableaux de détermination*
- bois de feuillus et bois de conifères - représentation sur cartes d'Etat-Major
 - gui : plante parasite - habitat.
4. *Fleurs printanières* (Montignies).
- b) 1. *Initiation à l'écologie* (synthèse)
- a. Mise en évidence de communautés biologiques
 - b. Mise en évidence de l'importance des facteurs du milieu
 - climatiques : lumière
 - relief : altitude, orientation
 - roches : nature et consistance du sol et du sous-sol
 - c. Stratification végétale.
 - d. Rapports entre êtres vivants et milieu.
 - e. Chaînes trophiques et équilibre biologique.
2. *Plantes parasites et non parasites.*
3. *Etudes florales* dissections
 calendrier botanique

4. Travaux de morphologie

5. Etude d'un conifère

II. Remarque importante.

Les périodes intermédiaires entre les différentes exploitations botaniques sont judicieusement mises à profit pour aborder dès la première rénovation des éléments de zoologie.

L'homme et les mammifères.

Etude descriptive et comparative.

- 1° *Caractères extérieurs*
2° *La peau et ses productions* : étude détaillée dents, dentures, dentitions au départ d'une dissection d'un mammifère.
3° *Les appareils de nutrition*
4° *Les appareils de relation*
Squelette - Muscles - Organes des sens (œil et oreille) - système nerveux.

Utilisation biologique des excursions au sein du groupe IV en 2^e rénovation.

Travail sur le terrain.

Exploitation en classe.

Exercice de synthèse

- 1° les feuilles**
Structure - genre - dispositions
- nervations - durées - modes
d'insertion.
- 2° les fleurs**
Structure - fonction des organes.

I. Borinage.

- | | | |
|---|-----------------------------------|-----------------------------|
| 1° récolte de fruits | 1° <i>fruits</i> | — origine |
| | | — structure |
| | | — classification |
| 2° bâtiments abandonnés et ma-
rais : végétation ? | 2° <i>reproductions végétales</i> | |
| | a. asexuée | — naturelle |
| | | — artificielle |
| couverture végétale des terrils | b. sexuée | — dispersion
des graines |
| | application : | — recolonisation |
| | | — reboisement |

- 3° place Verte (Hornu) ? (places boisées)
estimation de l'âge des arbres
contrôle (monument).
- 4° intervention de l'homme dans les communautés naturelles (changement de niveau de la nappe aquifère suite à la construction du nouveau lit de la Haine).

II. Centre.

- 1° les cimenteries d'Obourg, les toits des habitations, aspects de la végétation à proximité de l'usine.
Aspects des quartiers résidentiels.
- 2° la zone déboisée en bordure de la cimenterie
- 3° l'eau du canal à proximité de l'ascenseur.
- 3° espaces verts
1° pollution de l'air
espaces verts (grandes fonctions végétales).
- 2° déboisement et érosion
- 3° pollution de l'eau.

Remarque : le questionnaire comprend un grand nombre de questions relatives à l'initiation à la physique : écluse, ascenseur hydraulique, plan incliné.

III. Excursion en milieu rural.

A. L'herbage et ses prolongements.

- 1° *parcellement quotidien*
superficie parcelle journalière
nombre de têtes de bétail par parcelle
- 2° *les engrais* utilisés par le fermier pour ses prairies
constitution, classement
- 3° *l'alimentation du bétail*
silos - procédés
- 4° *productions*
- 5° *reproduction*
— vaches (morphologie) - bœuf
— taureau
— insémination artificielle
- 1° chaînes alimentaires et pyramides de population.
- 2° les aliments des plantes
- 3° la constitution des êtres vivants
- 4° *types d'aliments :* productions animales
- 5° *reproduction des mammifères*
organes génitaux masculins et féminins
initiation sexuelle

B. La culture et ses prolongements.

- 1° *Cultures* : succession, type de cultures. 1° *types d'aliments* : productions végétales.
- 2° *Engrais* utilisés par le fermier pour ses cultures. 2° les aliments des plantes, la constitution des êtres vivants.

Remarque importante. Les périodes intermédiaires entre les différentes exploitations des excursions sont utilisées pour envisager l'étude sommaire de l'oiseau, du reptile, du batracien, du poisson en vue de dégager des notions élémentaires d'évolution et de systématique chez les vertébrés.

Chap. 4 : Part de l'histoire dans chacun des problèmes.

1^{re} année.

1° *La nourriture.*

Les sociétés naturelles : ramasseurs - chasseurs - techniques de chasse. Les débuts de l'agriculture, notion de sédentarité, influence du milieu, les produits de la terre, les méthodes de culture, l'outillage et leur évolution.

Permanence dans le temps et dans le monde du problème de la faim (cf. problème de santé).

2° *L'habitat.*

Les abris rudimentaires
L'habitation rurale
L'habitation urbaine

adaptation au milieu et aux besoins
dépendance des matériaux
évolution des techniques.

3° *La santé.*

Problème lié à l'étude du climat en géographie et des besoins vitaux en biologie.

Endémies, épidémies, malnutrition et leurs causes.

Comment concevait-on la maladie autrefois ?

Moments et conditions du progrès médical.

4° *Environnement naturel et ses altérations.*

Les éléments de ce problème se retrouvent dans les problèmes précédents, permettent de dégager les conditions de vie.

2^e année.

1° *Fabrication et production de biens.*

L'évolution de l'industrie humaine dans ses techniques, ses outils, ses produits et ses conditions d'implantation.

Les formes d'énergie utilisées par l'homme au cours des temps.

2° Communications, déplacements, contact.

Les voies de communication.

L'évolution des modes et des conditions de transport. Les produits échangés. Les types d'échange et les modes de paiement.

3° Vie envisagée sous l'angle biologique et démographique.

(en liaison avec les problèmes de nourriture, habitat, santé, pollution, industrie, travail, communications...).

Les mouvements de population (concentration, dispersion, migration) au cours du temps.

La durée moyenne de l'existence humaine et ses variations.

4° Relations avec autrui.

L'homme vit en société : conditions, types de société.

Il organise cette société

Sur le plan économique spécialisation et échanges.

Sur le plan politique La nécessité d'une règle : droits et devoir.

Le choix d'un chef : les formes de pouvoirs.

Sur le plan social Les structures sociales : les classes et leurs relations.

Les défauts de relations : conflits économiques, politiques et sociaux. et leurs solutions :

— la coexistence des conceptions ;

— les organismes de prévention.

Remarque importante.

- 1) Toutes les notions prévues sont abordées au départ d'éléments concrets rencontrés lors des excursions et puisés dans l'actualité. L'étude des points proposés, suppose un échantillonnage judicieux et ne revêt jamais un caractère exhaustif.
- 2) L'exploitation des problèmes n'est pas limitée à un moment déterminé de l'année scolaire. Les problèmes ne sont considérés comme clos qu'à la fin du 1^{er} degré.
- 3) Il convient d'insister en permanence sur la localisation dans le temps.

Utilisation historique des excursions.

1^{re} année.

A. L'école et ses abords immédiats.

a) *sur le terrain* :

- transposition du problème géographique (où) dans le temps (quand) ;
- recherche d'éléments qui permettent de déterminer le moment de création du site actuel et les transformations que ce site a subies au cours du temps.

b) *exploitation en classe* :

- le passage du concret à sa représentation (photo, gravure, plan, écrit...) ;
- la valeur des documents ;
- la localisation dans le temps et la nécessité de points de repère ;
- le classement des renseignements : notion de chronologie ;
- la représentation graphique d'une évolution : la ligne du temps.

B. Mons -Spiennes - Harmignies - Nouvelles.

a) *sur le terrain* :

- le site de Spiennes ;
- le champ à cailloux et le puits néolithique ;
- calcaire et silex ;
- la falaise d'Harmignies (strates : datation) ;
- la ferme fortifiée de Nouvelles et les cultures en paysage limoux.

au musée :

- reconstitution de la minière de Spiennes ;
- l'outillage préhistorique : matériau, fonction, provenance.

b) *exploitation* :

- la vie dans la préhistoire : besoins, habitat, nourriture, outillage, organisation sociale, évolution des techniques ;
- permanence et actualité de la vie préhistorique dans le monde ;
- localisation des sites préhistoriques dans le temps et dans l'espace ;
- nomades et sédentaires : conditions de mutation ;
- le problème de la datation ;
- l'habitation rurale traditionnelle adaptée au milieu et aux besoins de son époque.

C. Mons - Baval.

a) sur le terrain :

- la chaussée et la colonne Brunehaut ;
- les vestiges du forum ;
- la muraille défensive du 3^e s. après J.-C. ;
- le musée local : — nous retrouvons la préhistoire ;
— les éléments de la vie quotidienne urbaine.

b) exploitation :

- le carrefour routier, justification des chaussées romaines ;
- la cité gallo-romaine : importance, fonctions ;
- la vie urbaine dans l'antiquité, ses problèmes et leurs solutions ;
- les techniques romaines de construction ;
- la vie dans les campagnes : la villa, son adaptation au milieu et son rôle économique ;
- extension de la civilisation romaine dans le temps et dans l'espace ;
- localisation dans le cadre événementiel de l'histoire romaine.

D. Mons 1 : en suivant la Trouille d'Hyon à Mons.

sur le terrain :

- le site de la ville ;
- les tracés successifs de la Trouille ;
- le rôle des boulevards ;
- les grands travaux de 1870 : machine à eau, détournement de la Trouille, boulevards, quartiers périphériques, Ecole normale, gare ;
- la limite des anciennes fortifications ;
- différentes conceptions de l'habitation : maison de maître du 17^e, maison bourgeoise de 1870, les étapes du Foyer montois, immeuble à appartements.

E. Mons 2 : au cœur de la ville.

sur le terrain :

- les vestiges des enceintes successives : hollandaise 19^e, Vauban 17^e, communale 14^e, comtale 12^e s. ;
- les quartiers commerçants et les marchés ;
- la Grand-Place, ses édifices et ses fonctions ;
- l'Hôtel de ville : architecture, rôle actuel et autrefois ;
- Ste-Waudru : architecture, importance de l'élément religieux.

L'exploitation de ces deux excursions permet de dégager le milieu urbain et son évolution.

- le choix d'un site urbain et sa justification ;
- l'histoire de la ville et ses préoccupations majeures dans le contexte événementiel et économique qui les conditionne ;
 - l'organisation carolingienne ;
 - le régime féodo-seigneurial ;
 - l'influence des Croisades ;
 - le régime féodo-communal ;
 - les malheurs du 17^e siècle ;
 - du Royaume des Pays-Bas à la Belgique indépendante ;
 - le 19^e siècle : progrès techniques et grands travaux ;
 - les problèmes contemporains de l'urbanisation : communications, logement, salubrité ;
- l'évolution de la notion de protection ;
- l'évolution de l'habitation urbaine ;
- la vie et les activités urbaines au moyen âge : marchands et artisans.

En extension : l'habitat urbain dans le monde et dans le temps.

F. La botte du Hainaut.

a) sur le terrain :

- la ferme napoléonienne d'Harmignies ;
- le château fort de Solre-sur-Sambre ;
 - site
 - appareil défensif
 - dimensions
- la ferme fortifiée de Montignies-St-Christophe
 - aspect défensif
 - aspect agricole
 - activités (interview du fermier)
- la ville de Beaumont : site et remparts (en application de Mons) ;
- Point du jour :
 - le défrichement géométrique du 19^e siècle
 - vestiges de l'exploitation du charbon de bois depuis l'époque romaine
 - les restes de l'antique « Forêt charbonnière ».
- Forges Jean Petit : les traces de l'industrie métallurgique du 17^e siècle.
- Scourmont :
 - le site de l'abbaye, les bâtiments et le domaine
 - la vie et les activités des moines (interview).
- Rance : une carrière jadis réputée « le trou de Versailles ».

b) Exploitation.

1) révision et extension de certaines notions en application

- le régime féodal
- le phénomène urbain
- l'évolution de l'habitation

2) des éléments nouveaux :

- le milieu rural : problèmes, activités, évolution des méthodes.
- l'industrie des temps modernes : localisation, besoins, techniques
- la survivance actuelle d'une foi, d'une tradition, d'une économie : l'abbaye.

N. B. — Les problèmes Santé et Environnement naturel et ses altérations peuvent être motivés par des éléments puisés dans toutes ces excursions, indépendamment des occasions nombreuses qu'offre l'actualité.

- le problème de l'alimentation en eau potable (Bavai, Spiennes, Mons) ;
- le problème de la salubrité en milieu urbain (Bavai, Mons) ;
- le problème des soins et de la lutte contre les épidémies (Bavai, Mons, Abbaye).

2° année.

A. Le Borinage.

Observation sur le terrain : Cf. géographie.

- le coq de Jemappes (point de repère événementiel justifié par l'essor économique et l'infrastructure administrative qu'avait donnés au vieux Borinage le régime française) ;
- l'ensemble industriel et social du Grand Hornu.

B. Le Centre.

Observation sur le terrain. Cf. géographie.

- l'ensemble industriel et social de la verrerie de Fauquez (travail d'application pour les élèves : établissement d'un parallèle avec le Grand Hornu).

L'exploitation de ces deux excursions permet de dégager des synthèses évolutives de :

- l'évolution industrielle du 17^e siècle à nos jours : localisation, besoins, extension, techniques (Forge Jean Petit - Grand Hornu - Levant Produit - zonings de Ghlin et Feluy) ;

— l'évolution des énergies utilisées par l'homme

(hydraulique : Fagne
vapeur : Grand Hornu
pétrole : Feluy
électricité : centrales thermique de Baudour
hydroélectrique : Ronquières) ;

- l'évolution des voies de communication et des moyens de transports : route, eau, rail ;
- les produits échangés, l'histoire des systèmes d'échange et des procédés de paiement.
- Les structures sociales et l'évolution de la condition ouvrière des temps modernes aux temps contemporains, les conflits sociaux et leurs solutions.

C. *Une enquête complémentaire* est menée par les élèves sur la condition actuelle de l'ouvrier d'industrie.

D. Deux excursions dans le milieu rural.

a) *observation sur le terrain* : cf. géographie.

- le lotissement prince de Ligne à Casteau (période autrichienne) ;
- le S.H.A.P.E. et son rôle.

b) *Exploitation.*

Ces deux excursions permettent des exercices de rappel et d'application de notions antérieures. Elles apportent des compléments à deux problèmes dont la synthèse globale pourra être réalisée :

- la nourriture (techniques modernes de culture et d'élevage) ;
- les communications, déplacements, possibilités de contacts.

E. a) A l'occasion du choix de délégués-élèves pour les conseils de discipline et le conseil de gestion de l'école.
(excellente motivation les élèves se sentant directement concernés et responsables).

Organisation d'Elections démocratiques respectant les formes de nos élections législatives et **Elaboration d'un règlement.**

b) *Exploitation en extension.*

- La nécessité d'une règle (chartes médiévales, notre constitution...).
- Le choix d'un chef : de la monarchie absolue au régime démocratique.
- Le fonctionnement de nos institutions.

F. De tous les *types d'organisation* étudiés sur les plans économique, social et politique, dégager le **problème de leur coexistence**.

- Les heurts inévitables (s'appuyer sur les exemples concrets que l'actualité fournit chaque année).
- et les solutions possibles : organismes de prévention.

J. FLERON - J. DEBLESER - J.-P. CLARA.

LEÇON TYPE.

L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DU 17^e SIÈCLE À NOS JOURS.

(Cours expérimental - Enseignement moyen du degré supérieur, 2^e année.)

Les historiens de l'après-guerre font une place de plus en plus grande à l'utilisation des travaux des démographes, les considérant comme susceptibles d'éclairer les faits du passé proche ou lointain. Inversement les historiens apportent aux démographes leur contribution dans l'explication des constatations faites par ceux-ci. Histoire et démographie collaborent donc de plus en plus.

« Le nombre d'hommes, c'est celui des consommateurs et des producteurs, cela dit le rôle de la démographie dans l'économie et l'importance prise par l'histoire des populations ».

(J. LESOURD et C. GERARD, *Histoire économique : XIX^e - XX^e s.*, A. Colin, Paris, 1963.)

L'introduction d'un tel chapitre paraissait donc indispensable dans le programme d'histoire renouvelée, à la formation des élèves des dernières classes d'humanités. Nos objectifs sont évidemment peu ambitieux, nous n'avons pas la prétention de faire œuvre de spécialistes : il s'agit de faire découvrir par les élèves des conclusions simples et générales.

L'étude de ce chapitre est basée sur des documents consistant en textes, renseignements statistiques et graphiques. A une époque où la statistique et la graphique deviennent des éléments quotidiens dans la vie des hommes, c'est une occasion d'initier les élèves à leur lecture et à leur interprétation.

Ces documents sont fournis aux élèves pour servir à l'élaboration d'un travail de groupes. Ils sont accompagnés d'un questionnaire qui les guide dans l'étude de ces documents. Les travaux en équipes sont précédés par une introduction faite par le professeur expliquant ce qu'est la démographie, ce qu'elle étudie et son importance pour l'historien.

Chaque groupe fait son rapport, corrigé par le professeur avec appel aux autres équipes. Ces rapports prennent environ quatre leçons. Le travail est, en effet, lent, car c'est la première fois que les élèves travaillent une matière de ce genre ; en ce qui concerne les statistiques et les graphiques, il y a une maladresse inhérente à l'inexpérience : tendance à se perdre dans les détails aux dépens de conclusions générales ou tendance à n'interpréter qu'une partie du graphique : défauts montrant combien des exercices de ce genre sont nécessaires pour améliorer l'esprit d'observation et de synthèse des élèves, surtout si comme ceux-ci, ils sont issus de classes traditionnelles.

A noter que le point de départ est un problème auquel les élèves sont sensibilisés par les « mass-media » : celui du contrôle des naissances et un document d'actualité encore proche : l'Encyclique *Humanae Vitae*.

Ces travaux de groupes servent ensuite à l'élaboration d'une synthèse générale faite par le professeur et les élèves ; synthèse d'où se dégagent les points suivants :

- I. *Evolution démographique du 16^e au 19^e s.* (notions très générales données par le professeur).
- II. *La Révolution démographique européenne au 19^e s.*
surtout sensible à partir de $\pm$ 1850 (Causes).

En corollaire : le malthusianisme,

les phénomènes migratoires :

- L'Europe peuple le monde.
- Migrations campagnes - villes, facteurs favorables - problèmes d'urbanisme.

III. *L'Evolution démographique au 20^e s.*

- L'importance des deux guerres mondiales (incidence assez faible sur l'évolution démographique).
- Politique populationniste de certains Etats européens.
- Le contraste entre l'accroissement démographique modéré de l'Europe et des pays développés et l'explosion démographique du Tiers-Monde, particulièrement après 1950.
A noter que le chapitre suivant : « L'évolution de la science » et l'étude en particulier de l'évolution de la médecine viendra éclairer les faits démographiques constatés.
- Retour au point de départ : problème du contrôle des naissances : attitude des divers pays face à ce problème.
- Un dernier paragraphe est consacré aux déplacements de populations au 20^e s. (caractère très différent de ceux du 19^e s.) et à leurs causes.

BIBLIOGRAPHIE.

Marcel REINHARD, André ARMENGAUD, Jacques DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, Ed. Montchrestien, Paris, 1968.

Hubert SCHNERB, *Le XIX^e s. Histoire générale des civilisations*, publiée sous la direction de Maurice CROUZET, Tome VI, P.U.F., Paris, 1955.

Maurice CROUZET, *L'Epoque contemporaine, Histoire Générale des Civilisations*, publiée sous la direction de M. CROUZET, Tome VII, P.U.F., Paris, 1957.

J.-M. JEANNENEY, R. BARRE, M. FLAMANT, M. PERROT, *Documents économiques, Textes et Documents*, Collection Thémis dirigée par Maurice DUVERGER, Tome I, P.U.F., Paris, 1958.

J.A. LESOURD et C. GERARD, *Histoire économique, XIX^e - XX^e s.*, 2 vol., Coll. U, A. Colin, Paris, 1963.

P. BONNEFOUS, *Le monde est-il surpeuplé ?*, Hachette, Paris, 1968.

A. MATTELART, *Géopolitique du contrôle des naissances*, Ed. Universitaires, Paris, 1967.

A. NOUSCHI, *Initiation aux sciences historiques*, Nathan, Paris, 1967.

Max SORRE, *Les migrations des peuples*, Flammarion, Paris, 1955r.

H.A. CITROEN, *Les migrations internationales*, Libde Médecine, Paris, 1947.

A. SAUVY, *L'Europe et sa population*, Les Editions internationales, Paris, 1953.

Y. LACOSTE, *Géographie du sous-développement*, P.U.F., Paris, 1965.

A. TEXTES.

Texte 1.

« Le nombre des hommes, c'est celui des consommateurs et des producteurs : cela dit le rôle de la démographie dans l'économie et l'importance prise par l'histoire des populations ».

J. LESOURD et C. GERARD.

Texte 2 : L'encyclique « *Humanae Vitae* » 25 juillet 1968.

Extraits :

« ... L'évolution récente de la société a entraîné des mutations telles que de nouvelles questions se sont posées : questions que l'Eglise ne pouvait ignorer, en un domaine qui touche de si près à la vie et au bonheur des hommes.

Les changements survenus sont effectivement notables et de plusieurs sortes. Il s'agit du rapide développement démographique. Beaucoup manifestent la crainte que la population mondiale n'augmente plus vite que les ressources mises à sa disposition... L'homme a accompli d'étonnants progrès dans la maîtrise de la nature et de son organisation rationnelle, au point qu'il tend à étendre cette maîtrise à son être lui-même pris dans son ensemble... Jusqu'aux lois qui régissent la transmission de la vie. Un tel état de choses fait naître de nouvelles questions... On demande si le moment n'est pas venu pour lui de confier à sa raison et à sa volonté, plutôt qu'aux rythmes biologiques de son organisme, le soin de régler la natalité.

La Commission d'étude que notre Prédécesseur Jean XXIII... avait instituée en mars 1963 ... avait pour but de recueillir des avis sur les

nouvelles questions relatives à la vie conjugale, et en particulier celle de la régulation de la natalité, et de fournir d'opportuns éléments d'information pour que le Magistère pût donner, à l'attente non seulement des fidèles, mais de l'opinion publique mondiale, une réponse adéquate... Les conclusions auxquelles était parvenue la Commission, ne pouvaient être toutefois considérées par Nous comme définitives, ni Nous dispenser d'examiner personnellement ce grave problème, entre autres parce que le plein accord n'avait pas été réalisé au sein de la Commission... C'est pourquoi, ayant attentivement examiné la documentation qui Nous a été soumise, après de mûres réflexions et des prières assidues, Nous allons maintenant, en vertu du mandat que le Christ Nous a confié, donner Notre réponse à ces graves questions ...

Nous devons encore une fois déclarer qu'est absolument à exclure, comme moyen licite de régulation des naissances, l'interruption directe du processus de pénération déjà engagé et surtout l'avortement directement voulu et procuré, même pour des raisons thérapeutiques. Est pareillement à exclure, comme le Magistère de l'Eglise l'a plusieurs fois déclaré, la stérilisation directe, qu'elle soit temporaire ou perpétuelle, tant chez l'homme que chez la femme. Est exclue également toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation...

Une pratique honnête de la régulation de la natalité exige avant tout des époux qu'ils acquièrent et possèdent de solides convictions sur les vraies valeurs de la vie et de la famille et qu'ils tentent d'acquérir une parfaite possession d'eux-mêmes. La maîtrise de l'instinct par la raison et la libre volonté impose sans nul doute une ascèse, pour que les manifestations effectives de la vie conjugale soient dûment réglées, en particulier pour l'observance de la continence périodique. »

Texte 3 : Réactions belges à l'Encyclique « Humanae Vitae ».

Des personnalités laïques adressent une lettre ouverte à l'Episcopat.

Le Soir 29/8/68.

Les réserves qui se font jour ont pour objet les directives relatives à l'application concrète de la régulation de la fécondité... Là où le monde entier a le souci d'arriver à une maîtrise raisonnable d'une fécondité naturelle, aveugle et explosive et de pouvoir l'orienter dans la voie de l'équilibre humain, l'Encyclique rejette l'ensemble des techniques utilisées, en se contentant d'évoquer les abus graves toujours possibles. Mais chacun sait que toute conquête humaine peut être utilisée à de bonnes ou à de mauvaises fins ... par cette prise de position, l'Eglise se place en dehors du monde ; dans le problème clé qu'elle doit affronter, l'humanité se trouve privée de la lumière et du soutien d'une des grandes sources d'inspiration morale. Et pourtant, les problèmes sont là : le besoin constant

de relever la vie personnelle dans le mariage et dans la famille : porter remède aux conditions indignes d'une grande partie du genre humain, dues partiellement à la pression démographique ...

Texte 4 : Les évêques belges publient une déclaration attendue sur l'Encyclique « Humanae Vitae ».

Le Soir, 31/8/68.

Malines, le 30 août 1968.

... Rarement, un document du Magistère ecclésiastique aura été accueilli avec une attention aussi vive, et sur certains points, avec des sentiments aussi divergents que l'Encyclique « Humanae Vitae » et cela tant parmi les catholiques que dans le monde entier ...

Vos évêques sont profondément conscients des difficultés que nombre de fidèles éprouvent ; ceux-ci se demandent jusqu'à quel point ils sont tenus d'accepter et d'observer les prescriptions édictées par le Pape ...

Si quelqu'un compétent en la matière et capable de se formuler un jugement personnel bien établi (ce qui suppose nécessairement une information suffisante) arrive, sur certains points, après examen sérieux devant Dieu, à d'autres conclusions, il est en droit de suivre en ce domaine sa conviction, pourvu qu'il reste disposé à continuer loyalement ses recherches ...

Le jugement sur l'opportunité d'une nouvelle transmission de la vie appartient en dernier ressort aux époux eux-mêmes qui doivent en décider devant Dieu.

Texte 5 : BODIN, écrivain politique 16^e s.

Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets, trop de citoyens, vu qu'il n'y a richesse, ni force sans hommes.

Texte 6 : MOHEAU, Recherches et considérations sur la population de France, 1778.

Il est constant que la force intrinsèque des Etats consiste principalement dans la population, et particulièrement, dans le nombre d'individus qui peuvent manier une bêche, conduire une charrue, travailler un métier, porter des armes, enfin se reproduire : telle est la base de la puissance des nations.

Texte 7 : MALTHUS, Essai sur le principe de la population, 1798.

Poussé à accroître son espèce par un instinct aussi puissant, l'homme est arrêté par sa raison qui lui demande s'il lui est permis de mettre au monde des êtres auxquels il ne peut procurer des moyens d'existence.

S'il écoute cet avertissement naturel, la restriction, trop fréquemment, engendre le vice. S'il ne s'arrête pas, l'espèce humaine cherchera sans cesse à croître au-delà des moyens de subsistance.

Mais, comme, en vertu de cette loi de notre nature qui rend la nourriture nécessaire à la vie de l'homme, la population ne peut jamais s'accroître au-delà de la plus faible quantité de nourriture capable d'entretenir la vie, un frein énergique à la population résultant de la difficulté de se procurer des subsistances doit être constamment en action.

La cause principale et permanente de la pauvreté a peu ou point de rapport avec la forme de gouvernement, ou avec l'inégale division des richesses ; il n'est pas en la puissance des riches de fournir aux pauvres de l'occupation et du pain ; et en conséquence, les pauvres, par la nature même des choses, n'ont nul droit d'en demander ; telles sont les importantes vérités qui découlent du principe de la population.

Texte 8 : Karl MARX, Histoire des doctrines économiques, 19^e s.

Charles Darwin, dans son ouvrage « Sur l'origine des espèces » dit dans son introduction :

« Nous allons étudier la lutte pour la vie parmi les êtres organiques du monde entier : telle qu'elle découle inévitablement de leur capacité très géométrique d'accroissement. C'est l'application de la théorie de Malthus au règne animal et végétal tout entier ».

Darwin ne s'aperçoit pas qu'il démolit la théorie de Malthus en découvrant la progression géométrique dans les règnes animal et végétal. La théorie de Malthus consiste précisément à opposer la progression géométrique des hommes établie par Wallace, la progression arithmétique des animaux et des plantes.

Texte 9 : KEYNES, économiste anglais, 20^e s.

Le temps est venu pour chaque Etat d'avoir une politique réfléchie en matière de repopulation, et de savoir s'il a intérêt à ce que celle-ci aille en s'accroissant ou en diminuant. Cette politique une fois décidée, il s'agit de prendre les mesures indispensables pour qu'elle reçoive son application. Un temps viendra peut-être un peu plus tard où la Société aura à veiller sur la qualité aussi bien que sur les nombres de ses membres futurs.

Texte 10 : Débats à l'Organisation Mondiale de la Santé (1962).

Votes à propos d'une motion proposée par la Suède : « L'O.N.U. devrait fournir aux gouvernements, quand ils en font la demande, l'assistance technique pour leur permettre d'exécuter leurs projets et leurs programmes relatifs aux problèmes démographiques. »

	Europe Océanie Amér. du Nord	Pays de l'Est	Asie	Afrique	Amérique latine
<i>Pour</i>	Islande Finlande Norvège Suède Danemark Grèce Angleterre Australie Nouvelle- Zélande	Yougoslavie	Japon Inde Pakistan Ceylan Thaïlande Malaisie Arabie séoudite Irak Turquie	Egypte Lybie Tunisie Algérie Maroc Uganda Burundi Haute- Volta Ghana Guinée Mali	Chili Costa Rica
<i>Contre</i>	Irlande Autriche Belgique Pays-Bas Luxem- bourg France Italie Espagne Portugal	Tchécoslo- vaquie	Chine (Formose) Liban	Cameroun Rép. Centr. Africaine Tchad Congo Dahomey Liberia Mada- gascar Ruanda Sénégal	Rép. domi- nicaine Salvador Honduras Venezuela Colombie Equateur Pérou Bolivie Paraguay Brésil Uruguay Argentine
<i>Abstentions</i>	U.S.A. Canada	U.R.S.S. Albanie Bulgarie Hongrie Pologne Roumanie	Afghanis- tan Birmanie Cambodge Indonésie Laos Philippines Mongolie Iran Israël Jordanie	Ethiopie Soudan Tanganyka Togo Côte d'Ivoire Nigeria Sierra Leone	Cuba Haïti Mexique Nicaragua Panama

Texte 11 : Propos du Docteur russe Smulevich à la Conférence mondiale de la population : Belgrade 1965.

Les marxistes sont contre les théories malthusiennes qui éloignent l'attention des classes et des nations opprimées des véritables causes sociales et économiques de leur pauvreté, mais les marxistes ne sont pas opposés à ce contrôle des natalités qui protège la santé de la femme et aide à construire une famille saine et heureuse.

Texte 12 : Conférence de Genève 1963 : propos du délégué du Congo.

Notre pays comprend d'immenses régions pratiquement inhabitées et inexploitées. Si l'expansion dynamique de notre peuple ne contribue pas rapidement à l'occupation totale et définitive de notre territoire, nous risquons de susciter l'envie d'autres pays, lesquels chercheront à s'emparer de nos terres. Si nos populations n'augmentent pas dans des proportions efficaces, il nous sera impossible de mettre en valeur nos précieuses ressources naturelles. Nous souhatterions vivement que la population congolaise puisse doubler en quelques années et nous faisons tout notre possible pour accroître le taux de natalité.

Texte 12 : Prospectus de planning familial diffusé à Singapour (Malaisie).

C'est parce que beaucoup de mères n'ont pas limité leur famille que tant d'enfants manquent d'écoles à Singapour ; beaucoup d'écoles sont surpeuplées et ne peuvent recevoir plus d'enfants. Chaque enfant a le droit d'aller à l'école et d'apprendre à devenir un bon citoyen... C'est parce que beaucoup de mères n'ont pas limité leur famille que tant de gens manquent de maisons à Singapour. Plus de sept cents bébés naissent à Singapour chaque semaine. On ne peut construire assez vite des maisons pour une population qui s'accroît si rapidement. C'est parce que beaucoup de mères n'ont pas limité leur famille que tant de gens manquent de travail à Singapour. Parmi les 66.400 personnes inscrites à la bourse du travail depuis 1947 jusqu'à la fin de cette année, 27.600 seulement ont trouvé du travail. Chaque famille peut résoudre ses propres problèmes en même temps que ceux de Singapour en ayant seulement les enfants qu'elle peut loger, nourrir, vêtir et éduquer.

Texte 14 : Bourguiba (Président de la Tunisie) à l'envoyé spécial du Monde. 1963.

Voilà notre problème le plus pressant. Que signifie un effort de développement si on laisse la pression démographique en ruiner constamment les effets ? Quand j'entre dans les gourbis, je ne vois qu'enfants en bas âge et femmes enceintes. C'est hallucinant. Je leur dis de se modérer, mais c'est un des rares points sur lesquels mes conseils ne sont pas suivis.

B. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES.

1. Population mondiale - Effectifs humains en millions.

	1750	1800	1850	1900	1950	1968
Europe	140	187	266	401	576	693
Asie	479	602	749	937	1386	1883
Afrique	95	90	95	120	206	290
Amér. du Nord	1	6	26	81	167	223
Amér. du centre et Sud	11	19	33	63	162	258
Océanie et Australie	2	2	2	6	13	16
Total	728	906	1.171	1.608	2.510	3.363

M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER.

2. Population mondiale actuelle - Prévisions pour l'avenir.

Environ 3.300 millions (la population du globe n'est connue qu'à 200 ou 300 millions près).

Prévisions pour l'an 2000 : soit 7.400 millions (hypothèse la plus forte) soit 5.300 millions (hypothèse la plus faible).

Pour 2210 : 200 milliards !

En 1966 : 50% de la population réside en Asie non soviétique et près des 3/4 des Asiatiques se concentrent sur les territoires indiens et chinois.

Si le taux d'accroissement actuel se maintient en Asie ; le chiffre de sa population atteindra en l'an 2000 4.400 millions, soit plus que la population mondiale actuelle.

3. Taux de natalité - Le taux de natalité générale est déterminé par le rapport suivant :

$$\frac{\text{Nombre de naissances vivantes (en une année)}}{\text{Nombre d'habitants pour l'année}}$$

On a l'habitude de le calculer par mille ou dix mille habitants.

	1906-10	1926-30	1938	1943	1951	1963
France	127	116	146	158	197	182
Allemagne	203	98	197	160	161	183
Angleterre	157	99	155	165	158	185
Italie	218	169	238	200	184	191
Suède	178	99	149	193	172	148

Calculé pour 10.000 habitants.

4. *Taux de natalité en Amérique latine.*

	1920-24	1930-34	1950-55	1965
Mexique	314	445	450	453
Costa Rica	434	445	450	408
Guyanne britannique	314	323	440	399
Brésil	—	358(1948)	450	—
Guatemala	610	511	511	434
Jamaïque	379	341	344	394

Le taux de natalité se tient entre 400 et 500 dans une grande partie de l'Afrique.

M. REINHARD et A. ARMENGAUD.

5. *Moyenne ou espérance de vie - Europe occidentale.*

C'est la durée probable que chaque individu peut espérer vivre.

1810 : 31 ans 1850 : 36 ans 1900 : 47 ans 1930 : 57 ans
1960 : 70 ans

A. NOUSCHI.

6. *Taux de natalité - Taux de mortalité - Taux d'accroissement.*

(Selon l'O.N.U. : Annuaire démographique, dans Yves LACOSTE)

	Taux de natalité %	Taux de mortalité %	Taux d'acroi- sment naturel %
<i>Moyenne 1950-1960</i>			
Afrique du Nord	45	23	22
Afrique noire	48	27	21
Amérique centrale plus Mexique	42	15	27
Amérique du Sud	42	19	23
Asie du Sud-Ouest	48	22	26
Asie méridionale	41	24	17
Asie du Sud-Est	40	21	20
Extrême-Orient	40	20	20
Europe méridionale	21	10	11
Europe occidentale	18	11	7
U.R.S.S.	25	8	17
Océanie	24	9	15
Amérique du Nord	25	9	18

7. *Evolution de la population rurale et de la population urbaine.*

FRANCE	Années	Population rurale en %	Population urbaine en %
	1851	74,5	25,5
	1886	64,1	35,9
	1911	55,8	44,2
	1954	44	66
GR.-BRETAGNE	1851	52	48
(Angleterre +	1881	37	63
Ecosse + Irlande)	1911	27	73
	1955	25	75
ALLEMAGNE	1871	63,9	36,1
(Rép. fédérale +	1891	47	53
Rép. Démocratique	1911	40	60
allemande)	1955	35	65
RUSSIE	1851	92,2	7,8
U.R.S.S.	1900	87,2	12,8
	1914	81,4	19,6
	1955	40	60
ETATS-UNIS	1840	89,2	10,8
	1870	74,3	25,7
	1890	64,8	35,2
	1910	53,3	45,7
	1950	36	64

D'après J.A. LESOURD et C. GERARD.

8. *Evolution des villes (1800-1910) (habitants).*

	1800	1850	1910	Coefficient d'augmenta- tion 200 à 300 %
Lyon	110.000	156.000	524.000	
Toulouse	50.000	93.000	150.000	
Bordeaux	91.000	131.000	262.000	
Marseille	110.000	195.000	551.000	
Karkow	—	45.000	220.000	

	1800	1850	1910	
Birmingham	71.000	242.000	842.000	1.000 %
Liverpool	82.000	397.000	756.000	
Manchester	47.000	336.000	719.000	
Munich	40.000	110.000	596.000	
Francfort	48.000	65.000	415.000	
Rotterdam	53.000	—	516.000	
Essen	4.000	9.000	443.000	
Kiel	7.000	44.000	206.000	
Dusseldorf	10.000	29.000	410.000	

Pittsburgh	2.000	68.000	534.000	2 000 %
Boston	25.000	137.000	671.000	
Rio de Janeiro	43.000	266.000	858.000	
Buenos-Aires	40.000	76.000	1.272.000	

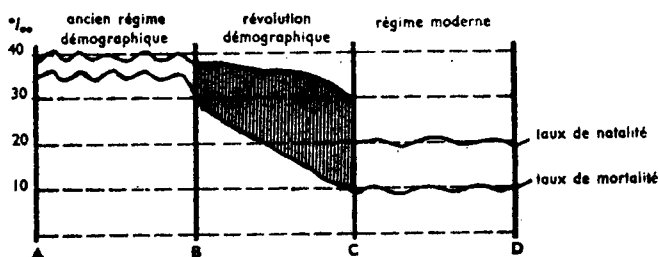
D'après J. LESOURD et C. GERARD.

9. Immigration aux USA.

<i>Période</i>	<i>Total des immigrants</i>	<i>Années caractéristiques</i>
De 1790 à 1820	210.000	
De 1821 à 1840	1 million	1837 : 79.000
De 1841 à 1870	6 millions	1854 : 100.000 1860 à 1865 : 427.000 { par 1866 à 1870 : 370.000 { an
De 1871 à 1921	24.674.000	1905 : 1.126.000 1907 : 1.287.000
De 1921 à 1930	4.296.000	
De 1931 à 1940	528.000	

C. GRAPHIQUES.

1. Schéma de la révolution démographique.

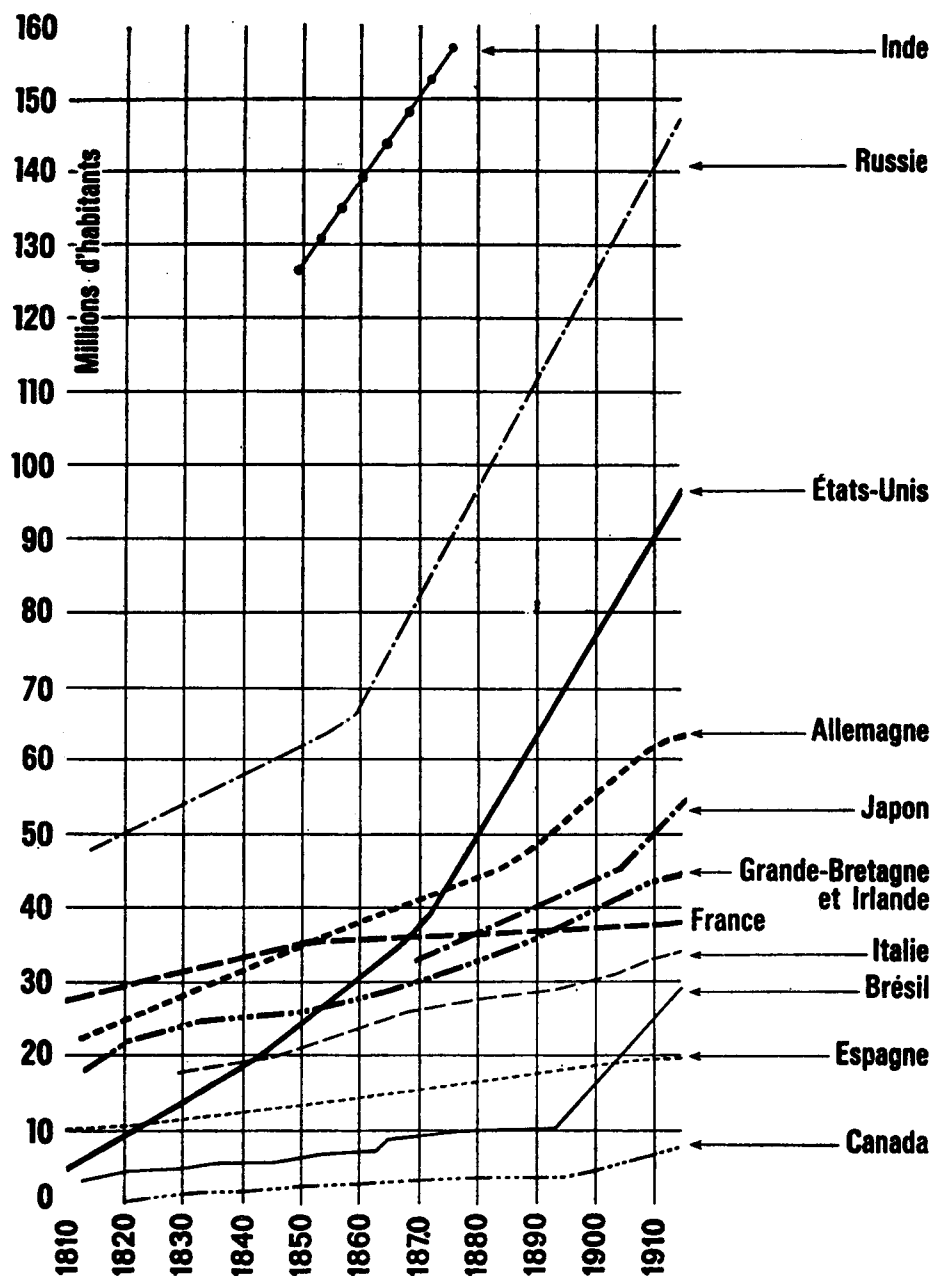


A, B, C, D, correspondent à des dates variables suivant les pays

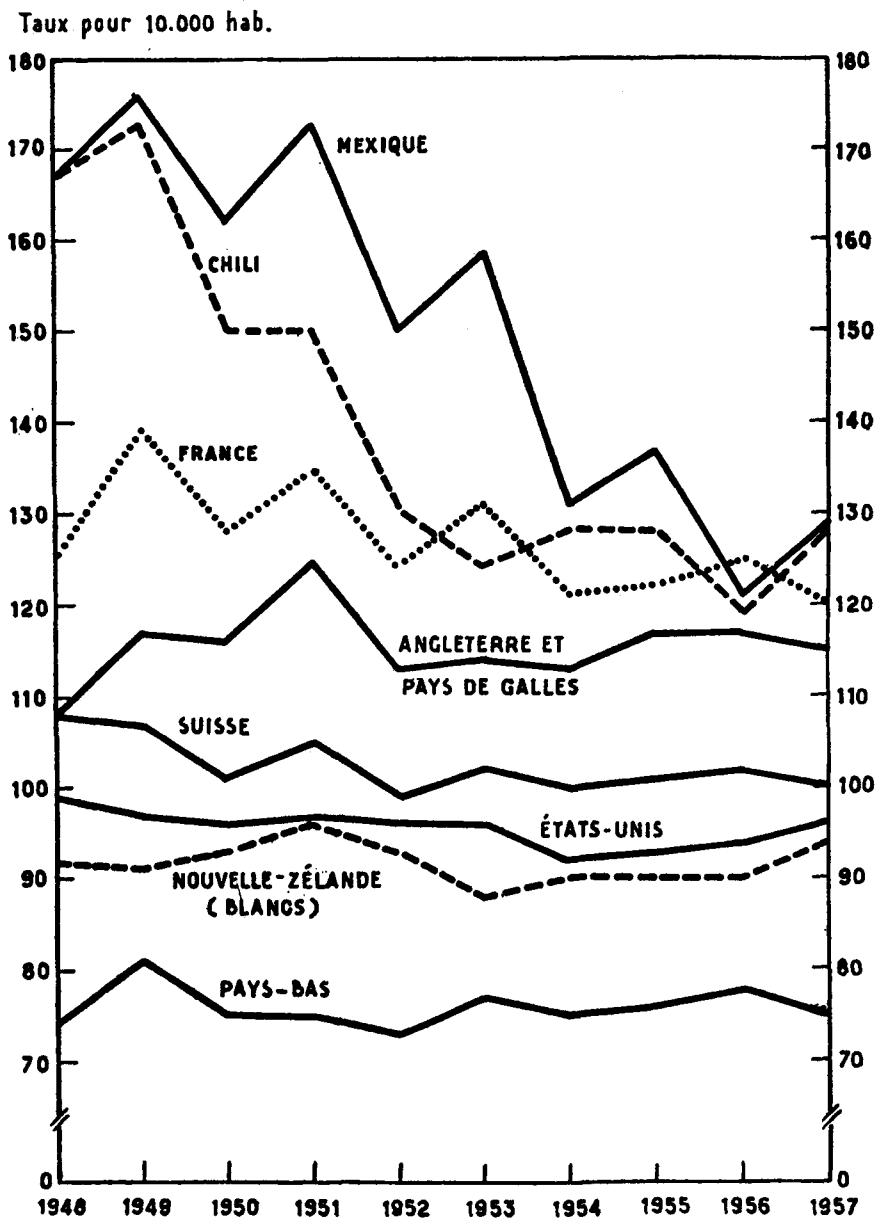
	B	C
Pour la France	1770	1850
Pour le Royaume-Uni	1790	1870
Pour la Russie	1890	1950

D'après J. LESOURD et C. GERARD.

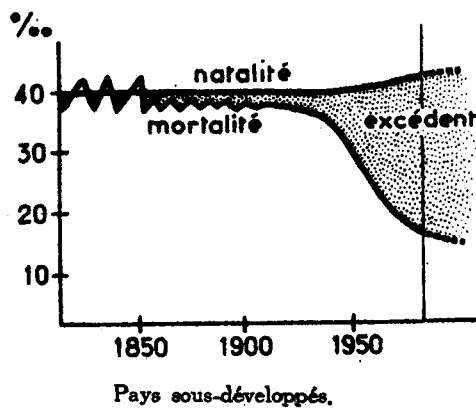
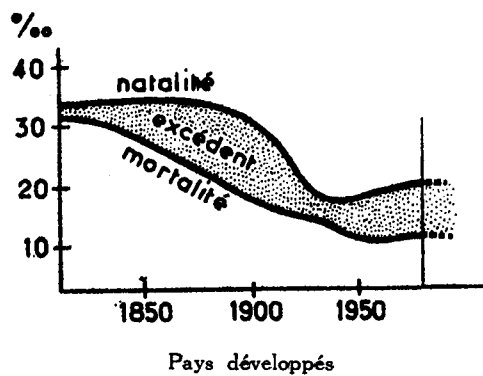
2. Evolution démographique de différents pays au XIX^e siècle.



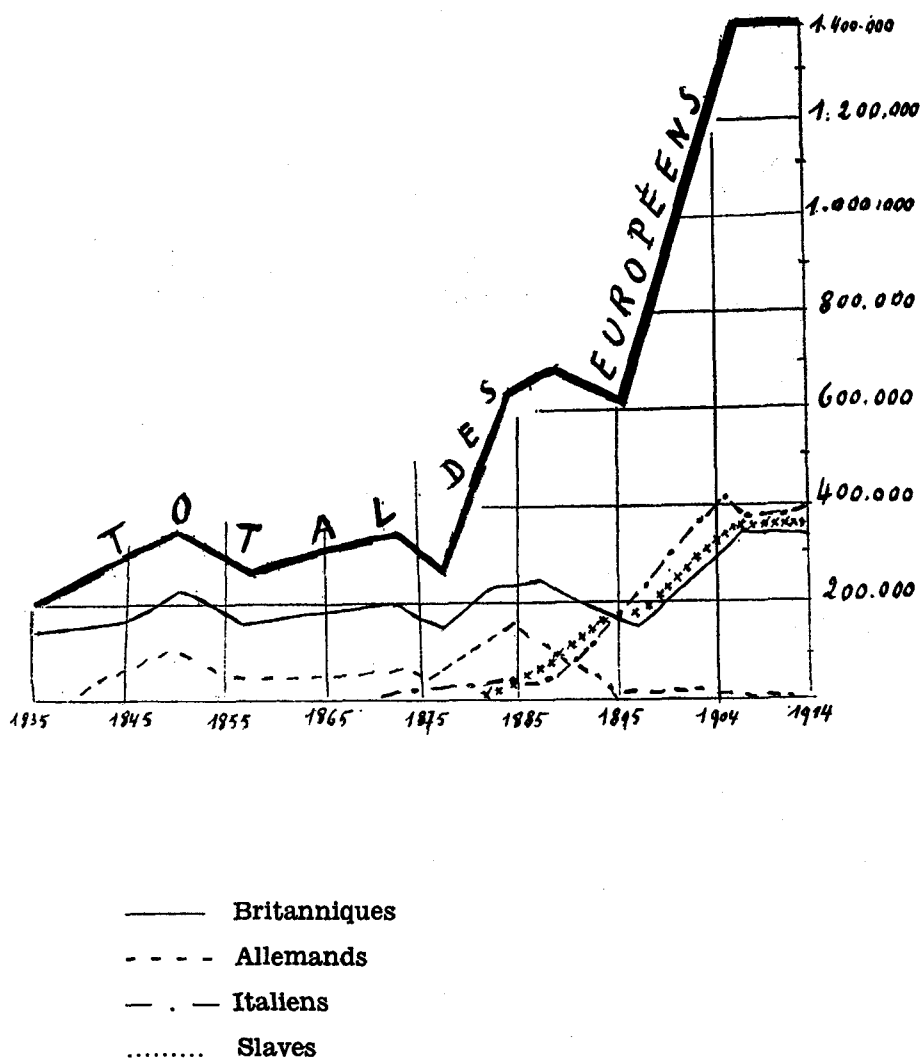
3. Evolution et niveaux des taux de mortalité depuis 1948.



4. Deux types d'évolution démographique.

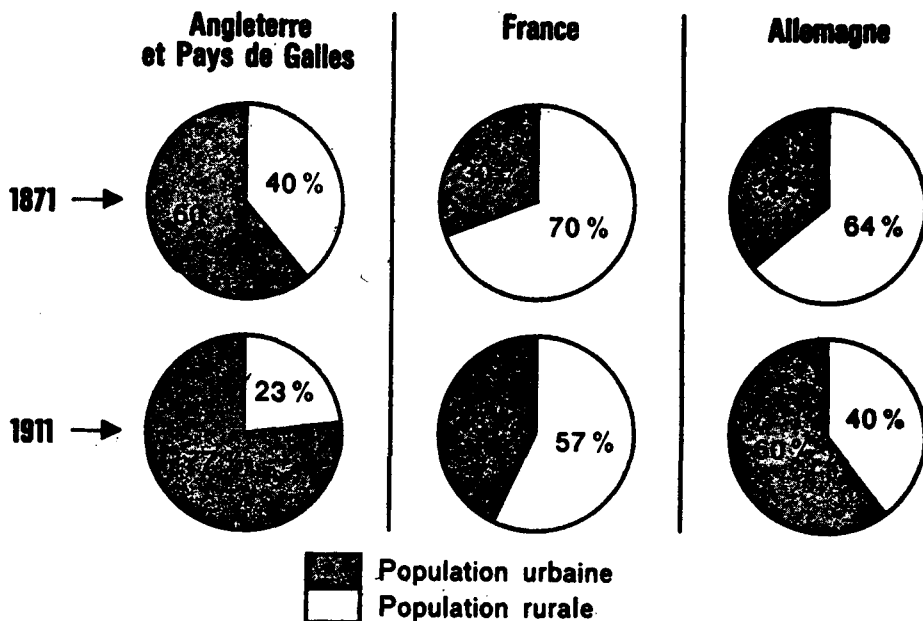


5. Les grandes migrations.



D'après R. SCHNERB, *Le XIX^e s.*, Collection *Histoire générale des Civilisations*, Tome VI, Paris, P.U.F., 1955.

6. *Evolution de la population rurale et urbaine.*



QUESTIONNAIRE DISTRIBUE AUX DIFFERENTES EQUIPES.

A.

- 1) Quel est le problème traité dans l'Encyclique « *Humanae Vitae* » ? Pourquoi ce problème se pose-t-il à notre époque ?

Quelle position le Pape prend-il à l'égard de ce problème ?

- 2) Quelle a été la position prise en Belgique par des personnalités du monde laïc d'une part, des évêques d'autre part, à l'égard de l'Encyclique pontificale.
- 3) Recherchez dans les textes, le théoricien qui le premier a exprimé la « crainte » à laquelle le pape fait allusion au début de son encyclique ?

B. Voyez textes 5, 6, 7.

- 1) Classez ces auteurs selon leur position à l'égard du problème de la natalité. Exprimez très brièvement et globalement lorsque c'est possible leurs arguments.

- 2) Lisez le texte 8. Recherchez ce qu'est une progression arithmétique géométrique.

Exprimez ensuite ce qui est pour Malthus la cause de la pauvreté.

Etes-vous entièrement d'accord avec lui ? Pourquoi ?

C.

Un des problèmes les plus importants de notre époque est l'accroissement démographique.

- 1) Quels sont les facteurs qui déterminent un accroissement de population dans le monde. Interprétez-les.
- 2) Recherchez dans les documents statistiques et les graphiques ceux qui, signalent ou expliquent l'inquiétante augmentation de la population dans le monde.
- 3) Dans quelle catégorie de pays se marque le plus l'accroissement de la population ? Justifiez votre réponse.

Voyez les renseignements statistiques 3, 4, 6. et les graphiques 3 et 4.

Quelles conclusions circonstanciées en tirez-vous en ce qui concerne les pays développés d'une part, les pays sous-développés d'autre part (pour le 20^e s.).

D.

1. *Graphique n° 1* a) Pourquoi le 2^e volet a-t-il été intitulé « Révolution démographique » ?
b) Pour l'Europe occidentale, à quel siècle s'opère cette révolution démographique ?
c) Recherchez parmi les graphiques celui qui indique une solution apportée à cette révolution démographique européenne.
2. Certains documents statistiques et certains graphiques concernent la population rurale et urbaine. Recherchez-les. Décrivez-les. Quelles conclusions tirez-vous ?

M. MAES-COLLARD avec la collaboration de M. AJZENBERG-KARNY.

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

NOTES et glanures

FOSSIER (Robert), **Histoire sociale de l'Occident médiéval**, Paris, Armand Colin, 1970, in-16°, 370 pp. (Collection U, série **Histoire médiévale**).

Les historiens connaissent la collection et l'auteur de cet ouvrage. Une série de manuels universitaires destinés aux étudiants des facultés mais qui permet aux professeurs du secondaire de tenir à jour leur information. Un jeune maître de la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Nancy qui s'est distingué par une thèse brillante et parfois discutée (voir le compte rendu de L. GENICOT dans les **ANNALES, Economies, Sociétés, Civilisations**, t. XXV, 1970, pp. 1475-1491) sur **La terre et les hommes en Picardie jusqu'à la fin du XIII^e siècle**. Le sujet est neuf et difficile. On n'a abordé jusqu'ici l'étude de la société médiévale que d'une manière fragmentaire, sous des aspects privilégiés par les sources écrites. Les faits sociaux médiévaux sont très diffus, les classes sociales difficiles à saisir et à préciser. C'est une raison suffisante pour limiter à la chrétienté latine d'Occident le champ de ses observations. En un millénaire cette société n'est pas restée absolument immobile. Certes, les cinq premiers siècles, des invasions germaniques aux derniers Carolingiens, sont marqués par un solide conservatisme : c'est pour l'auteur « La société primitive ». Au tournant des X^e et XI^e siècles, une société nouvelle s'élabore : c'est « La formation des classes médiévales (du milieu du X^e au milieu du XIII^e siècle) ». Les secousses des XIV^e et XV^e siècles hâtent cette évolution des plans juridique et familial à l'économique et au politique : c'est la « Crise de croissance de la société médiévale (milieu du XIII^e au milieu du XV^e siècle) ». « Car c'est bien là la place du Moyen Age : faire franchir aux hommes d'Europe un palier fondamental de leur histoire sociale, qui les a dotés du X^e au XIX^e siècle d'une société d'« ordres », puis d'« états », puis de « classes ». » (p. 10).

Les deux premiers siècles médiévaux voient la fusion de deux sociétés fort proches depuis plusieurs siècles, la romaine et la germanique, sous le poids de l'inertie plus que de la violence. L'aristocratie, devant l'effondrement de l'Etat, s'est im-

sée par la force, la richesse foncière et l'appui de l'Eglise. Elle possède des domaines gigantesques, qu'elle essaye d'accroître aux dépens du Fisc, de l'Eglise, des paysans libres. Le clergé dispose de larges immunités et d'une assise foncière considérable. Les groupes d'hommes libres existaient déjà dans la société germanique. Le contrôle fiscal, les usages agraires, les nécessités de la défense les justifiaient au Bas-Empire. Les Germains s'en accommodent. Ils sont à l'origine de la communauté paroissiale et agraire. Les colons voient progressivement se dégrader leur condition : ils rejoignent les catégories sociales intermédiaires et se rapprochent du servage, et de l'esclavage qui persiste jusqu'au IX^e siècle. Les villes subsistent mais connaissent une pause qui prépare leur mutation. Leur effacement politique et économique s'explique par la fuite des riches vers les campagnes. Le clergé y prend une place dominante et dispute au comte une clientèle de gens pauvres et sans travail. Les militaires, qui les servent, détiennent le prestige de la force et des armes. Malgré la rareté monétaire, les marchands subsistent en limitant leur ambition aux échanges locaux. A côté des Syriens et des Juifs, apparaissent au VIII^e siècle de nouveaux négociants qui n'exercent leur activité que pendant la morte-saison agricole et artisanale. Ils se groupent dans de nouveaux noyaux urbains aux portes des anciennes villes, des monastères, des petites foires régionales. L'individu ne possède aucune garantie : l'économie précaire de subsistance, le glissement du pouvoir judiciaire dans les mains des puissants, l'absence d'entrave à la violence le laissent sans défense devant l'arbitraire et l'injustice. La seule sécurité il la trouve dans la parentèle (famille large) et la clientèle. Cette dernière, glissant du droit privé au droit public donnera naissance à la vassalité qui, au terme de sa genèse (contrat, hérédité, bénéfice), assurera aux seuls grands la liberté réelle, partagée avec le clergé. Ce premier « état » comprendra les deux premiers « ordres ». Le deuxième « état » et troisième « ordre » réunira le reste des hommes ne possédant ni liberté, ni richesse, ni puissance. Cette structure sociale, définie par Adalbéron de Laon au XI^e siècle, est déjà mise en cause par les révoltes paysannes et urbaines autour de l'an mil.

Il faut situer les transformations postérieures à 950, l'expansion de l'Europe d'entre Seine et Weser, le relâchement des contraintes familiales et domaniales, dans les progrès de la technique, du climat et de la démographie. La structure hiérarchisée de la société, fondée sur l'autorité, l'emprise de l'Eglise et l'unité de la chrétienté, va être démantelée lentement en trois siècles. On constate dans les textes l'affaiblissement de la famille large, beaucoup plus lente dans la noblesse que chez les rustres, l'amélioration de la condition de la femme qui s'explique peut-être par sa rareté, les prémices de la révolte des jeunes en particulier dans la noblesse et chez les clercs, la foi dans la responsabilité de l'individu. A la violence suscitée par le besoin de mouvement et une déplorable hygiène physique et alimentaire, les institutions de paix, plus favorables aux nobles et aux clercs qu'aux faibles, le progrès du droit canon, romain et coutumier, de l'acte écrit, le souci de multiplier les contrats détaillés et précis, vont porter remède. La conscience d'appartenir à un ordre hiérarchisé dans le cadre de la paroisse et de la seigneurie, même quand les catégories sociales commencent à être reconnues, rend les gens modestes aussi bien que les riches hostiles aux vagabonds, ermites, Coliards, Patarins, Vaudois, Albigeois, qui vivent en marge de la société sinon en état de révolte. Le servage, si difficile à saisir dans sa provenance, ses charges, ses aspects divers, va reculer, non sous l'effet de considérations religieuses ou philosophiques, mais sous la pression de l'expansion économique et du souci fiscal. La vassalité crée des liens de dépendance d'homme à homme qui sont sacralisés dans l'hommage. Mais elle présente des contradictions et des distorsions au fur et à mesure qu'on avance dans le temps (pluralité des hommages, sous-inféodation, hommage lige, intrusion de l'autorité royale) qui modifient sa signification initiale. L'épanouissement de la chevalerie s'explique par le goût et le prestige du métier des armes, par la nécessité de s'y consacrer exclusivement. Sacralisée par l'Eglise, elle tend à se confondre sauf exception avec la noblesse. Apanage des riches, elle confère un prestige et devient sous l'influence cléricale un état d'esprit. Comme le lignage, elle est un compagnonnage militaire. Ce besoin de solidarité et d'entraide se retrouve, pour le commun, dans l'essor des associations charitables rurales et urbaines (confrérie, carités, frai-

ries) dont l'origine nous est mal connue. Les métiers urbains qui devaient être à l'origine une structure d'accueil et de soutien pour les nouveaux venus et les faibles, deviennent avec une réglementation sévère une organisation de contrôle des humbles travailleurs par les riches et les puissants, ce qui constitue un détournement de son esprit initial dans un but de «récupération» sociale et politique. Le mouvement communal constitue un degré plus élevé de ces associations horizontales. Les communautés villageoises nées autour de l'église, point de défense, de réunion et de culte, se caractérisent par leur cohésion fondée sur l'organisation interne et l'exploitation rurale. Elles comportent le contrôle de la justice qui lui est déléguée, des assemblées d'hommes libres, des franchises originales ou plus souvent copiées sur celles d'une ville voisine ou des lois réputées. Les communautés urbaines sont nées en Italie d'abord, puis aux Pays-Bas, de l'absence d'autorité publique en ville. L'ampleur des libertés conquises varie selon les circonstances et les résistances de l'autorité. Leur organisation prit vite un caractère oligarchique. L'apparition de la seigneurie banale au début du XII^e siècle ruine les vassaux subalternes, qui restèrent de petits seigneurs fonciers, et porte des coups sérieux aux alleutiers qui ne peuvent en général se maintenir. Au milieu du XII^e siècle, la poussée de l'esprit de profit et les besoins croissants d'argent engendrés par la nécessité des investissements aussi bien ruraux (armement, construction en pierre, salariat, équipement agricole) qu'urbains développent les redevances en espèces, la pression fiscale, la rente foncière. Il en résulte une hausse des prix plus marquée pour les biens mobiliers qu'immobiliers, pour les biens de consommation que pour les salaires. L'argent devient un élément de différenciation sociale entre les paysans aisés et les pauvres, les gens de métier et les artisans ou marchands enrichis. La petite noblesse ruinée par la baisse du loyer de la terre et l'effrètement du domaine, est obligée de s'endetter. La richesse et l'argent commencent à supplanter l'insécurité et la solitude. Ils sont considérés comme générateurs de progrès.

Dans cette société qui cède sous la pression des transformations économiques, les classes sociales commencent à se façonner, bousculant l'incommodité des états et des ordres. Si la noblesse et le clergé restent solidaires, ils voient tous deux s'opérer en leur

sein une cassure entre les couches inférieures et supérieures de leur ordre. La noblesse perd en partie son monopole militaire, tandis que le haut clergé voit ses exemptions fiscales et sa richesse de plus en plus critiquées. Les cadres féodaux fléchissent : le contrat féodal marque plus d'intérêt pour le fief ; son hérédité, son aliénabilité relâchent le zèle des vassaux, et les seigneurs y cherchent remède en créant des fiefs de bourse, des fiefs d'office, des francs fiefs. La fragilité du patrimoine nobiliaire, qui supporte trop de bouches à nourrir, abandonne des profits de justice au roi, ne parvient pas à s'adapter au progrès économique, permet de moins en moins à la petite aristocratie de tenir son rang. Le déclin de celle-ci et l'apparition d'une noblesse d'office vont diversifier la noblesse au XIII^e siècle. La classe paysanne assez homogène, avec son niveau de vie médiocre, son comportement traditionnel, va elle-aussi, sous l'empire du progrès économique et du morcellement du sol, se diversifier : à côté d'une petite minorité de laboureurs aisés, on découvre une masse de manouvriers, de journaliers, de bordiers, qui ne réalisent pas encore tout à fait leur condition misérable. La renaissance des villes est le fait de cette bourgeoisie entreprenante, opportuniste, soucieuse d'apprendre. Ce qui fait leur essor, c'est l'abondance de l'argent disponible et de la main-d'œuvre, c'est la diversification du travail, c'est leur influence sur le plat-pays. Cet enrichissement bénéficie, non tant à la noblesse urbaine, maîtresse du sol et affermissant son rôle militaire, qu'aux hommes d'affaires, marchands et banquiers. Les maîtres des métiers, aux bénéfices modestes, se montrent d'une grande dureté aussi bien à l'égard de l'autorité publique que des artisans, ceux-ci plus exposés encore aux risques du chômage. Les gens de loi, plus que les officiers publics et les intellectuels commencent à jouir d'une influence appréciable. Le gouvernement des villes passe des mains de l'aristocratie à celles des gens d'affaires, les marchands plus que les maîtres des métiers. Mais le tassement de la conjoncture dès le milieu du XIII^e siècle pose le problème « ouvrier », tandis qu'une classe moyenne, maîtres et notaires des villes, coqs de village, maires et fèvres des campagnes, née vers 1230-1250, s'affirme comme une force stabilisatrice.

Les XIV^e et XV^e siècles voient se produire de profondes transformations, qui

accentuent les traits des deux siècles précédents, et au milieu des crises économiques mûrit la société moderne. La mise en question de l'autorité de l'Eglise et la rupture de son unité, l'affirmation de l'autorité universitaire, la libération de l'individu de la tutelle de la famille et de la communauté, font naître les tensions sociales. Cet individualisme s'affirme dans l'économie : la recherche du profit conduit à la spécialisation, à la mécanisation, à la résistance des campagnes aux villes dominatrices, des travailleurs aux entrepreneurs. La dévaluation de l'argent et les guerres paupérisent les hommes à revenu fixe (rentiers, ouvriers). On relève un état mental particulier, fait de contrastes, de peur, de violence, de goût de la jouissance. Les hommes de loi, de lettres, de guerre prennent une importance accrue, tandis que le monde des errants, pauvres, déçus, étrangers, témoignent d'une société impitoyable. Les campagnes se transforment rapidement : le surpeuplement relatif, le recul des cultures au profit des pâtures et des bois, la concentration foncière, expliquent le développement d'un artisanat rural contrôlé par la bourgeoisie, qui par ailleurs y place ses gains en biens fonciers et y oriente les cultures. La noblesse s'y débat dans de redoutables contradictions : son rôle politique n'est plus soutenu par la richesse. Si la haute aristocratie peut encore s'adapter et progresser, la petite noblesse s'éteint, mendie les offices ou rejoint la classe des laboureurs aisés. Les difficultés économiques sont ressenties bien plus encore par la masse des rustres, où le servage reprend, des mendiants, des hors-la-loi. Cependant, le développement des villes en étendue et en influence économique s'affirme de plus en plus. Les hommes d'affaires prennent une part prépondérante dans l'orientation de la politique et conquièrent le gouvernement urbain, que les mouvements sociaux ne peuvent leur enlever. Le contrôle des affaires par quelques familles, qui se lient par le mariage ou l'association, maintient l'ancien esprit de famille dans une véritable exploitation collective de la fortune. Cette minorité de riches rejette dans l'ombre la masse des gens de métiers, des valets, des apprentis, des chômeurs, des errants. Les crises économiques vont être, particulièrement en ville, le révélateur des problèmes sociaux. La pensée universitaire y a peu contribué, parce que les clercs appartiennent à la classe dominante et que la foi s'oppose à la violence et engage à la résignation. Certes, les pré-

cheurs franciscains et spirituels ont suscité des colères populaires sans lendemain. Tous ignoraient les ressorts de la vie économique. Les princes des XIV^e et XV^e siècles, conseillés par des bourgeois expérimentés en la matière, esquissent une législation du travail pour éviter les désordres, non pour déraciner les abus. Il faut noter que les jacqueries ont souvent été le fait de paysans aisés, menacés par la fiscalité et la guerre dans leurs privilèges.

D'autres mouvements ruraux ont été, dans les régions les plus isolées et les plus pauvres, le fait de paysans misérables exploités par les seigneurs et accessibles à des idées religieuses peu claires, on encore de routiers licenciés ou de serfs en fuite entrés en lutte ouverte. Mais ces fureurs paysannes issues de la conjoncture ont développé la paupérisation des travailleurs modestes qui s'affrontent aux maîtres de métier. Ceux-ci favorisent la concentration artisanale, la limitation de l'accès à la maîtrise et à l'apprentissage. D'où des révoltes violentes et brèves, au cours desquelles les travailleurs ont appris l'association. Une classe ouvrière naît, qui résiste à un capitalisme en formation allié à l'autorité royale. Les classes intermédiaires ayant été décimées par la crise, une lutte de classes est inévitable entre ces deux forces opposées. Nous sommes à l'aube des Temps Modernes.

Ce panorama trop sommaire et trop dru, montre bien la principale qualité de cet ouvrage magistral : la mise en œuvre, dans une synthèse clairement pensée, de données éparées prises aux plans économique, social, intellectuel, religieux, juridique, institutionnel, politique, psychologique. L'interpénétration de ces divers aspects est soigneusement mise en évidence. La multiplication des éclairages engendre maintes conclusions neuves et suggestives. Bien des questions s'éclairent, qui étaient restées obscures ou inconnues.

Une table des matières détaillée, un « index des notions » que nous eussions souhaité plus fouillé encore, une abondance de textes et de plans en annexe de chaque chapitre, une bonne bibliographie, font de cet ouvrage riche et attrayant, un instrument de travail indispensable aux professeurs, qui ne pourront que s'y référer souvent.

J. Du.

MANUELS - OUVRAGES DE REFERENCE.

A. NOUSCHI, *Initiation aux sciences historiques*. F. NATHAN, Paris 1967. 206 p.

Ce manuel est destiné aux étudiants d'histoire, mais nous semble utile aux professeurs de l'enseignement secondaire que les problèmes de réformes intéressent.

Signalant les instruments de travail, l'auteur traite alors de « histoire et démographie », « histoire sociale », « histoire et économie », « histoire et politique », « histoire, culture et civilisations », et termine par des conseils de travail.

J.D.

DE LA RONCIERE CH. - M., CONTAMINE PH., DELORT R., *L'Europe au moyen âge*, T. 3, Paris, Colin, coll. U, 1971.

Pour le troisième volume (de la fin du XIII^e siècle à la fin du XV^e siècle), de cette collection, la source écrite s'impose et devient abondante.

Les auteurs n'ont pas été en peine de trouver de la matière mais plutôt de la sélectionner ; le choix est vaste : sources officielles (listes fiscales, actes législatifs, sentences judiciaires), transactions notariales innombrables, notes et mémoires de tout un chacun. La documentation écrite est abondante et souvent moderne et peut dès lors être traitée comme telle.

Les auteurs n'en ont pas pour autant laissé de côté la documentation non écrite (sceaux, tableaux, monuments, etc...). Cette abondance et cette diversité autorisent l'accès à des domaines multiples et divers : attitudes mentales, composition numérique de la population, cadre de la vie des foules, etc... Les textes sont présentés en français sauf lorsqu'il s'agit de documents de l'ancien français. Essentiellement centrée sur l'Europe, la matière ne néglige pas, et ce serait inconcevable pour le XV^e siècle, les autres mondes et ce, en fonction de l'Europe. Un chapitre est consacré aux Occidentaux sur la côte atlantique de l'Afrique, au Sahara, en Chine et en Inde.

PELICIER L., ROUABLE M., *Histoire Croquis et travaux pratiques*, cl. de 2^e et 1^{re}, Paris, Nathan, 1961.

Deux fascicules de croquis allant de 1789 à 1848 et de 1848 à 1914.

Il s'agit essentiellement de cartes relatives à des conquêtes, des opérations militaires, mais aussi des schémas, très utiles pour matérialiser les notions acquises qui autrement pourraient rester assez floues.

P.B.

Les publications du Centre de Documentation Universitaire, 5, place de la Sorbonne, Paris V^e.

Le CDU publie régulièrement les cours en Sorbonne sous forme de fascicules ronéotypés. A titre d'exemples pouvant intéresser les cours d'histoire du cycle supérieur, citons parmi beaucoup d'autres : MOLLAT Michel, *Grands voyages et connaissance du monde du milieu du XIII^e à la fin du XV^e siècle*, 2 fasc., Paris, 1966.

MOUSNIER Roland, *Société française de 1770 à 1789*, 2 fasc., Paris, 1970.

Ces ouvrages constituent un état de la question dressé par de bons spécialistes. Ces cours occupent une place intermédiaire entre les manuels destinés à l'enseignement secondaire et les ouvrages spécialisés et peuvent servir, par exemple, d'outil de travail pour les élèves du cycle supérieur chargés de faire une recherche sur un point quelconque du programme.

M.R.V.

VALETTE P. et DURRIEU M., *Histoire C.E.P.*, Nathan, 1967.

Deux livrets destinés à assurer la préparation au certificat d'études primaires. Un texte bref, des questions sélectionnées parmi celles posées aux examens, un résumé y compris les dates et les faits à mémoriser, quelques croquis et une documentation iconographique assez réduite constituent l'essentiel de la matière

P.B.

MIQUEL P., *Connaissance du monde contemporain*. Préparation aux B.E.P. - 1^{re} et 2^e année - Paris, Nathan, 1970.

Le but poursuivi par l'auteur de ces volumes est d'ouvrir les jeunes esprits aux grands problèmes du monde contemporain.

Après avoir recherché, dans le premier volume, les fondations de notre monde,

l'auteur décrit dans le second volume les aspects les plus importants du monde contemporain.

Les faits économiques et sociaux y tiennent une place importante, de même que l'histoire des sciences et des techniques, sans pour cela omettre les grands problèmes politiques et culturels.

Les professeurs du secondaire trouveront dans ces volumes, de nombreuses cartes, graphiques et des données statistiques à la portée des élèves.

Bref, un ouvrage qui peut rendre de nombreux services à tous ceux qui veulent acquérir une vue d'ensemble des problèmes du monde contemporain.

L.D.K.

DURAND-BOSSUET M. et GRALHON R., *La Forêt, « Contacts »*, Paris, L'Ecole, 1970, Activités autour d'un thème.

Le fascicule comprend deux volets : les documents de l'élève et le livret destiné au professeur. Le premier rassemble des documents iconographiques, des schémas, des cartes etc... accompagnés de suggestions de travaux variés (travaux individuels et travaux en groupe, préparation, recherche à effectuer à domicile ou en classe) ; le second contient des conseils pour le professeur, de l'information, des constatations relatives aux expériences entreprises, etc...

Le problème est cerné par des exercices relatifs à la géologie, à l'histoire, à la biologie, à l'économie, aux problèmes de l'environnement, etc... En gros, le dossier comprend trois parties : information, analyse et action pour aboutir aux conclusions générales.

En ce qui concerne l'histoire, relevons la méthode ; lors de l'analyse de faits relatifs au sujet traité, l'élève est invité à rechercher les événements contemporains, afin de reclasser la matière dans un ensemble plus vaste. Le système rejoint celui des centres d'intérêt. Il pourra suggérer des réflexions aux protagonistes des cours du groupe IV de l'enseignement rénové.

P.B.

DURAND-BOSSUET M., et GRALHON R.,

Le problème de la faim dans le monde, activités autour d'un thème, Paris, éditions de l'Ecole, 1970.

Farde de documentation composée de fiches, de questionnaires, d'exercices, de suggestions d'enquêtes et de travaux de groupes et individuels destinés à un enseignement inductif.

Après une introduction centrée sur les caractéristiques d'alimentation, de démographie, de revenu national et de consommation d'énergie des pays sous-développés en général, les auteurs consacrent les autres dossiers de la farde à une analyse plus approfondie des principaux facteurs géographiques, à l'étude de la situation particulière de la Chine, de l'Amérique latine, de l'Inde, de l'Afrique et des causes de la faim dans ces pays, à l'étude des problèmes de déséquilibre alimentaire, à celle des causes historiques, économiques, et sociales du problème de la faim dans le monde. L'ouvrage se termine par une analyse des remèdes possibles : l'aide au Tiers monde, l'action de l'O.N.U. et celle du comité français contre la faim.

Cette farde peut être considérée comme une version française de la manière dont on envisage le problème « l'homme assure sa subsistance » dans l'enseignement rénové en Belgique. Avec comme particularités essentielles que les élèves sont astreints à des exercices pluridisciplinaires concrétisant une forme de coordination entre professeurs de géographie, de sciences et d'histoire, que l'accent semble mis sur des travaux de groupes d'élèves basés sur l'enquête et la collecte de documents, et que tous ces travaux débouchent sur la constitution par les élèves d'une exposition scolaire sur le sous-développement dans le monde.

Remarquons en outre que les auteurs belges de manuels ou de documents de recherches à l'intention des élèves de l'enseignement rénové pourraient utilement s'inspirer pour leurs éditions ultérieures de la présentation de cette farde de documentation pourtant éditée en offset mais rendue plus attrayante par l'emploi judicieux d'une grande variété de caractères typographiques.

R.R.

TEXTES - DOCUMENTS.

CHARLES-PICARD G., ROUGE J., **Textes et documents relatifs à la vie économique et sociale dans l'empire romain, 31 avant J.C. - 225 après J.C.**, E.D.E.S., Paris, 1969, coll. Regards sur l'histoire.

Devant l'accroissement du nombre des documents (textes, inscriptions, monuments de tous genres), les professeurs de l'enseignement secondaire risquent de se sentir un peu perdus et noyés. L'initiative des éditions SEDES est donc la bienvenue puisqu'elle met à leur disposition des textes ainsi que des documents photographiques commentés.

Un monde exceptionnellement riche, vivant et divers défille sous nos yeux : empereurs, membres de l'aristocratie, représentants des classes moyennes, esclaves. A une bonne trentaine de textes concernant les problèmes sociaux, l'auteur en ajoute une cinquantaine relatifs aux aspects économiques de l'empire romain (Italie et provinces). Il s'agit non seulement des techniques agricoles, industrielles et commerciales mais aussi de problèmes plus généraux, entre autres les problèmes de l'intervention de l'Etat et des collectivités, ceux de l'organisation du travail, etc... Un dossier concernant l'agriculture africaine fait le point sur cette matière. Quinze documents photographiques accompagnés d'un commentaire riche, lumineux et savoureux livrent d'autres aspects de la civilisation romaine. Notons que les œuvres d'art n'ont pas été choisies en fonction de leurs qualités esthétiques ou artistiques mais essentiellement comme documents d'histoire. Nous ne pouvons que recommander ce petit ouvrage à ceux qui souhaitent connaître l'empire romain autrement que sous les poncifs habituels.

P.B.

GLENNISON Jean et DAY John, **Textes et documents d'histoire du Moyen Age, XIX^e-XV^e siècle**, SEDES, Paris, 1970.

BILLACOIS François, HERVE Jean-Claude, ROBIN Régine et ZINK Anne, **Documents d'histoire moderne**, Colin, Paris, 1970.

Pour les professeurs du secondaire, deux recueils qui permettent de trouver des documents adaptés aux cours du cycle supérieur.

Le premier recueil insiste sur les crises : famines, guerres, crises monétaires, mouvements démographiques.

Le second illustre les techniques (agricholes, industrielles, commerciales et financières), les cycles et les doctrines économiques, les groupes et les rapports sociaux, la politique.

M.R.V.

Las Casas et la défense des Indiens, présenté par Marcel BATAILLON et André SAINT LU, Collection Archives, Julliard, Paris, 1971.

Ecrivain engagé, Bartolomé de Las Casas fut nécessairement une personnalité controversée. M. Bataillon et A. Saint Lu nous offrent une explication cohérente et claire de la vie, de l'œuvre et des circonstances qui firent de Las Casas un témoin privilégié de la conquête de l'Amérique par les Espagnols.

Cette étude comprend :

- 1° une biographie de l'auteur et une analyse de ses principales activités, des circonstances qui motivèrent ses principaux écrits, des démarches entreprises auprès de la cour d'Espagne, notamment pour supprimer la pratique de l'*encomienda* et la remplacer par un système de colonisation plus humain pour les Indiens et plus rentable pour la couronne.
- 2° un recueil de textes composé d'extraits des écrits lascasiens les plus percutants : l'*Historia de las Indias*, l'*Apologetica Historica*, la *Brevissima Relacion de la Destruccion de las Indias*, de la correspondance de Las Casas avec les autorités coloniales et avec l'empereur Charles-Quint, et de documents particulièrement significatifs tels que le *Requerimiento*, qui devait servir à intimor aux autochtones l'ordre de se soumettre et d'accepter la prédication de la foi, des bulles pontificales, l'ordre royal de 1503 soumettant les Indiens aux ordres *dencomenderos*, etc.

L'ouvrage se termine par une analyse de l'opinion d'historiens des XIX^e et XX^e siècles tels l'Espagnol Menéndez Pidal, le Cubain José Martí ou la Chilienne Gabriela Mistral, à propos de Las Casas et de son action.

Les auteurs de cette étude ont ajouté en annexe une orientation bibliographique des ouvrages parus en français, en espagnol et dans toutes les autres langues.

R.R.

HALKIN Léon E., **Les colloques d'Erasmus**, textes choisis traduits et présentés, Nouvelle éd. revue et aug., Presses académiques européennes, Bruxelles, 1971.

Quoi de plus actuel que la critique de la méthode scolastique sous la plume d'Erasmus, « humaniste chrétien ». Descendue à un niveau de culture notionnelle et superficielle, la scolastique médiévale n'est pas sans analogie avec l'aspect encyclopédique de notre éducation d'aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que beaucoup parmi les humanistes du XVI^e siècle ont mis l'accent sur l'aspect pédagogique de leurs préoccupations : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ! » Alors, comme aujourd'hui, il convenait de libérer l'homme d'un formalisme désuet.

A ce titre la lecture des Colloques est roborative, car elle souligne la permanence des grands problèmes et la continuité des espérances malgré les désillusions. Les méfaits de la guerre, son hypocrisie, celle des indulgences, le formalisme religieux, le désagrément des voyages, les périls de la navigation et les travers de la superstition, les joies du mariage, ses défaits, la décadence des monastères, l'esprit de caste sont successivement mis en cause. Autant d'appels à la modération et au bon sens, qualités qui valurent à Erasmus, malgré son audience, de demeurer un homme seul : mais n'est-ce pas le destin des hommes de cœur devanciers de leur temps ? Foi du croyant, foi de l'incroyant ? Optimisme militant dans les deux hypothèses !

La traduction précise, agréable, accompagnée d'un commentaire dépouillé dans son érudition, constitue une excellente lecture pour les élèves et... leurs professeurs. Elle fait honneur à son auteur.

R.V.S.

SERMAN William, **La Commune**, coll. Dossiers Clio, P.U.F., Paris, 1971.

HEFFER Jean, **Les origines de la guerre de Sécession**, coll. Dossiers Clio, P.U.F., Paris, 1971.

BERTAUD Jean-Paul, Les origines de la Révolution française, coll. Dossiers Clio, P.U.F., Paris, 1971.

Dans cette nouvelle petite collection — dont l'esprit rejoint celui de la collection Archives chez Julliard — les auteurs veulent avant tout apporter un ensemble de textes et autres documents sur de grandes questions d'histoire.

Une brève introduction fait le point sur la question traitée mais l'essentiel de chaque dossier est constitué de documents d'époque, en général peu connus, parfois inédits et de textes d'historiens permettant de prendre connaissance de points de vue divergents ou contradictoires.

Une orientation bibliographique complète chaque dossier.

Ces dossiers Clio sont une excellente initiative qui met à la portée des historiens sous un format réduit et à un prix modique une moisson de documents importants.

M.R.V.

HISTOIRE DE L'ART ET ARCHEOLOGIE.

RUDEL J., Les grandes dates de l'histoire de l'art, Paris, Que sais-je ? P.U.F., 1971.

Qui ne s'est trouvé devant une œuvre d'art sans pouvoir en donner une date ou la situer dans l'évolution historique ? Les dates retenues ne sont pas nécessairement celles d'événements précis mais parfois servent de repère ou de symbole pour un ensemble de faits ou de tendances. C'est d'ailleurs aussi bien la diversité que les contrastes et les similitudes qui sont évoqués. Ce petit ouvrage peut donc se révéler important pour un cours d'histoire de l'art, désormais prévu au niveau des 3^e de l'enseignement rénové.

P.B.

Encyclopédie de l'art, Paris, Lidis, 1968.

Voici une nouvelle encyclopédie qui comptera six volumes.

La collection est dirigée par Pierre de Martino et présentée par Germain Bazin, conservateur en chef au Musée du Louvre. Le premier volume traite d'une période très longue, depuis la préhistoire jusqu'à l'é-

poque paléochrétienne. Chaque civilisation est présentée et accompagnée de tableaux synoptiques (chronologie, grands événements politiques, guerres, etc...). Les documents photographiques sont tous reproduits en couleurs, et ce, avec un bonheur inégal, notamment pour les objets en métal. Regrettons-le tout en sachant les difficultés techniques énormes qu'il faut surmonter pour obtenir une représentation plus fidèle.

Chaque photo est commentée d'un point de vue iconographique, esthétique et chronologique. Des renseignements techniques accompagnent le document (matière dans laquelle l'objet est réalisé, lieu de provenance et de conservation, dimensions, etc...)

L'ouvrage est accompagné de bons appendices (vocabulaire des termes techniques, lexique des œuvres d'art et des auteurs).

Une encyclopédie qui plaira à beaucoup par la quantité et la diversité de la documentation. Retenons d'ailleurs qu'il s'agit d'un ouvrage de vulgarisation dont le langage n'a rien d'ésotérique.

P.B.

THIRION Marcel, Les trésors monétaires gaulois et romains trouvés en Belgique, Cercle d'Etudes numismatiques - Traux - 3 - Bruxelles, 1967.

Les ouvrages concernant cet aspect de l'archéologie n'abondent pas. Tout d'abord rappelons ce que l'on entend par trésor monétaire. C'est un ensemble de cinq monnaies au moins. Lorsqu'il s'agit de pièces d'or, deux exemplaires suffisent. Parmi les trésors, l'auteur en distingue trois types. Les trésors trouvés dans les tombes constituent un groupe particulier. Les tombes peuvent rarement être datées d'après le trésor qu'elles contiennent. Les trésors de circulation forment un ensemble de monnaies dont la composition reflète la circulation monétaire au moment de l'enfouissement. Les trésors de thésaurisation sont des ensembles de monnaies ne reflétant plus le numéraire de base en circulation au moment où ils ont été enfouis. Ces trésors se terminent souvent par des émissions précédant une dévaluation. Avant la conquête romaine, le numéraire paraît peu abondant. Il existe déjà un monnayage local qui s'ajoute aux monnaies des peuples voisins. Pendant le premier siècle de notre

ère, il y a encore très peu de monnaie. La paix règne en Gaule. La romanisation peu poussée de nos régions explique sans doute l'absence d'envoi massif de numéraire. L'auteur envisage les différentes mutations monétaires et les conséquences qui en résultent du point de vue des trésors. Les causes d'enfouissement sont les invasions, des soulèvements, le déplacement de soldats, la crainte suscitée par des bandits, la méfiance, et la mort du propriétaire change son épargne en trésor.

Les trésors monétaires ne servent pas seulement à l'histoire monétaire et à la numismatique. Certains auteurs croient pouvoir utiliser les renseignements fournis par les trésors pour étayer l'histoire des migrations germaniques. Malheureusement, les trésors sont surtout utiles lorsqu'on les étudie dans leur milieu naturel, c'est-à-dire la circulation monétaire. Ils peuvent fournir de multiples renseignements : aperçu de la circulation monétaire de l'époque, activité des ateliers de frappe, ampleur des émissions, importance plus ou moins grande de l'événement commémoré, etc... A l'introduction, s'ajoute le catalogue alphabétique de tous les noms de communes ou lieux sous lequel un trésor a été répertorié.

P.B.

GOMBRICH E.-H., L'art et l'illusion, Psychologie de la représentation picturale, Paris, Gallimard, Bibliothèque des Sciences humaines, 1971.

Les philosophes grecs avaient identifié l'art à l'imitation de la nature. Cette définition n'a cessé d'être précisée, confirmée ou contredite depuis des siècles. Mais l'auteur doute que la nature ait toujours été à la portée de l'artiste. Il ne croit pas davantage que la seule chose à faire soit de l'imiter. Au contraire, la créativité passerait avant la ressemblance. Cet excellent ouvrage en fait la convaincante démonstration basée sur une minutieuse analyse de l'évolution de la représentation picturale de l'antiquité à l'époque contemporaine. L'auteur étaye son raisonnement sur plus de trois cents reproductions d'œuvres diverses, choisies avec soin en fonction de leur valeur démonstrative ; il accorde une grande importance au vocabulaire pictural des œuvres analysées, à l'habileté technique des artistes, aux époques d'invention et de découverte, aux méthodes d'enseignement

du dessin, à la sociologie et à la philosophie de l'art, aux méthodes psychologiques et expérimentales modernes, etc... en privilégiant le rôle du spectateur dans la conceptualisation de l'œuvre d'art ; il explique pourquoi l'art a une histoire (et non pas pourquoi cette histoire a progressé dans une direction plutôt que dans une autre). Par l'originalité de sa démarche, l'auteur apporte incontestablement de nombreuses réponses acceptables à des questions anciennes. Mais il n'est pas douteux que cet ouvrage plein d'intérêt et qui se lit agréablement en suscitera aussi beaucoup de nouvelles.

P.B.

FLORISOONE M., Dictionnaire des cathédrales de France, Paris, Larousse, Les Dictionnaires de l'Homme du XX^e siècle, 1971.

Collection bien connue du grand public mais aussi des enseignants et des étudiants ; par la qualité des renseignements fournis, par le sérieux de son information, ce petit dictionnaire ne fait pas exception à la règle de la collection. L'auteur ne présente pas uniquement les grands chefs-d'œuvre de l'art gothique mais aussi des réalisations moins prestigieuses, moins parfaites mais fort intéressantes et peu connues du grand public. Il recense donc des édifices romans et gothiques fort divers sans délaisser certaines provinces dont l'originalité est moins grande ou la richesse architecturale moins abondante. En tout, plus de cent cinquante édifices sont recensés ; donnant pour chacun d'eux un court aspect historique de la construction, l'auteur y ajoute les particularités architecturales les plus frappantes et une copieuse illustration (blanc et noir) ainsi qu'une table départementale des monuments cités. Nous aurions souhaité cependant une carte.

En résumé, un excellent **vade-mecum** du touriste, de l'amateur et du curieux du passé.

P.B.

GROSJEAN R., La Corse avant l'histoire, Paris, Klincksieck, 1966.

Cette mince plaquette est une introduction passionnante de la Corse avant la période historique. Destinée au grand public,

l'auteur n'a pas voulu y introduire toutes les démonstrations de ses hypothèses. Bilan de diverses campagnes de fouilles entreprises par l'auteur et ce, essentiellement sur le site de Filitosa, l'ouvrage comprend 56 photos des monuments les plus importants et les plus représentatifs, un glossaire des termes archéologiques utiles à la compréhension de l'ouvrage, des tableaux chronologiques rappelant l'avance incontestable des sociétés de la Méditerranée orientale par rapport à celles de l'ouest. Si les phénomènes mégalithiques sont communs aux divers pays méditerranéens, la Corse possède essentiellement des menhirs. Dès le XIX^e siècle, l'art préhistorique corse a été révélé par Prosper Mérimée.

La civilisation mégalithique propre à la Corse débute vers le début du III^e millénaire pour se terminer vers la fin du II^e millénaire. La période antérieure à l'époque postérieure fera l'objet d'une étude séparée.

Au III^e millénaire, il semble que la population corse ait été composée essentiellement d'agriculteurs, d'éleveurs de petit bétail, vivant dans des villages non retranchés, pratiquant le tissage, la céramique, la taille de l'obsidienne et la transhumance. Les Mégalithiques n'apportèrent pas, semble-t-il, de modifications dans les activités de la population et ce, malgré leur supériorité technique. Le contact entre les autochtones et les Mégalithiques ne semble pas avoir apporté de grosses frictions.

Par contre, entre le XIV^e et le XII^e siècle, arrive une nouvelle population que l'auteur baptise Torrèens et qu'il identifie aux Shardanes, l'un des Peuples de la Mer dont il est question un peu partout en Méditerranée à cette époque. Ils sont éleveurs de gros bétail, utilisant des armes de bronze et peut-être même de fer, édifiant des forteresses, pratiquant d'autres rites funéraires (incinération), les heurts entre les nouveaux venus et les autochtones furent réels.

Le site archéologique de Filitosa révèle des oppositions brutales et guerrières. En effet, les Mégalithiques y ont élevé des statues menhirs armées représentant leurs ennemis tués. Cependant les Mégalithiques furent refoulés vers le nord de l'île et après l'an 1000 avant J.C., on peut considérer qu'il n'y en a plus. Les Torrèens, après avoir occupé la Corse semblent l'avoir quittée vers le X^e siècle avant J.C. pour s'installer en Sardaigne et au nord du golfe de Gênes.

Les Nuragiques installés en Sardaigne vers 1500 n'ont atteint leur apogée qu'entre 1000 et 500 alors que les Torrèens avaient déjà disparu de la Corse.

Cependant, tous les problèmes historiques ne sont pas résolus. Quelle est l'origine des armes des Torrèens, de la technique de construction en appareil cyclopéen, quels étaient les rapports entre Shardanes et Mycéniens, entre Shardanes et métallurgistes orientaux, les Lestrygons de l'Odyssée sont-ils Corses ? le conflit entre les Achéens et les Géants n'est-il pas le souvenir de combats entre les Torrèens-Shardanes-Achéens et les Mégalithiques-Géants ?

P.B.

PIRON André, Joachim Le Patinier - Henri Blès, Wallonie, Art et Histoire, Gembloux, Duculot, 1971.

Ce petit livre présente deux peintres oubliés, mal connus et méconnus du XVI^e siècle. Avec une grande conviction, l'auteur restitue aux peintres de la Wallonie, leur vrai visage. Joachim le Patinier et Henri Blès sont deux des premiers paysagistes professionnels de l'époque de la Renaissance. Wallons par la naissance, l'un est de Dinant et l'autre de Bouvignes, nos deux peintres le sont aussi par la source de leur inspiration. On a voulu déceler dans leurs paysages une inspiration étrangère, savoyarde ou danubienne alors qu'il s'agit de la vallée mosane.

Peu à peu, un mouvement se dessine qui tend à restituer ses artistes à la Wallonie. Campin et Rogier au XV^e siècle, Jean Gosart, Lambert Lombard, Joachim le Patinier, Henri Blès pour le XVI^e siècle. L'analyse de la vie et la réfutation des légendes à propos des deux peintres, la présentation de l'œuvre et l'originalité de celle-ci dans le contexte de l'époque, sont illustrées au moyen de seize planches en noir et blanc provenant de différents musées.

Un bon petit ouvrage pour l'approche de la peinture dans les Pays-Bas.

P.B.

GOLVIN L., Essai sur l'architecture religieuse musulmane, T.I., Généralités, Archéologie méditerranéenne n° 5, Paris, Klincksiek, 1970.

La civilisation musulmane étant marquée profondément par la loi religieuse exprimée dans le Coran, il n'est nullement étonnant

que la mosquée apparaisse comme l'édifice le plus révélateur de l'Islam.

Malgré la faculté offerte aux Musulmans de prier en dehors du sanctuaire et l'absence d'offices dits par le clergé, la mosquée est le lieu où les Mahométans célèbrent Allah. C'est aussi le centre de la vie communautaire. On y adjoint des salles d'enseignement, de justice, etc... le mot « mosquée », est peu courant avant le XIII^e siècle — il supplante le vocable « Mahomerie » — semble avoir été diffusé par les Croisés. D'abord orientée vers Jérusalem, la mosquée le sera ensuite vers Mekke après la rupture avec les Juifs. En fait, en Arabie, il n'y a pas à proprement parler de traditions architecturales.

L'architecture musulmane a donc été contrainte de faire des emprunts considérables aux civilisations que l'Islam a conquises. Cependant, il y a peut-être aussi inspiration de l'antiquité puisque l'on trouve des similitudes entre la mosquée et les ruines de la synagogue de la ville de Doura Europos. En outre il est certain que la mosquée subit d'autres influences : hellénistiques, transmises par Byzance aux provinces de Syrie ; Sassanides en Mésopotamie ; tradition chrétienne copte, transmise par l'Egypte ; antiques en Afrique du nord et wisigothiques dans la péninsule ibérique (les Wisigoths ont adopté l'art hispano-romain lors de la sédentarisation). Malgré ces emprunts variés, nombreux et divers, l'architecture musulmane a réalisé des œuvres intéressantes et séduisantes. Le tournant capital est fixé par le règne et l'époque de Muawiya, désigné par Umar en qualité de gouverneur de Syrie et qui, devenu calife, s'établira à Damas et maintiendra l'organisation administrative du pays, conservant des bureaux du Basileus, faisant appel aux Syriens pour occuper les plus hautes charges de l'Etat, frappant monnaie sous forme de dinars byzantins à l'effigie d'Heraclius.

La majeure partie de l'ouvrage est consacrée à la morphologie de la mosquée méditerranéenne et à ses composantes (cour, minaret, salle de prière, mihrab, coupoles, etc...) ainsi qu'au mobilier de ce type de sanctuaire. L'auteur replace l'art de l'Islam dans les conditions historiques et sociales de sa naissance. Une part importante de l'ouvrage est consacrée à l'art musulman des pays ayant subi l'occupation ottomane. On y trouve, en effet, des mosquées

fort différentes des œuvres issues des Umayyades de Syrie et des Abbasides. L'ouvrage, illustré d'une centaine de dessins au trait, sera accueilli avec le plus vif intérêt par ceux qui désirent approfondir ou rénover leurs connaissances de l'art religieux du monde musulman.

P.B.

L'œuvre et les rêves de Ledoux, Paris, Chêne, 1971.

Au moment où l'on sauve de la destruction le Grand Hornu, on pense sans hésitation à la belle réalisation de Cl. N. Ledoux, les Salines de Chaux, édifiées entre Arc et Senans dans le Doubs.

L'ouvrage reprend une étude d'YVAN CHRIST, **Ledoux et son temps**, publiée il y a environ dix ans aux Editions du Minotaure ; on y a ajouté le texte d'IONEL SCHEIN, **Ledoux et notre temps**, plein de fougue et de flamme. A ces commentaires divers par le ton et le propos, s'ajoutent le texte et les gravures de Ledoux lui-même : **L'Architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation**, publié en 1804.

Cl. N. Ledoux fut-il un architecte maudit ? Le vocable est séduisant mais ne correspond guère à la réalité. La biographie est éloquente à cet égard.

Sa première œuvre, réalisée à l'âge de 26 ans, en 1762, est immédiatement admirée. Jusqu'en 1774, date à laquelle Louis, contre l'avis de ses conseillers, confie à Ledoux l'édification des Salines de Chaux, l'architecte n'a pas le temps de chômer : transformation d'églises, édification d'écoles, de ponts, etc... hôtels pour grands bourgeois ou nobles, architecte attitré de Mme du Barry en 1771 à Louveciennes, puis à Paris ; appuyé par Calonne, il entreprend la construction des bureaux de recettes que les Fermiers généraux venaient d'être autorisés à établir aux barrières de la ville (1785). Mais « ce mur murant Paris rend Paris murmurant ». Devenu suspect, Ledoux échappe à la révolution. Napoléon n'utilise pas son génie.

C'est la Saline de Chaux qui révèle sa conception de la ville idéale. Influencé par les idées de son temps, Ledoux la voulait essentiellement sociale. Aux trois textes s'ajoute une illustration fort abondante : 100 reproductions de gravures de l'ouvrage

publié en 1804, 60 photos dont 10 anciennes des divers édifices conservés.

Un ouvrage passionnant et excellemment présenté.

P.B.

SCIENCES ECONOMIQUES.

Economie, Paris, Nathan, 1968, 1970 et 1971.

Quatre fascicules destinés à compléter les manuels d'Economie.

VUILLET et MOLLET fournissent dans **Travaux pratiques d'Initiation économique et sociale**, des exercices destinés à illustrer et à approfondir le cours d'Initiation et à satisfaire l'intérêt général des élèves pour ces notions. Il s'agit de 24 sujets comprenant des suggestions de travaux, des analyses de graphiques, des textes d'enquêtes, etc... relatifs à la famille, au budget, etc...

FORGET et GRIMBERG, **Documents de Travail - Réalités économiques contemporaines** (deux fascicules), visent à établir le lien entre le cours à assimiler et la vie dans laquelle l'étudiant se trouve. Ces dossiers fournissent les documents précis que la collecte dans la presse ne fournit pas toujours en qualité ni en quantité ni au moment où celle-ci est souhaitée. FORGET et GRIMBERG, **Réalités économiques** (classes terminales B) constitue la suite des deux premiers fascicules. Il comprend six thèmes et a pour but de préparer les étudiants à l'épreuve des Sciences économiques.

Ces ouvrages peuvent rendre des services aux professeurs de sections Sciences humaines, mais ils sont essentiellement inspirés par les réalités françaises. C'est d'ailleurs leur finalité première.

P.B.

BOUVIER Jean, **Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX^e-XX^e s.)**, coll. Regards sur l'histoire, SEDES, Paris, 1969.

Voici une initiation à l'analyse économique qui entremêle constamment l'économique et l'historique. Destiné aux étudiants de niveau universitaire, ce manuel aborde quelques grands problèmes économiques dont il montre l'évolution en tenant compte des permanences et des ruptures.

De nombreux graphiques, diagrammes et tableaux complètent l'ouvrage. Une bibliographie sélective oriente le lecteur vers les ouvrages les plus récents. De nombreux textes éclairent les différents thèmes traités.

Un bon manuel de référence ou de recyclage pour les professeurs de l'enseignement secondaire.

M.R.V.

COSTE Roger et PORTAL André, **L'économie en 60 leçons**, Nathan, Les ABC du bac, Paris, 1971.

Ce petit manuel présente sous une forme concise et claire des exposés sur des questions de base : production et entreprise, revenus, dépenses, marchés, monnaie, systèmes économiques, croissance et équilibre, etc.

Les leçons sont accompagnées de graphiques, diagrammes, tableaux et de suggestions de travaux pratiques.

Un bon outil de travail pour les élèves des classes supérieures.

M.R.V.

SUAVET, Thomas, **Dictionnaire économique et social, Initiation économique**, Paris, Editions ouvrières, 7^e éd., 1971.

Il s'agit de la 7^e édition d'un ouvrage classique. Trois cents mots-clés, c'est beaucoup et c'est très peu. Mais à ce lexique des mots, des notions et des idées fondamentaux en économie et en société, s'ajoutent une bibliographie graduée en fonction des prix de gros et de détail depuis 1901, chronologiques des événements politiques, sociaux, économiques et techniques depuis 1830 jusqu'en 1971, une table des indices des prix de gros et de détail depuis 1901 y compris le pouvoir d'achat en France en 1938. L'auteur a profité de cette nouvelle édition pour ajuster les chiffres, mais aussi procéder à la modernisation des données. Certaines d'entre elles ont disparu, d'autres figurent maintenant en bonne place (institutions nouvelles, dispositions législatives, vocables neufs, etc...).

Très maniable, facilement accessible, le dictionnaire met à la disposition de chacun de nous des notions fondamentales qu'il est

indispensable de connaître si on souhaite comprendre le monde dans lequel nous vivons. Une remarque pour conclure : il s'agit essentiellement de notions relatives à la France mais la matière ne s'y limite pas. loin de là.

P.B.

RINAUDO J., COSTE R., Initiation aux sciences économiques, T. I et II, F. Nathan, économie 6-7, Paris, 1968.

Les auteurs veulent ici initier les étudiants aux mécanismes fondamentaux de l'économie.

Ils insistent et c'est bien nécessaire, sur le vocabulaire qui pour certains, reste très abstrait.

Ils insistent aussi sur la fonction monétaire et la fonction de production, les échanges et les prix, la répartition du revenu et les fluctuations de la conjoncture.

Cet ouvrage est un excellent outil de travail pour les étudiants et les professeurs qui veulent comprendre ce problème si actuel qu'est celui de l'économie.

Des graphiques, des exemples illustrent les deux volumes ; nous regrettons de ne pas y voir des textes originaux sur l'un ou l'autre des titres abordés.

J.D.

J.-M. ALBERTINI, Capitalismes et socialismes à l'épreuve, Paris, éditions Economie et Humanisme, Les Editions ouvrières, 1970.

L'auteur analyse l'évolution des sociétés industrielles du XVIII^e siècle à nos jours : du libre-échange à la planification dans les régimes capitalistes, du communisme de guerre aux réformes de Krouchtchev et de Kossyguine dans les régimes socialistes.

Il en conclut que dans la société capitaliste l'Etat est devenu un des éléments fondamentaux du système capitaliste, mais que le pouvoir économique tend à dominer le pouvoir politique notamment par le noyautage des parlements, le conditionnement de l'opinion et l'orientation des modes de vie et des besoins. Dans les sociétés socialistes il constate que par des méthodes de contrainte souvent peu recommandables, l'Etat a mis en place une série d'institutions qui permettent au pouvoir politique de contrôler efficacement le pouvoir économique.

Dans l'un comme dans l'autre cas, la croissance économique est allée souvent de pair avec l'écrasement ou l'exploitation des hommes et la domination des pays sous-développés. Quelles soient capitalistes ou socialistes, les sociétés industrielles créent un même type d'homme aliéné dont les valeurs sont satellisées par la société industrielle.

J. M. Albertini voit cependant pour les sociétés industrielles des possibilités de dépassement qui dépendent de la manière dont elles réagiront à l'intérieur, vis-à-vis de la contestation intellectuelle des cadres, d'une jeunesse marginalisée et des ouvriers des secteurs technologiquement avancés et à l'extérieur, de la manière dont elles réagiront à l'exploitation du tiers-monde.

Une bibliographie sommaire mais sélective relative à l'histoire des faits économiques et sociaux, aux régimes capitalistes et socialistes, à la société industrielle et à la concurrence des régimes complète heureusement cette étude.

Ce livre peut constituer pour l'enseignant un outil de travail remarquable car J.-M. Albertini y explique d'une manière simple et cohérente des notions telles que : révolution agricole, industrielle, planifications, le libre-échange, l'évolution des régimes socialistes dans les Etats satellites de l'U.R.S.S., l'échec du « printemps de Prague », les avatars du libre-échangisme, à l'aide de textes bien choisis, de schémas et de tableaux d'une grande clarté.

R.R.

GASPARD Michel, Premiers outils de la statistique, Paris, SCODEL, 1970, (128 p.).

Dans la collection « Initiation aux faits économiques et sociaux », sous la direction de Pierre Callet, se multiplient les petits ouvrages de familiarisation avec la démographie, les divers aspects de l'économie, de la société, de la politique.

Conscient des lacunes de sa formation, le professeur d'histoire trouvera ici une initiation à la notion d'univers aléatoire. L'outil statistique intervient à point nommé. Le hasard s'y voit subordonné à un grand nombre de causes indépendantes les unes des autres, aucune n'étant prépondérante. Il implique la notion de probabilité. L'histo-

rien pour qui la statistique se limite aux besoins du recensement et de l'observation, découvrir ses vertus prévisionnelles en vue de l'action.

Pour cela il lui faut connaître la manière de cueillir l'information, comment établir des numérations ou des graphiques, les façons de réfléchir sur les données statistiques. Voilà bien des sujets familiers dont les instruments ici décrits rendront la fréquentation moins « aléatoire ».

R.V.S.

SISMONDE DE SISMONDI Jean-Charles-Léonard, **Nouveaux principes d'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population**, dans coll. « Perspectives de l'économie, les Fondateurs », préface de Jean Weiller, Paris, Calmann-Lévy, 1971.

Que les économistes éprouvent le besoin de se ressourcer ne peut étonner un historien. Cela nous vaut la réimpression des classiques de l'économie politique.

Ce Genevois d'origine italienne, établi à Paris, contemporain de la Révolution et de la Restauration, livre en 1819 au public le fruit de ses méditations sur le libéralisme de sa jeunesse et sur les dogmes les mieux établis de son temps. Il les renie au point d'être qualifié de « socialiste ». Karl Marx lui emprunte des éléments d'analyse dans son **Manifeste communiste**, il semble l'avoir tenu en estime quoiqu'il le qualifie de « petit bourgeois ». Lui-même sans doute se prenait tout au plus pour un libéral hérétique attaché à une analyse fondamentale du système économique dont il avait, en Angleterre et ailleurs contemplé les effets. Cet économiste était historien.

En rappelant l'assujettissement de l'espace et du temps, Sismondi atteste d'une vive conscience historique. Il prône la répartition équitable des richesses et pose les fondements d'une politique économique au service du bien-être de tous. Il anticipe sur les économistes sociaux du XX^e siècle, préoccupés du « plein emploi ». Son apport dans le domaine démographique est bien dans la ligne des problèmes posés par ses contemporains et abordés par Thomas Malthus dans **Essai sur la population**.

Il apparaît comme précurseur de la critique marxiste du capitalisme industriel lorsqu'il questionne : « L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens ? » A lire, avec flamme !

R.V.S.

CHAUSSINAND-NOGARET Guy, **Les financiers de Languedoc au XVIII^e siècle**, collection « Affaires et gens d'affaires », publications de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, VI^e section, Paris, S.E.V.P.E.N., 1970.

Si les banquiers ont donné lieu à plusieurs études approfondies, les financiers et officiers de finance ont été moins favorisés par la recherche historique. L'auteur n'a d'autre prétention que d'amorcer celle-ci à partir d'une analyse des financiers languedociens. Il en résulte un ouvrage attachant clairement charpenté, d'une lecture agréable. Il montre l'origine de cette classe issue des milieux marchands très ordinaires, s'introduisant dans les offices fiscaux, combinant avec les finances de l'Etat des activités de négoce, notamment comme munitionnaires, glissant vers la **Ferme générale**, pour constituer finalement une caste de la **Haute finance** considérée à l'égal de la **Grande Robe**.

Constituées en partie de protestants obligés de fuir après la Révocation de l'Edit de Nantes, les liaisons internationales qu'ils créent à cette occasion contribueront à l'exploitation bénéficiaire de la banqueroute du **Système de Law**.

Les profits réalisés sont mis à l'abri à l'étranger.

Eléments d'autonomie pour la dynastie dont elle alimente le crédit, en se spécialisant dans les finances publiques, cette catégorie perd son influence sur l'industrie privée et la banque, donnant ainsi à celle-ci l'occasion d'interférer dans les affaires de l'Etat et de subordonner le souverain à ses exigences. L'avènement de Necker représente la faillite et la mise en tutelle de l'autorité royale dépouillée de ses moyens financiers propres. Symboles des abus fiscaux du XVIII^e siècle, les Fermiers généraux quoique sympathiques aux idées nouvelles payeront un lourd tribut à la Révolution qui convoite leurs biens chiffrables à des centaines de millions.

Une illustration, des tableaux généalogiques très parlants quant à l'évolution de ces familles, des pièces justificatives, fourniront aux professeurs des documents d'étude utiles.

R.V.S.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

MOUREAUX (Philippe), Les préoccupations statistiques du gouvernement des Pays-Bas autrichiens et le dénombrement des industries dressé en 1764, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1971, 8° 535 p., 1 tableau, 1 planche et 1 carte h.-t., 775 fr. (Université libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, t. XLVIII).

Il apparaît souvent que plus on se rapproche de notre époque, plus les historiens accordent aux sources qu'ils utilisent, particulièrement aux archives administratives et aux rapports chiffrés, une confiance par trop désarmée. Cette attitude ne peut en rien se justifier : toute information doit être soumise à une critique préalable indispensable à une bonne utilisation. C'est pourquoi, en bonne méthode, Philippe Moureaux réagit contre ce laxisme et, avant d'en assurer la publication à la Commission Royale d'Histoire, soumet l'important dénombrement industriel des Pays-Bas de 1764 à une critique méthodique, minutieusement menée, et le situe dans le milieu et la perspective où il été élaboré en s'attachant à l'étude de la politique économique du gouvernement des Pays-Bas autrichiens sous Marie-Thérèse.

Il découvre et met en relief la personnalité et le rôle d'un haut fonctionnaire d'origine française, Benoît-Marie Dupuy, qui, en six années qu'il servit le gouvernement général des Pays-Bas et le Conseil des finances, fut l'initiateur de la statistique industrielle dans notre pays. S'étant fait connaître par un mémoire sur les finances des Pays-Bas qu'il avait étudiées pendant l'occupation de nos provinces lors de la guerre de succession d'Autriche, il se voit confier l'inspection des domaines. Son projet de réforme de la comptabilité domaniale est appliqué malgré la résistance du Conseil des finances et des receveurs locaux. Un projet plus ambitieux étendant cette réforme à toute la comptabilité publique est écarté parce que jugé pré-

maturé. Chargé de l'inspection des douanes, il rédige un rapport sur les douanes et l'économie des Pays-Bas ainsi qu'un projet de réforme du Bureau de régie. Après celle de Botta-Adorno, la confiance du ministre plénipotentiaire Cobenzl lui permet de poursuivre son entreprise malgré l'opposition du nouveau trésorier des Finances Patrice de Neny. En 1755, il organise un recensement industriel, le deuxième entrepris dans les Pays-Bas — le premier date de 1739 — mais le premier réalisé par des agents de l'Etat ; l'opposition du Conseil des finances en rend la qualité inférieure à l'espoir de Dupuy. Autres échecs : les projets d'affermage des douanes et d'une régie séparée du Conseil des finances. On constate qu'aux réformistes Cobenzl et Dupuy s'oppose un front des conservateurs : le Conseil souverain des Pays-Bas, le Conseil des finances et Nény. Ceux-ci réussiront à faire écarter Dupuy, que ses écarts de langage avaient compromis. Il quitte les Pays-Bas en janvier 1757.

La suppression du Conseil suprême des Pays-Bas entraîne un mouvement important de personnel dans les Conseils privé et des finances. Cobenzl, appuyé par Kaunitz, réussit à éliminer ceux qui s'étaient opposés à Dupuy. L'œuvre de celui-ci est poursuivie sans lui. Son projet de statistique douanière aboutit en janvier 1760. Nous conservons donc une statistique douanière des Pays-Bas depuis 1759. Une première tentative de dénombrement industriel en 1762 rencontre la résistance des officiers des douanes, des chambres de commerce et des industriels. C'est un échec. Le dénombrement de 1763, sans être satisfaisant, apparaît meilleur et on en tire les leçons voulues pour rédiger les instructions destinées à celui de 1764. Après la mort de Cobenzl, les autorités de Vienne et de Bruxelles ne portent plus réellement intérêt à un effort statistique d'ensemble dans les Pays-Bas. Quelques tentatives partielles restent inachevées. Joseph II n'aura pas le loisir de les reprendre.

Quelle valeur attribuer au recensement de 1764 ? Par crainte fiscale, les manufacturiers — sauf ceux qui ont ou espèrent un octroi — se méfient et refusent de répondre au dénombrement industriel. Les officiers des douanes chargés, en l'absence d'intendants dans nos provinces, du recensement peuvent pourtant, par leur expé-

rience professionnelle ou en usant d'astuces diverses, réunir bien des informations. L'auteur s'efforce de les apprécier manufecture par manufecture — on entend ainsi au XVIII^e siècle les entreprises qui transforment les matières premières et les produits semi-finis en produits finis, ainsi que les ateliers corporatifs travaillant pour le marché extérieur — dans la qualité des déclarations des officiers et par recouplement avec d'autres sources d'information. Les opérations ayant été confiées à l'administration des douanes, les régions éloignées des frontières des districts douaniers ont été négligées, particulièrement en Flandre. L'imprécision des chiffres apparaît souvent flagrante. On ne peut que conclure à l'imperfection avérée de ce recensement. Mais il faut noter qu'il reste la source la plus importante pour l'étude globale de l'industrie des Pays-Bas autrichiens à cette époque. Complété et vérifié à l'aide de monographies, rédigées à partir d'autres sources dispersées ou encore inconnues, il peut prendre toute sa valeur.

Cette belle étude mérite d'être lue avec attention par nos collègues. Outre qu'elle nous décrit par le dedans tout un aspect de la modernisation de l'Etat sous les Habsbourg d'Autriche dans nos régions et leur désir de fonder une politique fiscale et économique sur une information valable, elle nous apporte, sur la personnalité et les idées de Charles de Lorraine, des ministres plénipotentiaires et des hauts fonctionnaires, des lumières précises et souvent nouvelles, elle étudie dans les textes les attitudes de Cobenzl, de Kaunitz et de Nény à l'égard du protectionnisme, elle fixe le sens donné au XVIII^e siècle à des termes comme manufactures et fabriques, maîtres et ouvriers,... bref, à propos d'une étude critique qui a amené l'auteur à dépouiller une masse d'archives très considérable, elle livre sur ceux qui ont eu la charge de la politique fiscale et économique de nos provinces sous Marie-Thérèse, nombre de précisions vivantes et éclairantes. On ne peut qu'attendre avec intérêt la publication du recensement industriel de 1764, que, grâce au travail critique de Philippe Moureaux, nous pourrions utiliser avec la prudence et le profit voulus.

J. Du.

BERGERON Louis, A la Société d'histoire moderne : le Colloque Napoléon (25-30 octobre 1969), dans Annales, t. 25, p. 531-534, Paris, 1970.

L'auteur rapporte que dans sa communication, le professeur A. Devleeshouwer, de Bruxelles, rappelle que la croissance économique des neuf départements belges réunis avait été plus rapide que celle du reste de l'Empire du fait du taux moyen de progression annuelle dans les trois secteurs : textile, métallurgique et houiller. L'interprétation de cette croissance est difficile en période française, car la croissance dans les mines et la sidérurgie était nette depuis 1760. Le régime français a-t-il favorisé ou freiné le développement ? La croissance des années 1795-1814 n'est-elle qu'un appendice à une croissance antérieure à 1789 ?

L'auteur de cette note pense que la période napoléonienne et avant elle la période révolutionnaire ont apporté à l'économie des pays belges des avantages fondamentaux : possibilité d'accumulation de capitaux et donc facilité d'équipement, dilution du marché, qui ont permis à des régions traditionnellement de haute productivité de tirer le meilleur parti de leurs aptitudes et de se développer harmonieusement.

R.V.S.

Jean GOL, Le monde de la presse en Belgique, Bruxelles, 1970, CRISP.

Si l'on excepte la presse enfantine et féminine, les journaux belges ne se vendent pas à l'étranger. Sollicités par d'autres mass média, les Belges lisent de moins en moins de journaux et la crise démographique de la Wallonie fait craindre un recul accentué. Tous ces facteurs provoquent une régression de la presse francophone, et les deux premiers une quasi-stagnation de la presse d'expression flamande.

Or, pour le prix d'un timbre-poste ou d'une communication téléphonique, l'acheteur du journal « Le Soir » reçoit trente pages dont douze de nouvelles.

Aussi, pour survivre et faire face aux impératifs de la concurrence moderne, les entreprises de presse se concentrent et tombent de plus en plus sous la coupe des milieux d'affaires.

Pour sauvegarder la liberté de la presse, l'Etat doit fournir une aide officielle et égale pour tous sous forme d'exonérations fiscales, de ristournes sur les prix d'achat du papier et la gratuité des services dépendant de la R.T.T., de la Poste ou de la S.N.C.B.

Toutes ces considérations ressortent en filigrane de cette étude remarquable par laquelle Jean Gol nous présente un panorama détaillé de la presse quotidienne belge, ses propriétaires, les liens des journaux les uns avec les autres, les différents aspects de la concentration de la presse, le tirage des journaux, la nature de l'aide ex-

térieure dont ils bénéficient, la proportion qu'y prend la publicité et le tout avec un maximum de garanties scientifiques.

Un panorama de la presse périodique, des considérations sur le métier de journaliste, un fichier d'identité détaillé de chaque quotidien belge, des renseignements sur l'organisation professionnelle des éditeurs de journaux et des journalistes, sur les groupes et entreprises de presse éditant des quotidiens, et une bibliographie complètent utilement cet ouvrage.

R.R.

ERRATA CONCERNANT LE N° 29.

Des erreurs s'étant glissées dans la reproduction du manuscrit de la leçon « L'homme fabrique » publiée dans les **Cahiers de Clio** n° 29, les auteurs nous prient de mentionner les *errata* suivants :

Page 90. — 1. *Ligne de temps.*

Le dessin du manuscrit n'a pas été respecté : tels qu'ils étaient reproduits, avec des échelles chronologiques différentes, les schémas de ligne de temps ne pouvaient être utilement comparés par les enfants auxquels ils s'adressaient. Il convient dès lors de remplacer les schémas du n° 29 par ceux reproduits ci-contre.

Page 93. — 4. *Carte des sites paléolithiques de l'Europe.*

Le lecteur aura évidemment complété les frontières accidentellement tronquées de l'Espagne.

Page 95. — 7. *Arc à forer.*

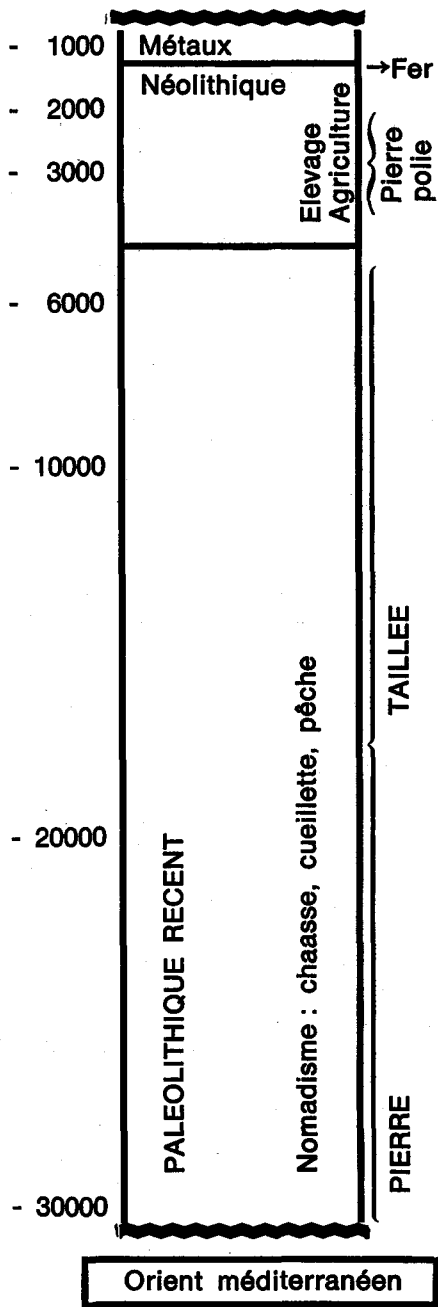
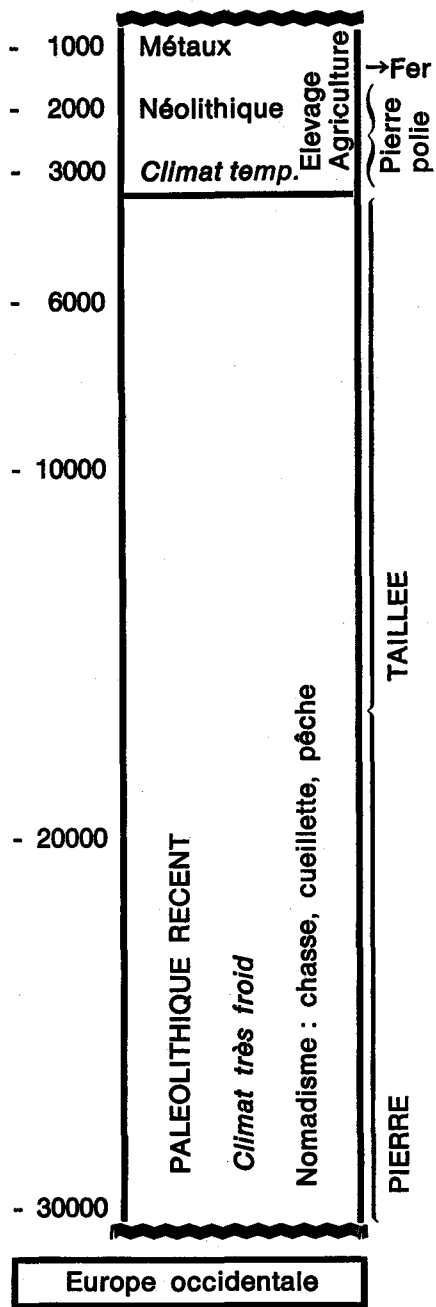
La corde de l'arc à forer doit passer devant la branche de soutien droite et non derrière.

Page 97. — 15. *C.*

La lanière du palonnier doit être rattachée au mors.

Page 98. — La phrase « Les documents ont été réunis... » doit figurer au bas de la page.

Les pages 104 à 113 auraient dû figurer dans la rubrique « Information bibliographique ».



INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS DES CAHIERS DE CLIO.

CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS.

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en *italiques* seront soulignés d'un **trait interrompu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en **gras** seront soulignés d'un **trait continu**.
3. Les textes en CAPITALES courantes seront soulignés de **deux traits continus**, les **CAPITALES GRASSES** seront soulignées trois fois. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Pour les leçons-types, le sujet de la leçon tiendra lieu de titre. Le niveau d'enseignement auquel la leçon est destinée figurera ensuite. Le nom de l'auteur sera écrit à la fin de la préparation, suivi de la mention de l'établissement auquel il est attaché. Le prénom précédera le nom.
6. Les références bibliographiques et les appels de notes seront rédigés selon les modèles suivants :
MORAZE Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde », Paris, A. Colin, 1957.
CHAUNU Pierre, *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)* : dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964.
Le nom de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italiques, le reste (y compris le prénom) en romain bas de casse ; tous ces éléments seront séparés par des *virgules*, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même référence bibliographique. Les références relatives à une même note formeront un seul alinéa.
7. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN Léon E., *La technique de l'Edition, Conseils aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
8. Toute citation de texte sera transcrite en *italique*. Les textes documentaires accompagnant les leçons-types seront munis d'une notice d'identification.
9. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec grand soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement ;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème ;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographie, etc.

TABLE DES MATIERES

DIALOGUE avec

BUSINO G., <i>Recherches sociologiques et histoire</i>	5
--	---

INFORMATION HISTORIQUE.

GOUBERT P., <i>Problèmes généraux de la noblesse française</i>	29
MEYER J., <i>Noblesse d'Europe centrale au XVII^e siècle</i>	35

INFORMATION PEDAGOGIQUE.

THIERNESSE L., <i>Dans le cadre de la rénovation de l'enseignement : l'expérience de l'école moyenne d'application de l'Etat à Mons</i>	49
FLERON J., DEBLESER J., CLARA J.-P., <i>Le groupe IV dans le cycle d'observation de l'enseignement rénové</i>	53

LEÇON-TYPE.

MAES-COLLARD M. avec la collaboration de AJZENBERG-KARNY M., <i>L'évolution démographique du 17^e siècle à nos jours</i>	75
---	----

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE.

NOTES ET GLANURES	97
-----------------------------	----

NOUVEAUTES AUX EDITIONS LABOR-NATHAN

« A la recherche de l'Europe sur les routes du passé »

Tome IX — Lectures historiques.
de DRION du CHAPOIS

PRIX : 200,—

« Problèmes et forces politiques de la France contemporaine »

de Pierre MIQUEL.

PRIX : 202,—

EDITIONS NATHAN-LABOR

Rue Royale, 342
Tél. (02)16.81.50

— 1030 BRUXELLES
C. C. P. 2086.80